

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

*Ministère de l'Environnement, de
l'Assainissement et du
Développement durable*

*Ministère de
l'Energie et de
l'Eau*

*Ministère de l'Habitat
et de l'Urbanisme*

Cellule de Planification et de Statistique



REVUE 2017

**SECTEUR EAU, ENVIRONNEMENT,
URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT**

Avril 2018

Table des matières

<i>RESUME</i>	<i>i</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES	2
1.1. SOUS-SECTEUR EAU	2
1.1.1. La Politique Nationale de l'Eau	2
<i>Pour la SOMAPEP</i>	<i>8</i>
<i>Activités de management</i>	<i>8</i>
<i>Activités de planification et d'investissements</i>	<i>8</i>
<i>Principaux résultats atteints</i>	<i>9</i>
<i>Pour la SOMAGEP-SA</i>	<i>10</i>
<i>Production d'eau de Bamako</i>	<i>10</i>
<i>Production d'eau des Centres de l'Intérieur</i>	<i>11</i>
<i>Ventes d'eau de l'ensemble SOMAGEP-S.A.</i>	<i>11</i>
<i>Pour le Laboratoire National des Eaux</i>	<i>13</i>
1.2. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT	16
1.2.1. Politique Nationale de Protection de l'Environnement	16
1.2.2. Politique Forestière Nationale	24
<i>Programme Protection et Conservation de la Nature</i>	<i>24</i>
<i>Objectif N°2 : Assurer la gestion durable des terres</i>	<i>25</i>
<i>Objectif N°3 : Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique</i> .	<i>26</i>
<i>Programme Protection et Aménagement des Forêts</i>	<i>28</i>
<i>Objectif 2 : Promouvoir la conservation et la valorisation des ressources forestières</i>	<i>29</i>
<i>Objectif 3: Renforcer les cadres des acteurs de gestion des ressources forestières</i>	<i>30</i>
<i>Objectif 4: Renforcer le système d'information forestier et de ses services</i>	<i>31</i>
<i>Programme Protection et Aménagement de la Faune</i>	<i>32</i>
<i>Objectif 1: Assurer une gestion durable des aires protégées</i>	<i>32</i>
<i>Objectif 2: Promouvoir la conservation et la valorisation des aires protégées</i>	<i>32</i>
<i>Objectif 3: Renforcer les capacités des acteurs de gestion des aires protégées</i>	<i>33</i>
<i>Objectif 4: Améliorer l'habitat de la faune dans les Aires Protégées</i>	<i>33</i>
1.2.3. La Politique Nationale d'Assainissement	34
1.2.4. La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	39
1.3. SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT	43
1.3.2 La Politique Nationale de la ville	44

II.	ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE.....	45
2.1	SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR.....	46
2.1.1	SOUS-SECTEUR EAU	46
2.1.2	SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT.....	46
2.1.3	SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT.....	47
2.2	ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES P/P DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2017.	48
2.2.1	Situation générale des projets et programmes (P/P)	48
2.2.1.1	Situation générale des financements acquis.....	49
2.2.2	Financements acquis.....	50
2.2.3	Situation des décaissements :.....	61
2.2.4	L'âge des P/P :.....	63
2.1.1	La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2017	63
III.	INDICATEURS SECTORIELS INSCRITS DANS LE CREDD 2016-2018.	69
IV.	DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL.....	73
4.1	SOUS SECTEUR DE L'EAU	73
4.2	SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT	73
4.3	SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT	77
V.	PROBLEMES ET CONTRAINTES	77
VI.	LES PERSPECTIVES.....	80
VII.	ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2017	88
VIII.	CONCLUSION.....	92

Sigles et abréviations

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
ACI	Agence de Cession Immobilière
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
ANGESEM	Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali
ATPC	Assainissement Total piloté par les Communautés
BPO	Budget Programme par Objectif
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CLOCSAD	Comités Locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CNE	Conseil National de l'Environnement
COP	Conférence des Parties
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CROCSAD	Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCR	Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
CSI-GDT	Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres
CT	Collectivités Territoriales
DCC	Décharge Compacte Contrôlée
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNDC	Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DRS/CES	Défense et Restauration des Sols/ Conservation des Eaux et Sols
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPEM	Équivalent Point d'Eau Moderne
FDAL	Fin de défécation à l'Air Libre
GIE:	Groupement d'Intérêt Economique
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GTPA	Groupe de Travail Pluridisciplinaire d'assistance à l'Agriculture
IEC	Information, Education et Communication
LNE	Laboratoire National des Eaux
MCA	Millenium Challenge Account
MDP	Mécanisme pour un Développement Propre
MEA	Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MLAFU	Ministère du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OPNBB	Opération du Parc National Boucle du Baoulé
OSC	Organisations de la Société Civile
PAN	Programmes d'Action Nationaux
PAPAM	Programme d'Appui à la Productivité Agricole au Mali
PASP	Programme Africain relatif aux Stocks de Pesticides Obsolètes
PCDA	Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole
PDESC	Programmes de Développement Economique Social et Culturel
PNA	Politique Nationale d'Assainissement
PNAEP	Plan National d'accès à l'eau potable
PNCC	Politique Nationale de Changements Climatiques

PNE	Politique Nationale de l'Eau
PNIP	Programme National d'Irrigation de Proximité
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Environnement
PPP	Partenariat Public- Privé
PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RI	Réunion Interministérielle
SAT	Schéma d'Aménagement du Territoire
SDA	Schéma Directeur d'Assainissement
SDU	Schéma Directeur d'Urbanisme
SEEUDE	Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat
SHVA	Système d'Hydraulique villageoise Amélioré
SIF	Système d'Information du Foncier
SIFOR	Système d'Information Forestier
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SOMAGEP SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOMAPEP SA	Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable
SPGE	Société Publique de Gestion de l'Eau
STEFI	Suivi Technique et Financier
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

Liste des tableaux

Tableau 1 : Création EPEM.....	2
Tableau 2 : Réhabilitation EPEM.....	3
Tableau 3 : Dotation des villages /sites en PE.....	3
Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable.....	2
Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages.....	2
Tableau 6 : Bilan de la DNH par rapport à l'objectif 4 du BPO Eau.....	6
Tableau 7 : Evolution des analyses effectuées	13
Tableau 8 : Prélèvements d'eau.....	14
Tableau 9 : Conformité du PH des analyses.....	14
Tableau 10 : Conformité en nitrates des analyses	15
Tableau 11 : Conformité des analyses bactériologiques	15
Tableau 12 : Bilan des analyses d'eau.....	15
Tableau 13 : Le bilan de l'objectif No1 du BPO Assainissement.....	35
Tableau 14 : Bilan de l'objectif No2 du BPO Assainissement	36
Tableau 15 : Etat d'exécution budgétaire de la DNH	46
Tableau 16 : Etat d'exécution budgétaire du LNE	46
Tableau 17 : Etat d'exécution budgétaire de la DNACPN	46
Tableau 18 : Etat d'exécution budgétaire de l'AEDD	46
Tableau 19 : Etat d'exécution budgétaire de la DNEF	47
Tableau 20 : Etat d'exécution budgétaire de l'ANGESEM	47
Tableau 21 : Etat d'exécution budgétaire de l'ABFN.....	47
Tableau 22 : Etat d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur environnement	47
Tableau 23 : Etat d'exécution budgétaire de la DNUH.....	48
Tableau 24 : Etat d'exécution budgétaire de la DNDC.....	48
Tableau 25 : Répartition des P/P en fonction de la tutelle	48
Tableau 26 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution	49
Tableau 27 : Situation générale des financements acquis au 31/12/2017 (en millions de FCFA)	49
Tableau 28 : Répartition du volume de financement entre les départements	50
Tableau 29 : Répartition du volume du financement extérieur entre les départements	51
Tableau 30 : Répartition du volume du financement intérieur entre les départements	52
Tableau 31 : Répartition du portefeuille par type de financement	53
Tableau 32 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)	53
Tableau 33 : Progression des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA).....	54

Tableau 34 : Progression des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)	54
Tableau 35: Progression des financements acquis du MHU et du MDEAF des PP (en millions de F CFA)	55
Tableau 36: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2017 par PTF	55
Tableau 37: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2017 par PTF	56
Tableau 38 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2016 par PTF (en millions de FCFA)	58
Tableau 39 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa)	58
Tableau 40: Répartition des financements extérieurs acquis du MHU & MDEAF 31/12/2017 par PTF (en millions de Fcfa)	60
Tableau 41 : Répartition des financements extérieurs acquis par nature (en millions de Fcfa)	60
Tableau 42: Situation des décaissements cumulés 31/12/2017	61
Tableau 43: Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2017	62
Tableau 44: l'âge des P/P	63
Tableau 45: répartition géographique des P/P du SEEUDE (en millions de Fcfa)	63
Tableau 46: Synthèse du CDMT 2018-2020 du LNE (en millions de Fcfa)	81
Tableau 47: Synthèse du DPPD-PAP 2018-2020 du MEADD (en millier de Fcfa)	85
Tableau 48: Synthèse du DPPD-PAP 2017-2019 du MDEAF (en millions de Fcfa)	87

Liste des graphiques

Figure 1 : Evolution de la production d'eau de l'ensemble SOMAGEP SA (en m3)	10
Figure2 : Evolution de la production d'eau de Bamako de la SOMAPGEP SA	11
Figure 3 : Evolution des ventes d'eau de la SOMAGEP SA	12
Figure 4 : Evolution du nombre de nouveaux branchements de la SOMAGEP SA	12
Figure 5 : Evolution du nombre d'abonnés de la SOMAGEP SA	13
Figure 6 : Répartition du volume de financement par ministère	51
Figure 7: Répartition du volume de financement extérieur du secteur par ministère	52
Figure 8: Répartition du volume de financement intérieur du secteur par ministère	52
Figure 9: Répartition du financement acquis cumulé au 31/12/2017 par type de financement	53
Figure 10 : progression des financements acquis de 2013 à 2017	55
Figure 11 : Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF	56
Figure 12 : Répartition du financement extérieur acquis du MEE par PTF	59
Figure 13: Répartition du financement extérieur acquis du MHU & MDEAF par PTF	60

<i>Figure 14 : Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2017</i>	62
<i>Figure 15 : Répartition des P/P du SEEUDE par âge</i>	63

RESUME

La revue harmonisée du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, organisée chaque année, établit le bilan de la mise en œuvre des Politiques et Stratégies à travers les Projets et programmes en cours.

Ainsi, la Cellule de Planification et de Statistique élabore en collaboration avec les structures du secteur, sur la base des rapports d'activités, des documents de Budget- Programmes et des Projets et programmes du secteur, le rapport de la revue sectorielle harmonisée. Ce rapport est ensuite validé à la faveur d'un atelier national organisé à cet effet, regroupant l'ensemble des acteurs de l'Etat, des collectivités, de la société civile et des partenaires techniques et Financiers.

Le rapport ainsi élaboré fait le point de l'exécution des activités programmées, les résultats obtenus, le niveau des indicateurs, les principales contraintes rencontrées, les perspectives, le niveau de mobilisation des ressources financières et propose des solutions en vue d'améliorer les performances du secteur. Il décrit également le cadre de concertation.

La revue sectorielle de 2017 a porté sur (72) PP repartis entre 8 Politiques, 4 départements ministériels du secteur, 6 Directions Centrales.

Les activités au sein du secteur se sont déroulées dans un contexte Politique, social, et économique caractérisé par la crise du Nord et l'absence de l'Etat dans ces régions. Par rapport à l'eau, les réalisations ont porté sur : la création et la réhabilitation des Points d'eau, l'augmentation des capacités de production d'eau de la SOMAPEP/SOMAGEP, entre autres. Ces résultats ont permis de passer de 68% le taux d'accès à l'eau potable, contre 66,9% en 2016.

Dans le domaine de l'assainissement, l'accès des populations à l'assainissement s'est amélioré grâce à la certification de FDAL de 705 villages, la réalisation des séances de sensibilisations, la construction de latrines, de dépôts de transit, de collecteurs, de caniveaux etc.

Quant à l'Environnement, les principales réalisations ont porté sur la restauration des forêts classées et des terres dégradées, le reboisement, la stabilisation des dunes, la gestion des aires de conservation de la faune, l'inventaire forestier, entre autres.

S'agissant enfin de l'Urbanisme et des Domaines de l'Etat, les principales réalisations ont été : la maîtrise de la gestion domaniale, foncière et cadastrale, l'amélioration des recettes domaniales et foncières, la facilitation de l'accès au logement des personnes et l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat, entre autres.

Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des Politiques et stratégies sont d'ordres matériels, financiers et humains. Cette dernière contrainte et qui constitue certainement la plus importante, se pose avec acuité au niveau de toutes les structures du secteur. Une solution diligente s'avère nécessaire pour la continuité des actions.

NB : Il convient de signaler que le présent document se rapporte aux réalisations de 2017 où le secteur comprenait 04 départements ministériels en début d'année (MEADD, MEE, MHU et MDEAF).

INTRODUCTION

Par lettre circulaire N°00135 MEF/SG du 15 janvier 2018, relative à la préparation et à la tenue de la revue sectorielle harmonisée de l'année 2018, le Ministère de l'Economie et des Finances a demandé à chaque département ministériel sectoriel d'élaborer un rapport d'exécution au 31 décembre 2017 des Politiques et Stratégies, afin de fournir les éléments nécessaires à la préparation de la revue du CREDD et la loi des finances 2019.

La revue sectorielle a pour objectifs de suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles de développement.

La réalisation de l'activité qui a démarré depuis Janvier, a comporté plusieurs étapes et mobilisé suivant les étapes l'ensemble des acteurs du secteur.

Ces principales étapes ont été : (i) le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue ; (ii) la collecte, le traitement, la validation des données des PP et la production du rapport ; (iii) l'exploitation et la synthèse des rapports du Budget programme, des Projets et Programmes et les rapports annuels d'activité du secteur ; (iv) l'élaboration du rapport et enfin (v) l'organisation de l'atelier de la revue.

La présente revue harmonisée constitue un cadre de dialogue et d'échanges fructueux entre les différents acteurs sur les différents résultats obtenus, le niveau des indicateurs, les défis et contraintes à relever, les perspectives. A la suite de ces analyses, des recommandations sont formulées dans le but d'améliorer les performances du secteur.

Par ailleurs, la revue harmonisée du secteur permet à la CPS de disposer des informations actualisées en vue de la production du répertoire des projets et programmes du secteur.

Le présent rapport ainsi produit est structuré, conformément au canevas de présentation contenu dans la lettre circulaire du Ministre de l'économie et des Finances relative à la revue harmonisée, en trois grandes parties :

1. Bilan ;
2. Problèmes et Contraintes ;
3. perspectives sur les trois prochaines années.

I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES

Les politiques et stratégies du secteur ont été mises en œuvre au titre de l'année 2017 à travers l'exécution des activités des différents sous-secteurs :

1.1. SOUS-SECTEUR EAU

1.1.1. La Politique Nationale de l'Eau

Le contexte actuel se caractérise par la fin de la première phase du programme sectoriel eau et assainissement (PROSEA) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), d'une part et la formalisation d'un nouveau PROSEA en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), d'autre part.

En effet, le gouvernement du Mali en collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du secteur eau et assainissement ont décidé à l'issue de la concertation 2015 des acteurs de l'eau et de l'assainissement de capitaliser les acquis de la première phase du PROSEA et de bâtir un nouveau programme sectoriel en lien avec les ODD et le Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018.

Pour la mise en œuvre du Programme Sectoriel Eau et Assainissement, les structures de l'eau ont mis en œuvre le Budget Programme par Objectif et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2017-2019. Ce programme du secteur de l'eau au titre de l'année 2017 visait les quatre (04) objectifs suivants :

- ✓ **Objectif N°1 : Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable ;**

Pour la Direction Nationale de l'Hydraulique, le bilan des activités au titre de l'année 2017 est présenté dans les tableaux suivants :

Tableau 1 : Création EPDM

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Bailleur
1648	1209	73,4	Etat/DNH
1648	1221	74,1	Autres acteurs

Source : rapport annuel 2017 DNH

Commentaire : Sur 1648 nouveaux EPDM prévus, 1209 ont été créés, soit un taux de réalisation de 73,4 %. Pour les autres acteurs, les réalisations ont porté sur 1221 nouveaux EPDM, soit 74,1%.

Tableau 2 : Réhabilitation EPEM

<i>Prévision</i>	<i>Réalisation</i>	<i>Taux de réalisation</i>	<i>Acteurs</i>
363	0	0	Etat(DNH)
363	353	98	Autres acteurs

Source : rapport annuel 2017 DNH

Commentaire : Sur 363 EPEM à réhabiliter, aucune réhabilitation d'EPEM n'a été faite par la DNH. Les réhabilitations d'ouvrage ont porté au total sur 8 AEP/AES.

Pour les autres acteurs, 353 EPEM ont été réhabilités, soit un taux de 98%.

De façon générale, on peut noter la performance du programme de la DNH en 2017, avec un taux global passant de 23,4% en 2016 à 60,1% en 2017.

Tableau 3 : Dotation des villages /sites en PE

<i>Nombre de villages sans PEM en 2016</i>	<i>Nombre de villages dotés en PEM en 2017</i>	<i>Nombre de villages sans PEM au 31/12/2017</i>	<i>Taux de réduction</i>
1286	17	1269	1,3%

Source : rapport annuel 2017 DNH

Commentaire : Le nombre de villages/sites sans point d'eau potable (abstraction faite des hameaux et quartiers éloignés) a été réduit de 2226(à l'issue de l'inventaire de 2003) à 1269 au 31 décembre 2017. Au total 17 villages sans PEM ont été dotés au cours de l'année 2017, répartis dans les régions de Kayes (02), Mopti (09) et Tombouctou (06), soit une réduction de 1,3 point en pourcentage du nombre total de villages sans aucun PEM. La réalisation de ces points d'eau participe à l'amélioration de l'équité dans l'accès à l'eau potable au Mali.

Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable

Niveau /Année	2016	2017
Milieu rural	65,3	65,3
Milieu urbain et semi urbain	70,6	74,7
Niveau national	66,9	68

Source : rapport annuel 2017 DNH

Commentaire : Sur la base du RGPH 2009, l'évolution du taux d'accès au service d'eau potable de base de 2016 à 2017 connaît :

- une stagnation pour le milieu rural ;
- une croissance de 4,1 points pour le milieu urbain et semi urbain ;
- une croissance de 1,1 point au niveau national.

Les ouvrages en cours de réalisation en fin 2017 :

Le nombre d'ouvrages en cours de réalisation mais non réceptionnés en fin 2017 est de 241 nouveaux EPEM contre 0 EPEM en réhabilitation.

L'estimation des réalisations en cours en fin 2017 des autres acteurs est de 56 nouveaux EPEM et 45 réhabilitations d'EPEM.

Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages

Nbre EPEM	Nbre EPEM non fonctionnels	Taux de panne
20100	5970	29,70

Source : rapport 2017 DNH

Commentaire : Concernant la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques, le taux moyen de panne des pompes à motricité humaine est d'environ 30 % en 2017, soit 5 970 ouvrages non fonctionnels sur un total de 20100 (exprimés en EPEM). Ce taux varie suivant les régions et est compris entre 26% et 52%. La raison serait due au vieillissement des infrastructures, l'effritement progressif des structures de gestion villageoise et de maintenance et le manque d'un suivi de proximité.

- ✓ **Objectif N°2 : Améliorer les revenus des populations en facilitant l'accès à l'eau pour les autres usages ;**

Les actions prévues au titre de l'année 2017 portaient sur :

- Les ressources en eau sont rationnellement mobilisées et exploitées pour les autres usages ;
- La navigabilité des principaux cours d'eau est améliorée pour faciliter le transport fluvial ;
- L'approvisionnement en eau des animaux est amélioré en zones pastorales

Les réalisations ont porté sur :

- le projet d'études de caractérisation technique et de cartographie des sites potentiellement aménageables dans les régions de Koulikoro et Ségou n'a pas été réalisé, faute de financement;
- Travaux de construction du quai de Markala dans la Région de Ségou ;
- En ce qui concerne l'hydraulique pastorale, il y a eu : (i) la construction de huit (08) nouveaux puits pastoraux dont 03 à Tombouctou et 05 à Taoudénit, six (06) nouveaux systèmes hydraulique pastorale améliorés dont 02 à Kayes, 03 à Gao et 01 à Ménaka ; (ii) la réhabilitation de huit (08) anciens systèmes hydraulique pastorale améliorés, dont 05 à Gao et 03 à Ménaka, de vingt-quatre (24) anciens puits pastoraux, dont 18 à Tombouctou, 4 à Ménaka et 2 à Gao.

Au total, 14 nouveaux EPEM ont été construits et 32 EPEM ont été réhabilités, soit une offre de service d'eau potable pour 9200 Unité Bétail Tropical.

- ✓ **Objectif N°3 : Assurer la disponibilité et la qualité de l'eau pour tous les usages par la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)**

En 2017, les actions prévues en termes d'objectifs sont les suivantes ont:

- Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant ;
- L'allocation des ressources en eau entre les différents usages est rationalisée et améliorée ;
- Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE ;
- Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux ;
- La protection durable des ressources en eau est assurée ;
- La prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations. Amélioration de la connaissance sur les écosystèmes aquatiques et terrestres du bassin du fleuve Niger

Par résultats, les réalisations sont les suivantes:

Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant :

- la gestion d'un réseau hydrométrique de 95 stations dont 3 stations du bassin de la Volta, 62 stations dans le bassin du Niger et 30 stations dans le bassin du Sénégal, répertoriées dans l'annuaire hydrologique ;
- des mesures de débits (campagnes de jaugeage de basses, moyennes et hautes eaux) dans les bassins hydrographiques du fleuve Niger par la Direction Nationale et les Directions Régionales de l'Hydraulique de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Tombouctou pour le contrôle des étalonnages des stations du réseau hydrométrique national, l'établissement de nouvelles courbes de tarage et le contrôle de la validité de ces courbes. Par ailleurs, la situation sécuritaire dans les régions Nord n'a pas permis la poursuite des activités de suivi hydrologique dans les régions de Tombouctou et Gao.

L'allocation des ressources en eau entre différents usages est améliorée :

La Commission « GESTION DES EAUX » de Sélingué a mis en place une courbe optimale de la retenue qui constitue un outil très important pour l'allocation de la ressource entre les différents acteurs concernés. En plus, il a été pris en compte les résultats de simulation du modèle Niger HYPE développé par l'Institut Suédois d'Hydrologie et de Météorologie pour des scénarii climatiques calés sur tout le bassin du Niger à l'échelle de 803 sous bassins.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Conjoint d'Appui à la GIRE (PCA-GIRE) financé par les Pays-Bas et la Suède, la DNH à travers la commission "Gestion des eaux de la Retenue de Sélingué et du barrage de Markala" a bénéficié d'un appui financier d'un montant de 150 millions de F CFA sur la période 2015-2019, concernant le système national d'information sur l'eau, notamment l'information des décideurs sur l'incidence de la gestion des eaux de la retenue.

Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE

Avec l'appui du PCA GIRE, les activités réalisées en 2017 ont abouti aux résultats suivants:

- la mise en œuvre des actions identifiées dans la stratégie d'accompagnement de 16 CLE à travers entre autres l'équipement des bureaux, la réalisation de périmètres maraichers équipés de points d'eau pour les femmes, la réalisation d'étangs piscicoles ;
- le recrutement de l'ONG G-Force chargée d'appuyer les CLE;
- la tenue d'ateliers d'information et de sensibilisation des acteurs dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti ;
- la tenue de rencontres d'échanges avec les Directions et Structures Nationales partenaires de la mise en œuvre du PCA – GIRE (DNACPN, SFN/ABN, ABFN, DNEF, DNP, DNGR, DGMP– DSP, Gouvernorats, Conseils Régionaux, Préfets, Sous-Préfets, Maires, etc.).

Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux

- la tenue de 29 réunions des cadres de concertations ;

- la tenue de 15 réunions de la Commission Gestion des Eaux de la retenue de Sélingué chargée de donner des consignes de gestion des ouvrages de Sélingué et de Markala.
- la tenue de 29 réunions en 2017 ainsi réparties : Koulikoro (1) avec l'appui de Water-Aid, Gao (13) à travers le Cluster Wash, et Tombouctou (15) à travers le Cluster Wash.
- La tenue des réunions de coordination dans le cadre de la mise en œuvre des projets (PACTEA II, AEPA 18 communes, PADS PROSEA)

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions, accords et traités sous régionaux et internationaux, des rencontres se sont tenues au niveau de l'ABN, de l'OMVS, de l'ABV, de la CEDEAO, du Partenariat pour la Gouvernance Environnementale en Afrique de l'Ouest (PAGE), la BMZ à travers la KfW, le PRIA Mali et l'UA.

La protection durable des ressources en eau est améliorée :

Dans le cadre du suivi de la qualité de l'eau, au total 8 233 analyses ont été effectuées par le Laboratoire National des Eaux (LNE) en 2017, ainsi réparties : 4 886 analyses physicochimiques, 3 196 analyses bactériologiques et 151 analyses sédimentologiques.

La prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations

- Le suivi de la prédiction de la crue de 2017;
- les activités liées à la prévention des inondations, de la sécheresse et d'autres impacts des changements climatiques ont été menées à travers : la mise en œuvre des activités du Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques (PIDACC);
- La participation aux différents ateliers de formation sur la démonstration de l'outil e-flow et d'autres outils similaires; de collecte et suivi de la mise en œuvre de l'Outil OPIDIN ainsi que la diffusion des informations concernant la crue du Niger avec Wetlands International.

✓ **Objectif N°4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente**

Tableau 6 : Bilan de la DNH par rapport à l'objectif 4 du BPO Eau

Prévisions	Réalisations
Le renforcement des capacités des structures de l'État	<ul style="list-style-type: none"> • L'affectation par la fonction publique de trente-un(31) agents dont treize (13) Ingénieurs, dix-sept (17) Techniciens et un (01) Agent technique; • La tenue de 04 réunions du comité de pilotage du plan de formation 2015-2017 de la DNH ; • La réalisation de vingt-huit (28) formations non issues du plan de formation ayant concerné 100 agents; • Les capacités opérationnelles des structures d'intervention ont été renforcées en moyens logistiques et matériels.
Le renforcement des capacités des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> • l'appui-conseil des DRH et SLH aux collectivités territoriales en matière : <ul style="list-style-type: none"> ○ d'information et de formation du conseil communal, ○ de diagnostic technique des installations existantes, ○ de préparation de dossiers d'appel d'offres, ○ de formation au suivi de la délégation de gestion.
Le renforcement des capacités des opérateurs privés	<ul style="list-style-type: none"> • la tenue d'ateliers de formation des élus, des exploitants et acteurs de maintenance sur la maîtrise des outils de maintenance et d'entretien des

	<p>équipements, dans les régions de Ségou, Mopti, Koulikoro, Sikasso</p> <ul style="list-style-type: none"> • La délégation de la gestion du service public de l'eau au secteur privé a connu une baisse et est passée 20 centres AEP en 2016 à 08 centres AEP en 2017, suite à la reprise de 12 centres sous exploitation par la SOMAPEP SA.
<p>Le suivi des procédures, délais et coûts d'investissements</p>	<ul style="list-style-type: none"> • le suivi régulier des marchés publics (70 marchés conclus sur 85 soit 82%).
<p>La coordination et le suivi des projets et des programmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT 2018-2020) ; • la collecte des informations de suivi des projets et programmes ; • la formation des acteurs DNH et DRH à la programmation ; • le renseignement d'indicateurs relatifs au BPO Eau y compris les huit (8) indicateurs clés choisis par le Ministère en charge de l'Eau dans le cadre du suivi des performances du secteur
<p>Le renforcement du cadre institutionnel et organisationnel performant du sous-secteur Eau</p>	<p>la participation de la DNH à certains ateliers de plaidoyer organisés par la société civile (CN-CIEPA, CAEPHA) relatifs à la mise en œuvre des engagements SWA pris à Washington en avril 2014 lors de la troisième rencontre de haut niveau, relatifs à l'accélération de la réalisation des objectifs de l'eau et de l'assainissement ;</p> <p>la poursuite de la mise en œuvre des activités du protocole de partenariat SOMAPEP/DNH/DRH relatif à la relève des compteurs de production d'eau potable dans le périmètre concédé au niveau régional.</p>

Le renforcement des dispositifs d'informations et de communication du secteur

la participation aux réunions du Comité de Pilotage de la Réforme

Institutionnelle des secteurs de l'Electricité et de l'Eau potable.

- La mise à jour continue du site web de la DNH sous la nouvelle adresse : www.dnhmali.org

Source : rapport d'activité 2017 DNH

Pour la SOMAPEP

La Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable est une Société anonyme avec Conseil d'Administration créée par Ordonnance n°10-039/P-RM du 5 août 2010 au capital à 100 % Etat de 5 milliards de FCFA. Son activité principale consiste à l'investissement, la maîtrise d'ouvrage, la Gestion et le développement du patrimoine dans le périmètre de concession en eau potable en milieu urbain, contrôle de l'exploitation.

Dans le cadre de la réalisation des activités au cours de l'année on peut retenir :

Activités de management

Sur le plan juridique, l'accord de financement de la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I) a été signé le 8 juin 2017 à Bruxelles. Toutes les conditions suspensives ont été levées à l'exception de l'avis juridique sur l'accord de rétrocession signé entre le Directeur Général de la Dette Publique et la SOMAPEP-SA.

Le prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (B.O.A.D) est octroyé par son conseil d'administration. La SOMAPEP-SA attend la signature de l'accord de financement pour lever les conditions suspensives.

Sur le plan de la communication, des activités d'inauguration et la confection des cadeaux publicitaires (calendriers, blocs-notes) ont été réalisées. La revue appelée « SOMAPEP-INFOS » ne paraît plus depuis un certain temps en raison des difficultés de trésorerie.

Activités de planification et d'investissements

Le programme d'investissements 2017 visait à intervenir dans les différents centres pour répondre aux besoins d'investissements à court, moyen terme dans les centres et sécuriser les sites des ouvrages.

A cet effet, le programme portait essentiellement sur des actions de renforcement de la production et de la distribution pour la couverture des besoins en eau des populations. Les

centres concernés en 2017 sont : Bougouni, Kita, Koulikoro, Markala, Mopti, Tombouctou, Gao, Nioro du Sahel, Bamako, Sikasso, Koutiala, Kati.

Les activités de l'année 2017 en termes de planification et d'investissement se sont articulées autour de trois axes :

- La finalisation de plans directeurs d'alimentation en eau potable des 14 centres du périmètre de concession ;
- La planification des investissements dans les centres (montage de projets, recherche de financement) ;
- Le suivi des réalisations (études, travaux).

Principaux résultats atteints

- Au cours de l'année 2017, 5 marchés sont passés sur financement propre et 8 marchés sur financement extérieur soit 13 marchés au total sur 46 soit un taux d'exécution de 28,26%.
- Au titre des travaux
- La SOMAPEP SA a réalisé des travaux de renforcement de production, d'extension de réseaux de distribution et de réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau dans certains centres du périmètre de concession (Bougouni, Kita, Koulikoro, Markala, Mopti, Tombouctou, Gao, Nioro du Sahel, Bamako, Sikasso, Koutiala, Kati).
- Au titre des études et de recherche de financement
- Des efforts ont été poursuivis au cours de l'année 2017 en matière de recherche de financement qui ont permis la signature de conventions (convention de financement dans le cadre de Kabala II de la BEI en juin 2017 à Bruxelles, la convention de financement avec le Fonds Koweïtien en Octobre 2017 à Washington, l'octroi par la BOAD d'un montant de 5 milliards de FCFA, dont la convention sera signée en 2018).

Activités de contrôle de l'exploitation

Elles ont consisté à :

- suivre la facturation, l'encaissement et la redevance ;
- vérifier et auditer les comptes de la SOMAGEP-SA ;
- vérifier les informations des rapports SOMAGEP -SA ;
- suivre la réalisation du branchement dans le délai ;
- suivre le recouvrement ;
- suivre le traitement des réclamations clients Suivre l'évolution qualitative des ressources (eaux de surface, eau souterraine) ;
- suivre la bonne exécution du programme d'analyse défini par la SOMAGEP-S.A ;
- contrôler la désinfection de l'eau;
- contrôler la qualité physico-chimique et microbiologique des eaux distribuées ;
- faire une inspection sanitaire des ouvrages.
- il s'agit d'examiner les rapports produits par la SOMAGEP-SA et les structures étatiques de contrôle de la qualité de l'eau distribuée.

Pour la SOMAGEP-SA

La SOMAGEP-S.A. est une Société Anonyme d'Etat avec Conseil d'Administration créée en août 2010. Elle a repris les activités d'exploitation de l'eau potable précédemment assurées par EDM-S.A.

- Capital social: 2 milliards de f cfa
- actionnaire: état malien (100%)
- nombre de localités desservies: 18(avenant pour 70 nouveaux centres en cours de signature).

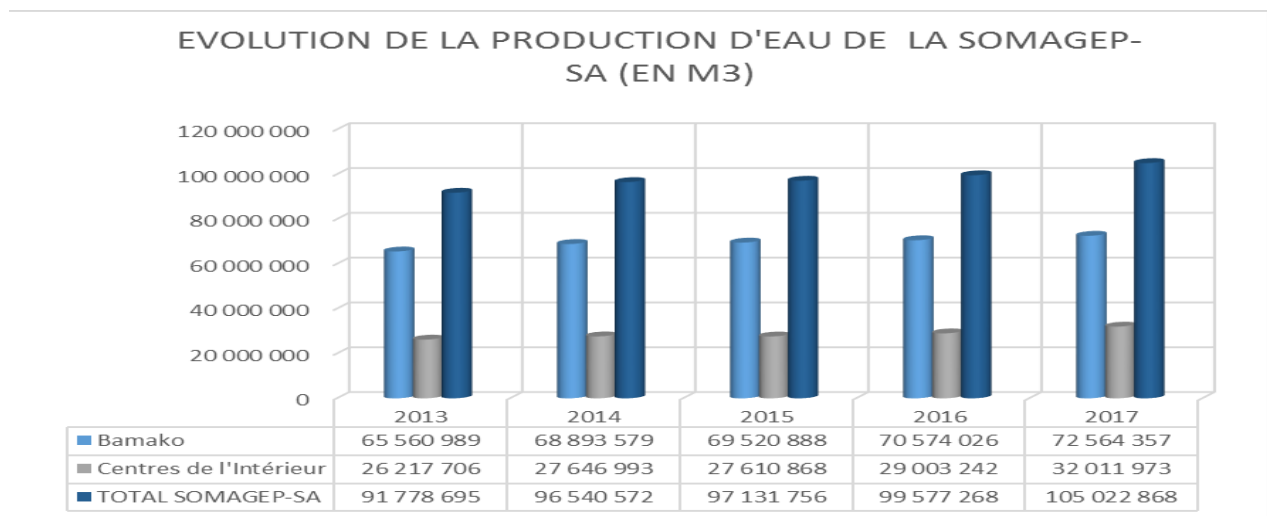
Le bilan des activités de la SOMAGEP-SA dans le domaine de l'hydraulique urbaine porte sur les principales réalisations de 2017 :

- la production et la vente d'eau,
- la gestion des abonnés,
- la mise en œuvre des projets,
- les contraintes d'exploitation et les perspectives.

Production d'eau

La production de l'ensemble SOMAGEP-SA a été de 105,02 millions de m³ en 2017, en augmentation de 5,47% par rapport à celle de 2016 (99,5 millions de m³).

Figure 1 : Evolution de la production d'eau de l'ensemble SOMAGEP SA (en m³)



Source : rapport annuel 2017 SOMAGEP SA

Production d'eau de Bamako

Le système d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako est composé de quatre unités de production d'une capacité nominale cumulée de 202 000 m³/jour. Il s'agit de:

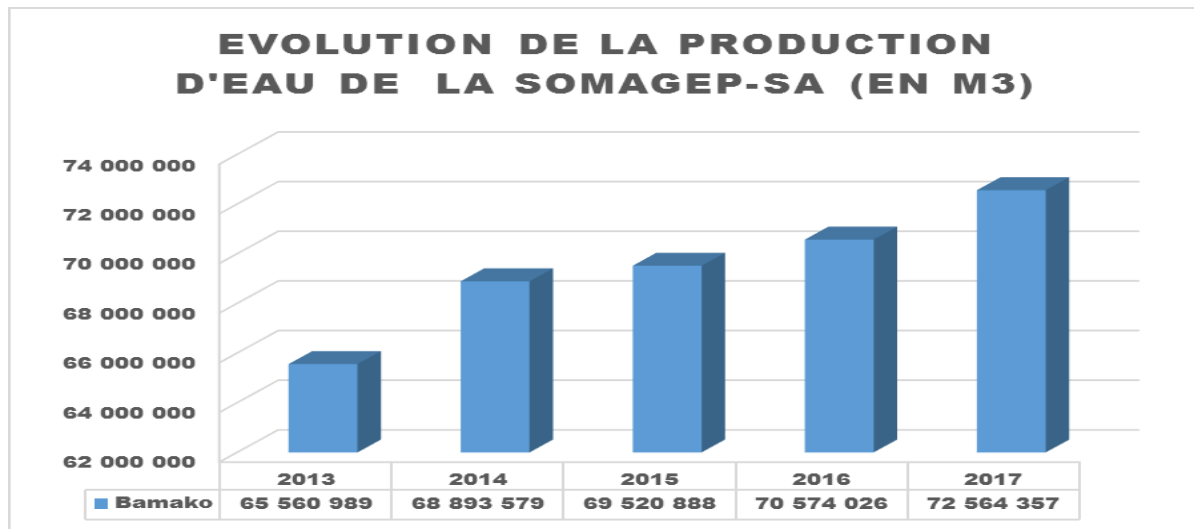
- la station de Djicoroni Para (130 000 m³/j);
- les forages de la zone aéroportuaire (4 000 m³/j);
- les stations compactes de potabilisation d'eau de Magnambougou (18 000 m³/j), de Baco-Djicoroni (18 000 m³/j), de Missabougou (12 000 m³/j), de Kalabancoro (18 500m³/j), soit au total 66 500 m³/j

- et l'AEP de Sénou (1 500 m³/j).

Sur une prévision 75,62 millions de m³, la production d'eau à Bamako a été de 72,56 millions de m³ en 2017, soit un taux de réalisation de 95,5%.

Cette production est en augmentation de 2,82% par rapport à 2016 (70,57 millions de m³). Cette croissance a été obtenue essentiellement grâce à l'accroissement de la demande.

Figure 2 : Evolution de la production d'eau de Bamako de la SOMAPGEP SA



Source : rapport annuel 2017 SOMAGEP SA

Production d'eau des Centres de l'Intérieur

Les Centres de l'Intérieur sont Kayes, Kita, Nioro du Sahel, Koulikoro, Kati, Koutiala, San, Sikasso, Bougouni, Sélingué, Bandiagara, Mopti, Tombouctou, Gao, Markala, Ségou et Kidal avec une capacité nominale cumulée de production de 88 524 m³/jour.

Sur une prévision de 32,02 millions de m³, la production de l'ensemble des Centres de l'Intérieur a été de 35 millions de m³ en 2017, soit un taux de réalisation de 109,3%.

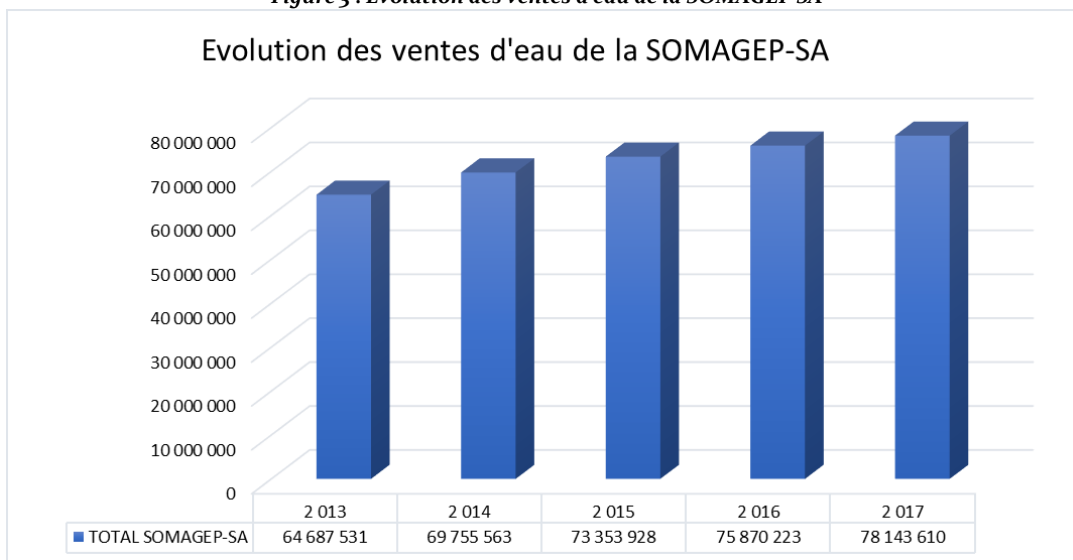
La production a augmenté de 12,07 %, par rapport à 2016 (29 millions de m³) et de 6,20% par rapport à l'objectif 2017 (32,02 millions de m³).

Cette hausse de production enregistrée dans tous les centres est due à de la demande et l'impact du renforcement des capacités de production des villes du projet PADS avec la mise en œuvre effective des nouvelles stations de Sikasso ,Missirikoro, Kayes, Kati ,Sébénikoro et de Sincina à Koutiala.

Ventes d'eau de l'ensemble SOMAGEP-S.A.

La quantité d'eau facturée pour l'ensemble SOMAGEP-SA en 2017 a été de 78,14 millions de m³ ; cette quantité correspond à une facturation de 23,51 milliards de Francs CFA, mais hors location et entretien des compteurs (1,57 milliard de Francs CFA) et hors travaux remboursables (2,49 milliards de Francs CFA). Elle est en hausse de 3% par rapport à 2016 (75,87 millions de m³).

Figure 3 : Evolution des ventes d'eau de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2017 SOMAGEP SA

Chiffre d'affaires

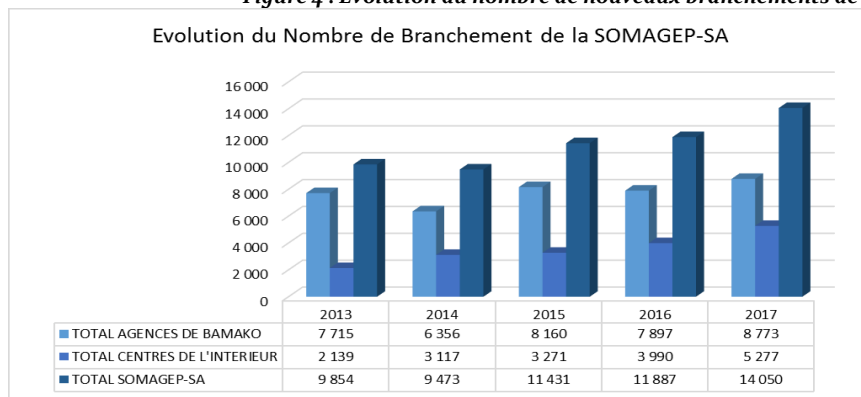
Le chiffre d'affaires à fin décembre 2017 est de 26,49 milliards de Francs CFA. Ses principales composantes sont essentiellement les ventes d'eau potable pour 22,91 milliards de Francs CFA, les travaux remboursables pour 1,87 milliard de Francs CFA et les locations et entretiens des compteurs pour 1,58 milliard de Francs CFA en 2017. Ce chiffre d'affaires est en augmentation de 9% par rapport à 2016 (24,305 milliards de FCFA).

Gestion des abonnés

↳ Nouveaux Branchements

Pour l'ensemble SOMAGEP-SA, le nombre de nouveaux branchements réalisés en eau en 2017 a été de 14 050 contre 11 887 en 2016. Le nombre de nouveaux branchements est en hausse de 18,20 % par rapport à l'année de 2016.

Figure 4 : Evolution du nombre de nouveaux branchements de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2017 SOMAGEP SA

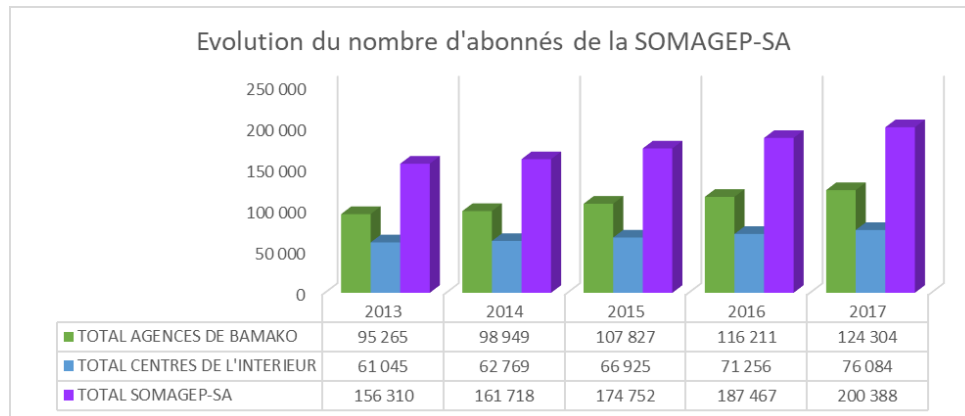
↳ Nombre d'abonnés

Le nombre total d'abonnés eau au 31 décembre 2017 pour Bamako a été de 124 304 contre 116 211 en 2016, soit une hausse de 7,0%.

Le nombre d'abonnés pour les Centres de l'Intérieur connaît une hausse de 6,8%, soit 76 084 en 2017 contre 71 256 en 2016.

Le nombre total d'abonnés eau de la SOMAGEP-SA au 31 décembre 2017 est de 200 388 contre 187 467 en 2016, soit une augmentation de 6,9%.

Figure 5 : Evolution du nombre d'abonnés de la SOMAGEP SA



Source: rapport annuel 2017 SOMAGEP SA

Pour le Laboratoire National des Eaux

En matière de suivi de la qualité de l'eau selon la stratégie de suivi-évaluation des ressources en eau, les missions ont porté sur les prélèvements des échantillons d'eau des forages, des puits, des eaux de surface dans les différentes régions du pays, les zones minières, et les zones d'intervention des ONG pour le suivi et le contrôle de la qualité des eaux.

La plupart des activités programmées ont été exécutées suivant le planning. Cependant, les missions de suivis trimestriels dans les régions n'ont pu être réalisées conformément au programme établi à cause de l'insuffisance de moyens (logistiques, financiers) et de l'insécurité.

Les activités non programmées (NP) sont celles des contrats établis après l'adoption du programme d'activités.

Tableau 7 : Evolution des analyses effectuées

Année	2016	2017	Taux d'évolution
Analyses physico chimiques	6029	8593	43

Analyses bactériologiques	5884	5861	-0,4
Analyses sédimentologiques	292	178	-39
TOTAL	12205	14632	19,89

Source : rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Le nombre d'analyses effectuées connaît une progression de 2016 à 2017. Cependant l'analyse par typologie montre une régression pour les analyses bactériologiques et sédimentologiques.

Tableau 8 : Prélèvements d'eau

Nature des PE prélevés	Nombre	Taux
Eaux de forages	15295	42,14
Eaux de puits	476	11,42
Eaux de surface	4298	45,59
Eaux de rejet	72	0,17
Autres types	47	0,68
TOTAL	10188	100

Source : rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Sur 10 188 points d'eau prélevés durant l'année 2017, 15295 ont été réalisées sur les eaux de forages ; 476 ont concerné les eaux de puits ; 4298 ont concerné les eaux de surface ; 72 ont concerné les eaux de rejet et 47 ont concerné les autres types (échantillon de sol mis en solution).

Durant l'année 2017, un total de 8593 analyses physico-chimiques a été réalisé. Le plus grand nombre a été réalisé (avec 947 analyses) au mois de Novembre 2017. Le district de Bamako a eu le plus grand nombre d'analyses soit 3610. Trente-cinq (35) échantillons venant de la sous-région (hors du Mali) ont été analysés.

Tableau 9 : Conformité du PH des analyses

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	6070	95,76
Non conforme	269	4,24

TOTAL	6339	100
-------	------	-----

Source : rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Sur les 6339 analyses réalisées, 6070 échantillons ont des PH conformes et 269 ont des potentiels d'hydrogène non conformes aux directives de l'OMS et aux normes maliennes de l'eau potable.

Avec 23 échantillons non conformes, la région de Ségou a enregistré le plus grand nombre de non-conformité de pH, suivi de Koulikoro et Sikasso; par contre tous les échantillons reçus de Gao, Ménaka et Taoudéni sont conformes.

Tableau 10 : Conformité en nitrates des analyses

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	5193	97,05
Non conforme	158	2,95
TOTAL	5351	100

Source : Rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Sur les 5351 analyses de nitrates réalisées durant l'année 2017, 158 échantillons ne sont pas conformes aux directives de l'OMS et à la norme malienne de l'eau potable, soit un taux de 2,95%. Par contre, 5193 échantillons sont conformes, soit un taux de 97,05%.

Tableau 11 : Conformité des analyses bactériologiques

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	5311	90,62
Non conforme	550	9,38
TOTAL	5861	100

Source : Rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Au total 90,62% analyses bactériologiques répondent aux directives de l'OMS et à la norme malienne de l'eau potable contre 9,38%.

La majorité des eaux non conformes provient des forages non équipés, nouvellement équipés et des puits.

Tableau 12 : Bilan des analyses d'eau

Nature analyse	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation(%)
----------------	------------	--------------	------------------------

Analyses physico-chimiques	10 850	8593	79,92
Analyses bactériologiques	11 000	5861	53,28
Analyses sédimentologiques	430	178	41,40
TOTAL	22 280	14632	56,67

Source : Rapport annuel 2017 LNE

Commentaire : Au cours de l'année 2017, le Laboratoire National des Eaux et ses Antennes à Mopti et Kayes ont effectué 14 632 analyses d'échantillons d'eau sur une prévision de 22280 soit un taux de réalisation de 56,67%.

1.2. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

1.2.1. Politique Nationale de Protection de l'Environnement

L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) a pour missions d'assurer la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE) et de veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques de développement du pays. Conformément à ses missions, l'Agence a exécuté les activités suivantes au titre de l'année 2017 pour l'atteinte des objectifs assignés.

- ✓ **Objectif N°1 : Assurer la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Environnement à travers la PNAE et veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans la conception des Politiques sectorielles, Plans Programmes et Projets de Développement**

Les activités menées ont porté sur :

- Suivi de l'approbation de la SNDD par le gouvernement : le document final est transmis au cabinet en attente d'être soumis en Conseil des ministres.
- l'organisation d'ateliers de diffusion de Modes de Production et de Consommation Durables (MPCD) pertinents auprès de 50 producteurs et ménages ruraux : la réalisation de 03 ateliers de formation de 150 producteurs des cercles de Banamba, Nara et Niore du Sahel.
- La formation de 100 artisans locaux sur quelques Modes de Production et de Consommation Durables (MPCD) construction dans la zone PGRNCC, notamment les techniques de construction sans bois, les initiatives d'écotourisme, la valorisation de *Jatropha curcas*, etc. : 100 artisans locaux ont été formés au MPCD dans la zone du PGRNCC ;

- l'appui technique et financier à la CT-CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD : la tenue d'un (01) atelier sur l'intégration des liens pauvreté- environnement, les changements climatiques et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD.
- l'intégration des mesures d'adaptation dans les plans d'investissements/budgets communaux (programmes d'activités à financer par LoCAL) : de deux (02) ateliers de renforcement des capacités des acteurs des communes de Sandaré et de Simby, pour l'intégration des mesures d'adaptation retenues dans leurs plans d'investissements ont été tenus.
- l'organisation de sessions de formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDSEC de 15 collectivités territoriales : la tenue de 15 sessions de formation au niveau de 15 collectivités territoriales.
- l'appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA : un (01) atelier a été tenu sur la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA.
- l'appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière : un (01) atelier sur la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière a été tenu ;
- l'appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques : la tenue d'un (01) atelier de validation des projets de décrets et les guides méthodologiques sur l'EES, l'EIES et l'AE par le CNE.
- la diffusion du rapport 2014 sur l'état de l'environnement : le rapport a été diffusé sur le site web de l'AEDD ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations : l'atelier sur les textes d'EES n'a pas suscité de recommandation. Les observations ont été prises en compte dans les documents.
- Suivi des Programmes d'Actions Nationaux de neuf (09) programmes suivis : la participation aux réunions sectorielles des 09 programmes ;
- le renseignement des indicateurs relatifs à l'environnement : les six (06) indicateurs du Budget programmes de l'AEDD ont été renseignés (100%).
- l'organisation des missions de supervision : trois (03) missions ont été réalisées dans la zone d'intervention du PRAI-MFD (Kéniéba et Naréna) ;
- l'organisation de deux (02) ateliers locaux d'évaluation : la tenue de deux (02) ateliers dans la zone d'intervention (Kéniéba et Naréna) du PRAI-MFD (100%) ;
- l'appui à l'identification, la production/dissémination des semences adaptées ASNaCC/PNUD : l'implication des services techniques au niveau des régions de Kayes et Sikasso 300kg de semences ;
- Appui des services techniques à l'identification et à la mise en œuvre des mesures d'adaptation ASNaCC/PNUD : la tenue de deux (02) séances de sensibilisation des

acteurs techniques sur la problématique des CC dans les régions de Kayes et Sikasso ;

- l'élaboration de 14 plans communautaires ou intercommunautaires pour l'utilisation des RN partagées à accès libre : 14 plans ont été élaborés pour les 14 communes concernées dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel (100%) ;
- Appui aux Champs Ecoles : des producteurs de 30 villages ont été formés au niveau de 10 champs écoles de 10 communes ;
- Appui aux Banques de semence : neuf (09) tonnes de semences résistantes mises à la disposition des producteurs et productrices des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso ;
- Appui aux Unités de traitement et matériel d'emballage (karité, sésame, arachide etc.) : 04 unités de transformation de Karité équipées à Bougoula Hameau, Sincina, Yorosso, et Tella ;
- Appui aux études de faisabilité pour la réalisation des Forages avec le système de distribution, panneaux solaires pour pomper l'eau : 01 étude hydro-géophysique a été faite pour la réalisation de forage dans la commune de Sero Diamanou cercle de Kayes ;
- Identification des technologies adaptées aux conditions locales : 01 technologie de semence sélectionnée, 04 missions de suivi-évaluation réalisées ;
- Test des technologies identifiées avec la participation des communautés locales : 01 test de technologie de semence sélectionnée avec la participation active et l'implication des producteurs dans le choix des variétés adaptées dans leur zone agro écologique ;
- Organisation de 14 ateliers (une par commune), 420 producteurs et décideurs (30 par atelier) sur les meilleures pratiques de gestion des risques climatiques dans les communes du projet : 14 ateliers tenus (100%) ; 420 producteurs et décideurs formés sur les meilleures pratiques de gestion des risques climatiques des communes de Banamba, Nara et Nioro du Sahel (100%).
- la mise au point et mise en œuvre de mécanismes et d'outils de suivi de la séquestration du carbone : 01 étude réalisée et les mécanismes et outils de suivi sont élaborés ;
- la production, multiplication et diffusion de la documentation sur les leçons apprises : 1000 brochures éditées et diffusées ; 01 voyage de formation et de visite d'échange a été effectué en France ;
- Réalisation des concertations sur la capitalisation et la rénovation de la boîte à outils (organisation d'atelier de 02 jours par cercle), 02 sessions de formation des formateurs en technique de communication et d'animation dans les cercles de Koutiala et de Mopti (Sévaré) : 40 sessions de formation des OP et des associations de femme sur 10 bonnes pratiques GDTE ont été tenues ;
- l'évaluation des besoins des organisations de producteurs, des GIE, ONG, bureaux d'études et les organisations socio professionnelles en GDTE à travers l'organisation

des ateliers de diagnostics participatifs dans les 6 cercles : 02 études d'identification des besoins réalisées ; 02 ateliers tenus dans la région de Sikasso (Koutiala) et Mopti (Sévaré).

- Actualisation des inventaires de gaz à effet de serre dans les trois principaux secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) : 03 secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) ont bénéficié d'inventaires de GES (100%) ;
- Synthèse des études d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans les trois principaux secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) : 03 secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) ont bénéficié d'inventaires de GES (100%) ;
- Synthèse des études de vulnérabilité / adaptation aux impacts des changements climatiques dans les trois principaux secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) : 03 secteurs (agriculture, énergie, changement d'affectation des terres et foresterie) ayant bénéficié d'inventaires de GES (100%) ;
- Collecte des autres informations pertinentes (notamment recherche/observation systématique, transfert de technologies, éducation, sensibilisation du public, renforcement des capacités) : 01 étude est réalisée, le rapport final est disponible.
- Compilation de la troisième communication nationale et revue par les pairs : 04 revues ont été réalisées par les pairs ;
- Analyse des coûts-avantages de la biodiversité locale et de la conservation des écosystèmes : 01 étude a été réalisée : le rapport est final disponible ;
- Organisation d'ateliers de diffusion des principales composantes des Plans (provisions, avantages escomptés, etc.) auprès des communautés environnantes et d'autres parties prenantes pertinentes : 02 ateliers ont été tenus dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel ;
- Diffusion d'opportunités de marchés afin d'accroître la production des biens respectueux de la biodiversité (notamment les produits forestiers non ligneux, la valeur esthétique/écotourisme, les aliments sauvages, les molécules actives pour la médecine, les ressources génétiques, les fibres, etc.) : 03 ateliers ont été tenus, le rapport est disponible ;
- Mise à jour de l'outil de suivi de l'efficacité de la gestion de la biodiversité du FEM (METT) : 01 atelier de mise à jour des fiches METT (la fiche biodiversité permettant de renseigner le cadre des résultats a été renseignée) a été fait.
- Création de forêts communales dans le corridor de l'IGMV dans le cadre de l'intégration de la biodiversité dans les secteurs de production : 05 forêts communautaires ont été créées dans le corridor de l'IGMV ;
- Appui à la formalisation et à l'organisation des brigades formées et des comités locaux de GRN en matière de gestion intégrée des feux de brousse : 176 membres des 88 brigades ont été formés ;
- Formation des bénéficiaires de projets d'AGR financés : la tenue de 14 ateliers de formation dans la zone du PGRNCC ;
- Transformation du beurre de Karité à Bougoula Hameau, Sincina, Yorosso, et Tella : 04 sessions ont été tenues à Bougoula Hameau, Sincina, Yorosso, et Tella.

- Organisation de visites de terrain entre les sites du projet et entre les exploitants pour diffuser les techniques et leçons apprises : 02 sites ont été visités avec 60 personnes dans la région de Mopti (Bandiagara et Douentza) ;
- Partage des leçons apprises et des expériences du projet aux niveaux national et international : 01 voyage de formation et de visite a été réalisée en France, 01 film en bande en 3D a été diffusé au niveau national et international ;
- Organisation de réunions trimestrielles de suivi et de programmation du PGRNCC : 05 documents sont disponibles ;
- Organisation des visites d'échanges au plan sous régional avec d'autres projets similaires : 01 journée de plaidoyer sur la RNA a été organisée avec la participation du Sénégal, du Ghana et Burkina Faso.
- Organisation d'un atelier sous régional sur les enseignements tirés des bonnes pratiques GDTE et sur le savoir local : 01 session a été exécutée sous forme de journée d'échange sur la RNA organisée avec la participation du Sénégal, du Ghana et Burkina Faso ;
- Acquisition de Kits pour l'enrichissement de 03 zones de pâturage pour les périmètres pastoraux de Gadiaba Kadiel, Fallou et Yérééré : 11 Kits acquis et 02 tonnes de fonio sauvage pour les périmètres pastoraux de Gadiaba Kadiel, Fallou et Yérééré ;
- Appui à la production de 2100 plants fourragers pour les travaux d'enrichissements des périmètres pastoraux : 2100 plants fourragers produits dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel ;
- Formation de 14 SCP créées : 03 formations des sociétés coopératives pastorales ont été tenues dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel ;
- Adoption de 14 plans communaux de gestion de la transhumance : 14 plans communaux de gestion sont disponibles dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel.
- 14 plans communaux de gestion disponibles dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel : 02 étangs piscicoles ont été réalisés à Sandaré (100%) au profit des groupements de femmes ;
- Validation du dispositif de suivi évaluation de l'AEDD : 01 atelier a été tenu, le rapport final disponible ;
- Mise en œuvre des systèmes de S&E des P/P : le document est disponible pour la mise en œuvre ;
- Articulation par les Points focaux de la GDTE avec les CROCSAD, CLOCSAD, CCOCSAD et PDESC du PGDT : 01 mission a été réalisée à Douentza et 01 mission à Bankass.
- Appui à l'ANICT dans ses efforts d'accréditation au Fonds Vert pour le Climat dans le contexte de la mise à l'échelle du LoCAL : 01 atelier d'information sur le fonds vert et le processus d'accréditation de l'ANICT au fonds vert pour le climat a été tenu ;

- Financement d'activités génératrices de revenus judicieuses qui ne menacent pas la conservation de la biodiversité : 200 micros projets ont été financés dans la zone du PGRNCC ;
- Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD : 01 séance de collecte des données a été faite auprès des structures ;
- Organisation et tenue de deux (02) Conseils d'administration de l'AEDD : 100% des sessions tenues (01 session ordinaire et 01 extraordinaire).

✓ Objectif N°2 : Coordonner la mise en œuvre des conventions, accords et traités internationaux ratifiés par le Mali en matière d'environnement

Dans ce cadre, ont été obtenus les résultats ci-après :

- *Au titre de la mise en œuvre des Conventions, Accords et Traités, les réalisations sont :*
 - l'organisation des réunions des Points Focaux des AME : la tenue de quatre (04) réunions trimestrielles (100%) ;
 - la tenue de 10 réunions d'évaluation et d'examen de projets MDP (10) : la tenue de deux (02) réunions dont une NIP sur l'électrification des villages ruraux par l'énergie solaire dans le cercle de Kita et la validation du niveau de référence normalisé dans le secteur de la consommation de la biomasse pour la cuisson domestique ;
- *Au titre de la participation malienne aux réunions internationales relatives aux AME, les réalisations sont :*
 - l'organisation de 03 réunions Préparatoires des COPs : la tenue de trois (03) réunions préparatoires sur la COP23 sur les CC en lien avec la CDN (100%);
 - la Prise en charge de 20 personnes pour la COP 23 sur les CC : seules cinq (05) personnes ont été prises en charge à la COP23 (30%) compte tenu de l'insuffisance de ressource financière;
 - l'organisation de Side Event : la tenue de deux (02) « side event » sur la CDN et le PRAI-MFD ;
 - l'organisation d'un atelier sous régional sur la diffusion de la RNA à Mopti suivi de visite terrain à Bankass (BF, Niger et Hollande, CILSS) : la tenue d'un (01) atelier à Mopti et Bankass pendant la quinzaine de l'environnement.
- *Au titre du Développement des partenariats et actions internationales, les réalisations sont :*
 - la mise en œuvre du partenariat UNCDF/ LoCAL : deux (02) partenariats ont été réalisés dont l'appui à la mise en œuvre des PDESC des communes rurales de Simby et Sandaré dans le cercle de Nioro du Sahel ;
 - la mise en œuvre des conventions de partenariat avec Helvetas, FENABE, MOBIOM, CRRRA, Sahel Eco, AMEDD, et ASSAFEDE : la tenue de deux (02) ateliers sur le partage d'expérience sur les CC ;

- la mise en œuvre de partenariat avec ICRISAT, MOBIOM et FENABE à Bougouni et Koutiala : l'animation de deux (02) plates-formes à Bougouni et Koutiala.

✓ **Objectif N°3 : Renforcer le système d'information, de coordination, de concertation nationale, de formation, de recherche, de suivi et de surveillance relatifs aux questions environnementales.**

➤ *Dans le cadre de la promotion d'un espace de dialogue et de coordination entre producteurs et utilisateurs de l'information environnementale et caractériser les besoins de l'utilisateur, on note en 2017*

- la tenue de deux (02) réunions de concertation : deux (02) réunions sur la validation des TDR et le cadrage de la méthodologie du consultant recruté (100%) ont été tenues ;
- la formation de 30 gestionnaires et partenaires au sein du SNGIE sur la gestion des données par le PGRNCC : 30 Points Focaux formés (100%) ont été formés ;
- l'étude pour l'appui institutionnel au SNGIE pour la collecte et l'analyse des données et métadonnées environnementales au niveau des 18 structures partenaires au sein du SNGIE par le PGRNCC : le rapport est disponible.
- Etablissement de la cartographie de l'évolution du couvert végétal dans les 14 communes du PGRNCC : le rapport final est disponible ;
- Acquisition de matériels de collecte et traitement des données du SNGIE : 11 Points Focaux sont équipés sur 30.
- Réalisation de la cartographie des sites du projet : le rapport final est disponible ;
- Production des données statistiques sur la GDTE, les CC, la LCD et la Biosécurité : les données sont disponibles ;
- Redynamisation des observatoires de surveillance environnementale : la collecte des données biophysiques et socioéconomiques au niveau de 02 observatoires (Sikasso et Baoulé) a été faite ;
- Acquisition et installation des instruments d'observation climatiques complémentaires dans les quatre (04) régions du projet : 03 stations ont été renforcées en matériels météorologiques automatiques à Banamba, Nara et Nioro du Sahel (75%).
- Actualisation / Evaluation de vulnérabilité des régions et des secteurs cibles : 01 étude de vulnérabilité a été réalisée.

➤ *Dans le cadre de la promotion et le suivi évaluation des actions de recherche*

- Aucune activité n'a été menée en 2017.

➤ *Dans le cadre de la communication et du renforcement des capacités, on note :*

Communication

- la mise en œuvre du plan de communication du PGRNCC, du PGDTE et d'IPE- Mali, à travers les productions audio visuelles : PGRNCC(2), IPE-Mali(1), Sessions

d'animation : PGRNCC (48), PGDTE(1), IPE- Mali (1), la tenue des cérémonies d'ouverture et de clôture à Mopti respectivement les 05 et 17 juin 2017. Organisation de la 18^{ième} édition de la quinzaine de l'environnement : Des activités sont menées dans toutes les régions et le District de Bamako ;

- Participation aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, appui technique au GT/ECC par : la production de note d'information ; la production de document d'orientation commune et la coordination d'actions communes.
- Promotion de la participation citoyenne par le projet LoCAL : un atelier a été tenu avec la participation inclusive des acteurs locaux au processus de sélection des activités financées conformément au menu d'investissement du projet ;
- Organisation de campagnes de sensibilisation sur la gestion des ressources naturelles et CC : 14 sessions réalisées dans 14 communes des cercles de Nioro du Sahel, Banamba et Nara ;
- Production de trois (03) guides pratiques de semis, dans trois cercles (en langues locales) : 03 guides pratiques sur les périodes de semis agricoles élaborés en Peulh, Soninké et Bambara pour les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel (100%) ;
- la réalisation de dépliants et du magazine "Notre Environnement", 10000 dépliants produits (IPE-Mali, PGRNCC, PGRCI, PRAI-MFD, Mali Femme, PGDTE, AEDD, PACV-MT, ASNaCC/PICP/GIZ) : les Magazine N°37 et 38 ont été édités.
- Réalisation et diffusion de films documentaires : 04 films documentaires sur PGRNCC, IPE-Mali, AEDD/GIZ et PRAI-MFD ont été réalisés et diffusés ;
- Etablissement de conventions avec 11 radios de proximité : 09 conventions signées avec 09 radios de proximité, 02 radios défaillantes exclues ;
- Elaboration de matériels d'éducation : 04 modules de formation élaborés et diffusés en matière d'agriculture, d'élevage, de foresterie et d'adaptation aux risques climatiques.

Renforcement des capacités.

Il a porté entre autres sur :

- Ateliers de formation de 75 vulgarisateurs (ONG et agents des services techniques) sur les prévisions météorologiques : 100% des Points focaux formés ; 100% des vulgarisateurs et agents d'ONG formés.
- Atelier de formation/recyclage de 30 communicateurs des radios de proximité sur la compréhension/diffusion des produits météorologiques : 100% des communicateurs des radios de proximité des trois cercles formés.
- Formation de 300 points focaux des trois cercles aux techniques et pratiques agro météorologiques : 100% des points focaux des trois cercles formés.
- Organisation de 28 sessions de formation dans les communes bénéficiaires sur l'utilisation de technologies et de pratiques simples d'adaptation aux Changements Climatiques (élevage et foresterie) : 100% des sessions de formation tenues dans 15 communes des cercles de Banamba, Nioro du Sahel et Nara.

- Formation de 51 agents des structures partenaires sur le GPS : 100% des agents des structures partenaires formés dans les cercles de Banamba, Nioro du Sahel et Nara ;
- Formation de 1342 producteurs sur l'utilisation des paquets technologiques : 93,14% des producteurs formés dans les cercles de Banamba, Nioro du Sahel et Nara ; le renforcement des capacités nationales sur les Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) : 32 conseillers techniques et chargés de missions formés sur les EES, EIES et AE, en prélude à la tenue des réunions interministérielles d'examen des textes afférents ;
- Formation des agents des services techniques sur la gestion des risques climatiques et les technologies d'adaptation ASNaCC/PNUD : la formation de 100 agents au cours de 02 ateliers (Kayes et Sikasso) ;
- la formation des acteurs locaux sur la fixation des berges à partir du vétiver PRAI-MFD : 60 acteurs locaux ont été formés sur la fixation des berges à partir du vétiver à Kéniéba et Linguékoto ;
- Formation de 60 enseignants des Centres d'Animation Pédagogique de Banamba, Nara, Nioro sur les thèmes de la préservation de la biodiversité, l'ACC, la GDT et les CC : 125% enseignants des Centres d'Animation Pédagogique formés sur les thèmes de la préservation de la biodiversité, l'ACC, la GDT et les CC à Banamba, Nioro et Nara ;
- Formation de 122 promoteurs d'AGR en Gestion d'entreprise : 100% des promoteurs d'AGR formés à Banamba, Nioro et Nara ;
- Formation continue des formateurs en techniques d'animation et de communication au niveau des 6 cercles d'intervention du PGDTE : 96 formateurs formés en 02 sessions de formation en technique de communication et d'animation des régions de Mopti (Sévaré) et Sikasso (Koutiala).

1.2.2. Politique Forestière Nationale

En 2017, les activités ont été exécutées conformément aux objectifs du Budget –Programme 2017-2018 et les différents résultats attendus y afférents, aux grandes orientations de la Politique Forestière Nationale, aux engagements relatifs aux différentes conventions ratifiées par le Pays, relevant de la DNEF et du Programme d'Actions du Gouvernement 2013- 2018.

Elles ont été mises en œuvre à travers quatre objectifs spécifiques du programme IV « Protection et conservation de la nature » du Budget-Programme 2016-2018 du Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable qui s'inscrit dans une logique de cohérence avec le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) de la même période et le Cadre stratégique pour la Relance Economique et Développement Durable (CREDD) à savoir :

Programme Protection et Conservation de la Nature

- ✓ **Objectif N°1 : Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques**

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

- Elaboration de 4 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- Elaboration de 4 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion

des AP ;

- Relecture de 2 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières ;
- Réalisation de 398 missions de diffusion des textes législatifs et réglementaires ;
- Réalisation de 426 émissions radio et 11 émissions TV dans le cadre de la gestion des RFF (dont 102 émissions radio et 3 émissions TV dans le domaine faunique) ;
- Réalisation de 8 d'articles pour la diffusion des textes en matière de GRFF.

Les activités réalisées en 2017 sont :

- relecture et adoption de la Politique Forestière Nationale et de son Plan d'Action 2018-2020 ;
- élaboration et soumission à la signature au MEADD du Projet de l'Arrêté d'ouverture et de fermeture de la saison de chasse campagne 2017-2018;
- élaboration et validation en réunion interministérielle du projet de décret portant réglementation de l'exploitation commerciale des produits forestiers dans le domaine forestier national ;
- élaboration et validation du projet d'arrêté fixant les modèles de certificats d'origine pour la détention et la circulation des animaux sauvages et trophées à l'intérieur du territoire national, ainsi que ceux des permis et certificats CITES délivrés pour le contrôle du commerce international des espèces de faune et flore sauvages ;
- suivi de l'adoption du projet de loi relatif à la gestion de la faune et de son habitat;
- relecture du statut de réserve partielle des éléphants Gourma ;
- réalisation de 289 missions de diffusion des textes législatifs et réglementaires;
- réalisation de 411 émissions radios et 8 émissions TV dans le cadre de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- réalisation de 8 d'articles pour la diffusion des textes en matière de GRFF ;
- participation aux 4 réunions statutaires des conventions internationales, accords et traités concernant la DNEF et application des décisions issues de ces réunions (CDB, Nagoya, CMS/AEWA, CITES, et RAMSAR).

Objectif N°2 : Assurer la gestion durable des terres

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

- Réalisation de 47 600 ml de cordons pierreux et 8 500 ml de digues en terres ;
- Réalisation de 845 ha de zaï et 111 ha de demi-lunes ;
- Réalisation de la régénération naturelle assistée de 7 932 ha ;

- Réalisation de 17 050 ml de fascines ;
- Réalisation de travaux de stabilisation des dunes 315 ha ;
- Intégration des activités de 200 ha de défrichement amélioré dans la production (sylviculture, agriculture et élevage) ;
- Intégration des activités de 200 ha de DRS-CES dans la production (sylviculture, agriculture et élevage) ;
- Intégration d'activités de 4000 ha de régénération naturelle assistée dans les exploitations agricoles ;
- Application de 7 techniques culturales adaptées dans le cadre de la résilience aux changements climatiques.

Les activités réalisées en 2017 sont :

- réalisation de 175 051,2 ml de cordons pierreux, 8043 ml de diguettes, 3.300 ml de tranchées, 603,5 ha de Zai et 4 ha de demi-lune ;
- réalisation de 4859,5 ha de régénération naturelle assistée ;
- réalisation de 11 430 ml de fascines ;
- réalisation de 502,24 ha de travaux de stabilisation des dunes ;
- intégration des activités de 69 ha de défrichement amélioré dans la production (sylviculture, agriculture et élevage) ;
- intégration des activités de 100 ha de DRS-CES dans la production (sylviculture, agriculture et élevage) ;
- intégration d'activités de 7845 ha de RNA dans les exploitations agricoles ;
- application de 2 techniques culturales adaptées dans le cadre de la résilience aux changements climatiques dont la réalisation de 8 Fosses compostières et 33 000 ha de cultures sur billons.

Objectif N°3 : Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

- Identification d'études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- Réalisation d'études dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- Diffusion des résultats d'études sur la biodiversité ;
- Aménagement des zones humides en vue de la conservation et valorisation de la biodiversité ;

- Mise en place d'organisation pour la conservation et la valorisation de la biodiversité ;
- Promotion de la participation des associations et groupements de femmes dans la gestion et la valorisation des ressources forestières et fauniques ;
- Enlèvement de 1 405 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau ;
- Mise en place de 102 organisations locales de lutte contre les feux de brousse et la création et/ ou redynamisation de 170 brigades anti-feux) ;
- Réalisation d'inventaires des ressources des différents écosystèmes et zones humides ;
- Elaboration des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR.

Les activités réalisées sont :

- participation à la formation sur "les plantes pesticides : leur utilisation sûre et efficace dans la lutte antiparasitaire, tenue à Tamalé (République du Ghana) ;
- participation à l'atelier élargi pour la circonscription du FEM des pays de l'Afrique de l'Ouest du sahel, tenu 26 au 28 octobre 2017 à Dakar (République du Sénégal) ;
- participation à la Table ronde régionale pour l'Afrique, sur l'initiative Bio-Bridge, tenue du 7 au 9 novembre 2017 à Entebbe (République de l'Ouganda) ;
- promotion de la participation des associations et groupements de femmes dans la gestion et la valorisation des ressources forestières et fauniques à travers la création de 2 entreprises féminines et l'organisation de 4 ateliers de formation, d'information et de collecte de données ;
- enlèvement de 422 tonnes de plantes aquatiques nuisibles envahissantes dans le bassin du fleuve Niger et les cours d'eaux ;
- mise en place de 194 organisations locales de lutte contre les feux de brousse et la redynamisation de 73 brigades anti-feux ;

✓ **Objectif N°4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et valorisation de la biodiversité**

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

- Réalisation de 325 séances d'IEC dans le cadre de la GRFF ;
- Réalisation de 68 sessions formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques sur les textes législatifs et réglementaires ;
- Réalisation de 25 sessions de formations des agents des Eaux et forêts ;
- Réalisation de la formation de 220 personnes des associations et groupements féminins ;
- Réalisation de 38 sessions de formation des formateurs sur les techniques de DRS-CES ;
- Formation de 2 123 personnes (communautés et collectivités) ;
- Réalisation de 22 sessions de formations continues et/ou diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF ;
- Formation et équipement de 85 organisations de lutte contre les feux de brousse ;
- Réalisation de 24 sessions de recyclage des agents de Développement ;
- Réalisation de 6 voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences ;

- Préparation des réunions statutaires des Conventions, Accords et Traités ;
- Participations aux différentes sessions des COP ;
- Formation de 153 élèves dont 102 élèves techniciens (17 filles et 85 garçons), 51 élèves agents techniques des Eaux et Forêts (8 filles et 43 garçons) au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA ;
- Recrutement par voie de concours de 50 agents dont 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts ;
- Organisation des stages pour 49 élèves dont 26 techniciens et 23 agents techniques en fin de cycle ;
- Création de 189 cadres de concertation 134 comités villageois au niveau des collectivités pour la gestion et la conservation de la nature ;
- Elaboration et mise en œuvre de 35 conventions locales de GRN ;

Les activités réalisées en 2017 sont :

- réalisation de 306 séances d'IEC dans le cadre de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- réalisation de 54 sessions de formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques sur les textes législatifs et réglementaires ;
- réalisation de 116 sessions de formations des agents des Eaux et Forêts ;
- réalisation de la formation de 768 personnes dont 373 femmes sur les techniques de récolte du miel et la transformation des sous-produits ;
- réalisation de 28 sessions de formation des formateurs sur les techniques de DRS-CES ;
- formation de 686 personnes (communautés et collectivités) ;
- réalisation de 18 sessions de formations continues et/ou diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF ;
- formation et équipement de 50 brigades et 2 coopératives de lutte contre les feux de brousse
- réalisation de 12 sessions de recyclage des agents de Développement ;
- réalisation d'un (1) voyage d'études et de visites d'échanges d'expériences ;
- participations aux différentes sessions des COP13 tenue à Ordou (en Chine) sur la lutte contre la désertification et COP 23 tenue à Bonn (en Allemagne) sur la mise en œuvre des accords de Paris en matière de CCNUCC ;
- admission en classes supérieures de 102 élèves composés de 28 élèves ATEF (dont 23 garçons et 5 filles) et 74 TEF (23 élèves dont 63 garçons et 11 filles) ;
- recrutement par voie de concours de 50 agents dont 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts ;
- organisation des stages pour 49 élèves dont 26 techniciens et 23 agents techniques en fin de cycle ;
- création de 32 cadres de concertation 63 comités villageois au niveau des collectivités pour la gestion et la conservation de la nature.
- élaboration et mise en œuvre de 15 conventions locales de GRN.

Programme Protection et Aménagement des Forêts

Objectif 1: Assurer une gestion durable des ressources forestières

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

- Elaboration de plans d'aménagement et de gestion (PAG) de 50 forêts dont 49 massifs villageois et 1 forêt classée ;
-
- Actualisation des plans d'aménagement et de gestion de 28 forêts dont 25 forêts villageoises et 3 forêts classées ;
- Réalisation de 34 inventaires forestiers, pastorales et d'enquêtes socio-économique ;
-
- Réalisation de la cartographie de 30 massifs forestiers ;
- Mise en œuvre de 111 plans d'aménagement et de gestion dont 105 PAG de massifs villageois et 6 PAG de forêts classées ;
- Délimitation de 63 zones d'actions (séries, parcellaires) ;
- Réalisation des opérations de coupe et de traitement sylvicoles dans 42 massifs villageois, 5 forêts classées et 2 périmètres de protection ;
- Immatriculation de 10 forêts classées ;
- Insertion des cartes de 18 forêts classées et de 2 périmètres de protection dans le cadastre ;
- Réalisation des opérations de déguerpissement dans 22 massifs forestiers dont 18 massifs villageois et 4 forêts classées ;
- Réalisation de 2 287 missions de contrôle forestier.

Les réalisations 2017 ont porté sur :

- élaboration de plans d'aménagement et de gestion (PAG) de 30 forêts dont 29 massifs villageois et 1 forêt classée ;
- actualisation de 10 PAG ;
- inventaire de 10 forêts dont 9 massifs villageois et 1 DIF ;
- réalisation de 15 cartes de massifs forestiers ;
- mise en œuvre de 65 PAG de massifs villageois ;
- délimitation des parcellaires de 9 massifs villageois ;
- opérations de coupe et de traitement sylvicoles dans 7 massifs forestiers ;
- déguerpissement des occupants de la forêt de Kékoro (Bougouni) ;
- réalisation de 1 940 missions de contrôle.

Objectif 2 : Promouvoir la conservation et la valorisation des ressources forestières

Les activités prévues 2017 sont :

- Mise sous aménagement 131 266 ha de forêts classées ;
- Mise sous aménagement 151 169 ha de massifs villageois et 130 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux ;
- Création de 4 202 ha de mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat ;
- Ouverture de 1 528 km de pare-feu et 54 km de pistes forestières ;
- Entretien et nettoyage de 819 km de pare-feu et 100 km de pistes forestières ;

- Reboisement de 47490 ha avec
- 23 965 870 plants et la collecte de 415 000 noix de rônier pour la restauration du domaine forestier national et
- 1 272 ha d'enrichissement de forêts ;
- Diffusion des résultats de 7 études réalisées.

Les réalisations 2017 ont porté sur :

- mise sous aménagement 627 ha de forêts classées ;
- mise sous aménagement de 105 943 ha de massifs villageois et 80 ha de plantation pour l'approvisionnement des marchés ruraux de bois ;
- mise en défens de 10 398,6 ha dans le domaine protégé de l'Etat ;
- ouverture de 606 km de pare-feu et entretien de 344 km de pare-feu ;
- ouverture de 16 km de pistes et entretien de 176 km de pistes touristiques ;
- production de 19.872.983 plants, collecte de 215.000 noix de rônier et 10.182 boutures d'euphorbes ;
- distribution de 30 000 plants forestiers offerts par la Fondation « Mali Vert » ;
- reboisement de 32 517,72 ha ;
- enrichissement de 2561,26 ha ;
- diffusion des résultats de 7 études thématiques.

Objectif 3: Renforcer les cadres des acteurs de gestion des ressources forestières

Les activités 2017 prévues ont porté sur :

- 278 missions de suivi et évaluation des marchés ruraux de bois ;
- Création et /ou redynamisation de 27 marchés ruraux de bois ;
- Création de 185 de brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière ;
- Définition des quotas d'exploitation de 87 massifs des SRGB ;
- Réalisation de 110 séances d'IEC pour l'adoption d'équipements économes en bois énergie ;
- Promotion de différents prototypes d'équipement économes en bois énergie à travers 11 séances de démonstration ;
- Diffusion de 1 900 équipements économes en bois énergie tous types confondus ;
- Réalisation de 128 missions de suivi de l'adoption et de l'utilisation équipements économes en bois énergie.

Les activités menées ont porté sur :

- réalisation 157 missions de suivi et évaluation des marchés ruraux de bois;
- redynamisation de 27 marchés ruraux de bois ;

- création de 203 de brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière ;
- définition des quotas d'exploitation de 179 massifs des SRGB;
- réalisation de 22 séances d'IEC pour l'adoption d'équipements économes en bois énergie;
- promotion de différents prototypes d'équipement économes en bois énergie à travers 01 séance de démonstration ;
- diffusion de 4 392 foyers améliorés ;
- distribution de 420 lampes solaires au profit de 22 groupements de femmes des périmètres maraichers ;
- réalisation de 10 missions de suivi de l'adoption et de l'utilisation équipements économes en bois énergie.

Objectif 4: Renforcer le système d'information forestier et de ses services

Les activités 2017 prévues sont :

- Achat des matériels et équipements nécessaires pour les nouvelles missions du SIFOR ;
- Mise à dispositions des matériels et équipements ;
- Appuis au processus du changement de statut du SIFOR ;
- Renforcement du personnel de la cellule du SIFOR, pour les besoins des services attendus ;
- Diffusion sur le site Web des services et données pour les besoins des utilisateurs ;
- Collecte des données.

Les activités menées ont porté sur :

- acquisition de l'antenne de réception d'image du satellite MODIS ;
- attribution du marché de construction des bureaux du SIFOR et suivi de la procédure de décaissement pour début de construction ;
- suivi du dossier de changement de statut du SIFOR;
- suivi des travaux d'immatriculation des forêts classées par Guidimé Topo ;
- suivi de la situation de la campagne de feu de brousse 2015_2016 et la campagne 2016_2017 ;
- suivi du couvert végétal niveau national à l'aide du dispositif des placettes permanentes;
- contribution à l'alimentation du site web du SIFOR ;
- production à temps réel et diffusion des informations sur les foyers de feux de brousse ;
- production des informations à temps réel sur la biomasse disponible;
- fourniture à SIFOR, les quantités bois-énergie enregistrées.

Programme Protection et Aménagement de la Faune

Objectif 1: Assurer une gestion durable des aires protégées

Les activités 2017 prévues sont :

- Actualisation de plans d'aménagement et de gestion de 6 aires protégées ;
- Réalisation de 2 inventaires de faune et d'avifaune dans les aires protégées ;
- Mise en œuvre de 3 plans d'aménagement et de gestion des aires protégées ;
- Réalisation de 40 missions de suivi et de supervision des travaux d'aménagement et de gestion des AP ;
- Délimitation des différentes zones d'aménagement des AP ;
- Réalisation des d'aménagement et de gestion dans le complexe Bougouni-Yanfolila ;
- Immatriculation d'une (1) aire protégée ;
- Insertion de la carte d'une (1) aire protégée dans le cadastre ;
- Réalisation des opérations de déguerpissement dans 4 aires protégées ;
- Réalisation de 145 missions de contrôle dans les aires protégées ;
- Mise en place de 43 brigades de contrôle et de surveillance locale des AP ;

Les activités menées ont porté sur :

- élaboration du business plan et une stratégie de pérennisation financière ;
- mise en œuvre d'1 plan de protection et de restauration de la biodiversité du DIN ;
- élaboration de la carte de zonage de la RBBB ;
- réalisation de 3 séances de restitution de la carte de zonage ;
- production des rapports de recensement des hameaux, d'évaluation des coûts des investissements et les pièces d'identification des chefs de ménages dans le cadre du déguerpissement des populations dans les aires protégées de Mandé Wula, Néma Wula et le ZIC de Faragama ;
- réalisation de 148 missions de surveillance et de protection dans les aires protégées ;
- réalisation de 9 missions anti braconnage ;
- redynamisation de 7 brigades de contrôle et de surveillance locale des AP.

Objectif 2: Promouvoir la conservation et la valorisation des aires protégées

Les activités prévues en 2017 sont :

- Mise sous aménagement de 30.000 ha d'aires protégées ;
- Réalisation des actions de conservation et de valorisation des AP ;
- Implication des communautés et des collectivités à la gestion des aires protégées ;
- Identification de 5 études sur l'évaluation de la dynamique des aires protégées ;
- Réalisation des 5 études sur la dynamique des aires protégées ;

- Diffusion des résultats des 5 études réalisées sur les aires protégées ;
- Réalisation des actions contenues dans les contrats d'amodiation ;
- Réalisation des actions contenues dans le cahier de charges du contrat d'amodiation ;
- Réalisation de 6 missions de suivi et évaluation des contrats d'amodiation.

Les activités menées ont porté sur :

- organisation de 2 ateliers pour la relecture du statut de la Réserve des Eléphants du Gourma ;
- implication des communautés et des collectivités à la gestion des aires protégées à travers des appuis dans le cadre de l'élaboration des PDESC de 11 communes dans la zone d'intervention du projet ERSAP et la participation des populations aux travaux d'entretien des pistes de la RBBB ;
- contribution à l'identification et à la réalisation d'une étude pour l'évaluation des besoins et du potentiel de restauration des écosystèmes pour soutenir l'adaptation aux changements climatiques dans le DIN ;
- diffusion des résultats de l'étude sur l'évaluation des besoins et du potentiel de restauration des écosystèmes pour soutenir l'adaptation aux CC dans le DIN dans le cadre de la mise en œuvre du projet IKI ;
- dénombrement des oiseaux d'eau et autres espèces de faune aquatique sur 4 sites (lac Korientzé, lac Débo, lac Walado Débo et la Plaine de Séri) ;
- diffusion des résultats de l'étude sur le dénombrement des oiseaux à l'endroit des acteurs et au bureau du DOA basé au Sénégal.

Objectif 3: Renforcer les capacités des acteurs de gestion des aires protégées

Les activités prévues en 2017 sont :

- Mise en place de 27 cadres de concertation autour des aires protégées ;
- Création de 23 brigades villageoises d'appui, de contrôle et de surveillance ;
- Réalisation de 32 missions de contrôle ;
- Réalisation de 17 missions d'appui conseils ;
- Réalisation de 90 missions de surveillance.

Les activités menées ont porté sur :

- mise en place de 19 cadres de concertation autour des aires protégées ;
- réalisation de 42 missions de contrôle dans les aires protégées ;
- réalisation de 5 missions d'appui conseils dans les aires protégées.

Objectif 4: Améliorer l'habitat de la faune dans les Aires Protégées

Les activités prévues en 2017 sont :

- Création de 10 points d'eau (puits, forages équipés) ;
- Aménagement de 5 mares pour la faune ;
- Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune ;
- Ouverture de 135 km de pare-feu ;
- Entretien de 20 km de pare-feu ;
- Ouverture et entretien de 1 093 km de pistes touristiques ;
- Aménagement de campements touristiques ;
- Aménagement de 50 ha de parcours de la faune (couloirs de transition et de migration).

Les activités menées ont porté sur :

- ouverture et entretien de 1 093 km de pistes touristiques ;
- aménagement de parcours de la faune (couloirs de transition et de migration) à travers la mise en place d'un puits citerne à Maifata dans la commune d'Inadiatafane, cercle de Gourma Rharous.

1.2.3. La Politique Nationale d'Assainissement

La politique nationale d'assainissement a été adoptée en 2009, elle s'inscrit dans la continuité et la complémentarité de la politique nationale de protection de l'environnement. Elle est assortie de cinq stratégies sous sectorielles qui sont :

- ✓ la stratégie nationale de gestion des déchets solides
- ✓ la stratégie nationale de gestion des déchets liquides ;
- ✓ la stratégie nationale de gestion des eaux pluviales ;
- ✓ la stratégie nationale de gestion des déchets spéciaux ;
- ✓ la stratégie nationale de transfert des compétences dans le domaine de l'assainissement.

Le cadre logique du PROSEA / assainissement a été révisé pour intégrer les cinq stratégies de la PNA. La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances, et l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali, conformément à leurs missions de mise en œuvre de la PNA, ont réalisé des activités retenues au titre de l'année 2017 dans le cadre logique du BPO assainissement. Ce BPO vise les quatre (04) objectifs suivants :

Objectif N°1: Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement

Pour la DNACPN

Tableau 13 : Le bilan de l'objectif N°1 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
Déclenchement de village FDAL	NP	828	-
L'acquisition du statut FDAL	NP	662	-
Séances de sensibilisation	414	394	95,17
Émissions radiophoniques	475	316	66,53

Source : rapport annuel 2017 DNACPN

Commentaire : En 2017, 828 villages ont été déclenchés, le nombre de villages certifiés est de 705 au cours de la même année. Le nombre total de villages déclenchés depuis le début de l'approche ATPC (2009) s'élève à 3 596, dont 3 051 ont été certifiés, soit un taux de certification de 85%. La population totale des villages déclenchés est de 1 867 448, celle des villages certifiés est de 1 487 079 soit un pourcentage FDAL de 80%.

ANGESEM

- Organisation des journées « porte ouverte » dans les stations d'épurations
- Réalisation d'un magazine sur les acquis de l'Agence ;
- Réalisation de 8 émissions radiodiffusées ;
- Réalisation des insertions dans les journaux

ANGESEM

Les résultats atteints en 2017 dans ce domaine sont satisfaisants. Les prévisions ont été largement dépassées. On peut noter, entre autres :

- organisation des journées « porte ouverte » dans la station d'épuration de Mopti avec la visite guidée Mme le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable lors de la quinzaine de l'environnement, édition 2017
- l'Agence a réalisé et diffusé un magazine sur ses acquis
- 04 radiodiffusées ont été faites sur la STEP de Mopti et, les perspectives de l'ANGESEM, la pollution, les déchets plastiques, la gestion des déchets solides et liquides
- insertion de 32 articles dans les journaux ;
- réalisation de supports de communication (100 dépliants, 20 clés USB et 02 kakemonos)

✓ **Objectif N°2 : Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement**

Tableau 14 : Bilan de l'objectif No2 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
Construction de latrine	13714	6833	49,82
Construction dépôt de transit	103	39	37,9
Construction de la décharge compacte Noumoubougou	poursuite des travaux	finalisation des travaux	100
Construction de réseaux de mini égouts	3020	0	0
Réalisation de puisards - lavoirs	10 777	256	2,38
Construction de collecteurs	29566ml	4000ml	14
Réhabilitation de collecteurs	18835ml	710ml	3,77
Construction de caniveaux	69316ml	29038ml	41,89
Réhabilitation de caniveaux	47 129 ml	49 550 ml	105,14
Curage des collecteurs	194 804 ml	35 655 ml	18,30
L'entretien de caniveaux	203 566 ml	121 626 ml	60
Réalisation d'ouvrages autour des points d'eau	683	484	70,86

Source : rapport annuel 2017 DNACPN

Commentaire : D'importantes activités ont été menées avec des extrêmes pour la réhabilitation de caniveaux et la construction de réseaux de mini égouts qui sont respectivement de 105,14% et 0%.

ANGESEM

Les activités prévues étaient :

- Construction et aménagement des ouvrages d'assainissement ;
- Réhabilitation des stations d'épuration ;
- L'entretien et la maintenance des ouvrages d'assainissement.

Les activités réalisées sont :

- Construction de la station d'épuration des eaux usées de l'Hôpital du Mali en cours ;
- Réalisation de réseaux d'égout à l'Hôpital du Mali en cours ;
- Construction de dalles des regards de transit de la STEP de Tombouctou ;
- Reprise de regards de visite de la STEP de Tombouctou ;
- Fourniture et pose des conduites collectrices, de puisards /décanteurs, de regards de connexion (STEP de Tombouctou) ;
- Réalisation de travaux confortatifs sur la STEP de l'Hôpital du Point G :
- Curage de 2440 ml du réseau primaire ;
- Curage de 10 ml du réseau secondaire et tertiaire ;
- Curage de 2 m3 des boues de l'unité de prétraitement à Tombouctou

✓ **Objectif N°3 : Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement**

Les activités prévues en 2017 ont porté sur :

DNACPN

- La réalisation d'étude d'impact environnemental et social des projets à la demande,
- Le contrôle des unités industrielles ;
- La réalisation de missions de suivi environnemental dans le cadre de la mise en œuvre des PGES des projets et programmes;

ANGESEM

- Prélèvement et analyse de 270 échantillons d'eaux usées ;
- Suivi de 184 unités industrielles, artisanales, commerciales et hôtels du District de Bamako

Les résultats obtenus sont les suivants :

DNACPN :

- 66 projets ont bénéficiés de permis environnemental ;
- Aucune évaluation stratégique n'a été réalisée au cours de l'année 2017.
- L'audit de conformité environnemental a été entrepris dans trente-huit (38) projets au cours de l'année. Parmi ces projets, vingt-six (26) ont eu leur quitus et douze (12) sont à l'attente
- D'importantes activités ont été menées au cours de l'année 2017 par un (1) Programme et trois (03) Projets dans le cadre du suivi et de la surveillance environnementale
- Trois (3) missions de contrôle ont été organisées au niveau des unités industrielles. Huit (08) unités ont fait objet de contrôle

- Dans le cadre de la gestion des plaintes, quatre (04) missions ont été réalisées en rapport avec la DRACPN du District de Bamako. Les plaintes portaient sur les pollutions et les nuisances.
- En collaboration avec l'Agence Malienne des Normes (AMANORM), la DNACPN a participé à l'élaboration et l'homologation de quatre (04) normes en 2017 sur 15 projets de normes inscrits.
- Concernant le suivi de l'application des textes législatifs, réglementaires et normatifs en matière de gestion de l'environnement, la DNACPN a participé aux sessions du comité d'agrément et a fait des observations à l'endroit de sept (7) unités industrielles n'ayant pas fait leur Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et audit d'environnement dans le processus d'agrément des projets aux Régimes A, B, C.

ANGESEM

- 263 échantillons d'eaux usées ont été prélevés et analysés soit 97,4 %.
- 184 unités industrielles artisanales, commerciales et hôtels connectées à Bamako ont été suivies à 100 % ;

✓ **Objectif N°4 : Organiser et développer le sous-secteur Assainissement**

Les activités prévues en 2017 ont portées sur :

DNACPN

- la poursuite de l'étude sur l'établissement d'une situation de référence en matière d'assainissement dans les régions de Sikasso et Mopti;
- la tenue de l'atelier d'actualisation du cadre de dépense à moyen terme (CDMT) ;
- la relecture des projets d'arrêtés et lois ;
- la formation des agents de la DNACPN ;
- la formation des agents des collectivités territoriales ;
- la participation aux voyages d'études

ANGESEM

- Mise en Œuvre de la redevance du service publique d'assainissement des Eaux Usées;
- Élaboration du plan d'actions de communication;
- Renforcement du cadre partenarial.

Les activités réalisées en 2017 sont les suivantes :

DNACPN

- le projet de décret fixant la liste des activités soumises à la perception de la redevance annuelle applicable à certaines installations classées pour la protection de l'environnement a été élaboré et déposé au cabinet pour adoption ;
- l'actualisation et la validation des Plans Stratégiques d'Assainissement (PSA) des eaux usées et de la Stratégie de Gestion des Déchets Solides dans dix (10) villes ainsi que les DAO y afférant.

- Dans le cadre du PEPA/GIZ, les PSA des trois (3) régions concernées à savoir : Kayes, Koulikoro, et Mopti ainsi qu'un Système d'Information/Base de Données sur l'inventaire Assainissement, Eaux Usées et Excréta (AEUE) des communes partenaires ont été élaborés ;
- Participation des agents de la DNACPN à des séances de formations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays

ANGESEM

- L'élaboration du plan d'actions de communication est en cours ;
- La Mise en Œuvre de la redevance du service publique d'assainissement des Eaux Usées est en cours;
- La signature de partenariats entre l'ANGESEM et Association Africaine de l'Eau (AAE), l'ONG PROTOS, la SOMAPEP/SOMAGEP, les Aéroports du Mali.

1.2.4. La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger

La mise en œuvre de la stratégie de sauvegarde et de gestion intégrée des ressources du bassin du fleuve Niger s'articule autour des 03 objectifs suivants :

- ✓ ***Objectif N°1 : Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable ;***

Les activités prévues étaient:

- l'organisation, la participation et le soutien des actions de promotion et de sauvegarde du fleuve Niger ;
- l'organisation et la participation aux campagnes d'information et de sensibilisation auprès des acteurs et usagers des ressources du bassin du fleuve Niger.
- la production d'articles, documentaires dans les mass médias

Les résultats obtenus sont :

- l'organisation de deux sessions de renforcement de capacités des acteurs locaux sur les aspects de sauvegarde du fleuve Niger à Ségou et Sikasso ;
- l'organisation des acteurs locaux sur la Collecte et partage de données sur la qualité de l'eau du fleuve Niger à Bamako et environs à Bamako ;
- la participation à la Conférence des Parties sur le climat (23^{ème} édition) ;
- animation d'un stand d'exposition à la 18^{ème} édition de la Quinzaine de l'Environnement ;
- deux conférences débats à Mopti (7 juin) et à Bamako (15 juin) respectivement sur les thèmes : le Delta intérieur du Niger, quelles perspectives pour le fleuve Niger ? et la problématique de la recherche de l'or par drague entre l'économique et l'environnemental : cas du cercle de Kangaba ;

- la projection sur l'ORTM du film réalisé par l'ABFN « le fleuve Niger : un patrimoine à préserver ».
- l'élaboration et la diffusion sur l'ORTM d'un sketch de sensibilisation pour le changement de comportement dans le cadre de l'exploitation aurifère par dragage ;
- la participation à l'atelier de restitution et de validation des résultats de l'étude relative à l'élaboration de la stratégie et du plan de renforcement des capacités de la société civile du Mali et de la Guinée en matière de la GIRE ;
- la participation à la séance de consultations publiques à Mopti et Youwarou ;
- la participation à l'atelier de cadrage de l'Elaboration de « Un plan d'investissement pour une Economie Verte et Résiliente aux changements climatiques au Mali » ;
- la participation à la validation des projets et textes, et de guides relatifs aux évaluations de l'environnement (EES, EIES) et l'Audit environnemental intégrant les enjeux liés aux Changements Climatiques par le Conseil National de l'Environnement ;
- la participation à l'atelier à la restitution sur le Diagnostic des problèmes de la STEP de Sotuba ;
- la participation aux échanges et propositions d'actions sur la protection des berges du fleuve Niger dans la région de Koulikoro ;
- la participation à la présentation des résultats des études d'actualisation de la faisabilité et l'EIES de l'aménagement du barrage à buts multiples de Fomi, à Conakry.

La participation aux différents cadres de concertation et instances statutaires. Il s'agit :

- les réunions statutaires mensuelles de la Commission de Gestion des Eaux de la retenue de Sélingué et du barrage de Markala ;
 - la 4ème session du Comité de Pilotage du Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN) ;
 - la 3ème concertation des acteurs de l'eau ;
 - la 4ème session du Comité de Pilotage du PCA-GIRE;
 - la 5^{ème} réunion du Comité du Bassin du Bani ;
 - l'atelier national de lancement de la mise en œuvre de la CDN du Mali ;
 - le Conseil National de l'Environnement ;
 - la relecture du code minier.
- ✓ **Objectif N°2 : Lutter contre l'érosion des berges et la dégradation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger**

Les activités prévues ont porté sur :

- la réalisation d'études d'aménagement et de protection des berges des villages de Séguéla (cercle de Barouéli/Ségou) et de Kamani (Koulikoro);
- la poursuite du projet d'aménagement des berges du fleuve Niger au droit de la localité de Diafarabé et le curage du Diaka ;
- les études d'Avant-projets détaillé(APD) et de Dossier d'Appel d'Offres(DAO) du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger(PREEFN);
- le faucardage et curage dans le District de Bamako ;
- le suivi continu de la qualité des eaux du fleuve Niger dans l'optique de disposer d'un outil d'alerte précoce sur la qualité de l'eau du fleuve Niger à Bamako et ses environs.

Les résultats obtenus sont:

En ce qui concerne les études :

- la réalisation d'études d'aménagement et de protection des berges des villages de Séguéla (cercle de Barouéli/Ségou) et de Kamani (Koulikoro);
- les études d'Avant-projets détaillé(APD) et de Dossier d'Appel d'Offres(DAO) du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger(PREEFN) ont été finalisées.

Pour les réalisations physiques, on peut noter :

- le projet d'aménagement des berges du fleuve Niger au droit de la localité de Diafarabé et curage du Diaka :
 - réalisation des travaux de réhabilitation des berges du fleuve Niger à Ségou (Pied à terre du Gouvernorat de Ségou) ;
- le Projet de faucardage et de curage dans le District de Bamako (entre les ponts des Martyrs et Fahd) :
 - curage et aménagement du Diafaranakô;
 - travaux de reprise du mur de protection de la berge de la rive droite près du pont Fahd.

En ce qui concerne le suivi, on peut noter :

- le Projet de collecte et de partage continus des données sur la qualité de l'eau du fleuve Niger à Bamako et environs :
 - la signature de la convention de partenariat technique et financier avec Aqua for All et Akvo ;
 - l'ouverture d'un compte bancaire pour le projet ;
 - l'atelier de démarrage du projet ;
 - la production des rapports pour la phase de démarrage ;

- l'élaboration du projet de décision relatif à la mise en place des organes de suivi et de gestion du projet (Comité de suivi et comité de gestion) ;
- la formation des gestionnaires du tableau de bord sur Akvo flow et Akvo Cadisfly ;
- la formation des enquêteurs sur Akvo Cadisfly ;
- la collecte et l'analyse de données au niveau de 48 points à Bamako ;
- la mise à jour fréquente de la page du Projet sur RSR et la Communauté de Via Water.

✓ **Objectif N°3 : Développer les capacités de l'Agence et ses relations de partenariat et de coopération**

Les activités prévues ont porté sur :

- la formation du personnel de l'Agence ;
- la préparation des textes de lois ;
- la dynamisation de la mise en œuvre des partenariats avec les structures et organismes au niveau national et international.

Les résultats obtenus sont :

- la formation de cinq (05) agents sur les Politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale ;
- la formation d'un (01) agent sur la Règlementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée ;
- la formation d'un (01) agent sur le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) ;
- la formation d'un (01) agent sur l'Accord de Paris sur le climat et la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National du Mali (CDN/ Mali) ;
- la formation d'un (01) agent sur la mise en œuvre de l'Agenda 21, portant sur les Objectifs de Développement Durable ;
- la formation d'un (01) agent sur la Gouvernance de l'Eau et Droit International de l'Eau (DIE) ;
- la formation de deux (02) agents sur l'entretien et la conduite de la vedette de l'ABFN ;
- la formation d'un (01) agent sur le renforcement des capacités des agents de développement sur la prise en compte de la dimension genre dans la gestion des ressources naturelles ;
- la formation d'un (01) agent sur le renforcement des capacités de communication des hommes de médias sur la GIRE et les changements climatiques ;
- la participation d'un (01) au séminaire de formation, d'information et de sensibilisation des acteurs et responsables de programmes sur le processus de basculement du budget en mode programme à partir de janvier 2018 ;
- la formation d'un (01) sur la sensibilisation et information des communicateurs modernes ;

- la formation de deux (02) agents sur les aspects de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale ;
- la formation d'un (01) sur l'information et de formation des acteurs sur l'élaboration du plan directeur pour la restauration et la conservation de la biodiversité et les ressources naturelles du Delta Intérieur du Niger ;
- la formation d'un (01) sur le renforcement des capacités des acteurs de la GIRE sur le lien entre eaux de surfaces et les eaux souterraines en lien avec les principes de la GIRE ;
- la formation d'un (01) sur la réflexion et de partage relatif aux approches innovantes pour un accroissement de l'irrigation de manière durable en amont du DIN ;
- la participation d'un (01) à la formation des utilisateurs des outils et produits d'information hydro climatiques élaborés à partir d'images satellitaires ;

Les relations de partenariat ont été développées à travers la soumission de cinq (05) projets au PNUF sur instruction du PNUD pour la recherche de financement : il s'agit :

- Mécanisme de maîtrise des pollutions et nuisances issues des activités artisanales de teinturerie ;
- Connaissances des Contraintes d'Écoulement par Levé topographique et photographique par procédé LASER ;
- Aménagement des berges de Mopti et la digue route Mopti-Sévaré ;
- Projet d'aménagement dans les têtes de sous bassins versants des fleuves Niger et Bani pour la restauration de l'environnement ;
- Réhabilitation du Niger Supérieur.

1.3. SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

☞ Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

1.3.1 Constitution, gestion et conservation des domaines mobiliers et immobiliers de l'Etat, des collectivités et des personnes privées et confection du cadastre.

✓ Objectif N°1 : Maitriser la gestion domaniale, foncière et cadastrale

Les activités prévues sont:

- la mise en place d'un SIF dans les communes, cercle de Kati et du district de Bamako ;
- la réalisation des éléments constitutifs du cadastre des communes sélectionnées ;
- la dématérialisation des dossiers fonciers de la conservation foncière de Bamako et Kati vers les archives Nationales.

Les réalisations sont :

- la dématérialisation de 149 391 TF dans le cadre du Mémoire de Politiques Economiques et Financières avec le FMI ;
- les travaux de mise en place du cadastre sont en cours dans les 6 communes du District de Bamako et dans 8 communes du cercle de Kati.

- ✓ Objectif N°2 : Améliorer les recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les activités prévues ont porté sur:

- Les prévisions de recettes assignées par la Loi de Finances 2017 ont été de 177,800 milliards de FCFA.

Les réalisations sont :

- Les réalisations en termes de recette se chiffrent à 160,340 milliards de FCFA soit une réalisation de 90%.

1.3.2 La Politique Nationale de la ville

La vision de la PONA est de faire de la Ville malienne un espace agréable, sûr et prospère, moteur de son développement et celui de son hinterland ; un espace où le citoyen est au cœur des initiatives publiques, prêt à assumer toutes ses responsabilités ; un espace d'expressions socioculturelles diverses sources d'harmonie et renforçant une démocratie locale indispensable au progrès.

Elle est mise en œuvre à travers les Budgets Programmes par objectif et le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance/Cadre de Dépenses à Moyen Terme (DPPD-PAP/CDMT 2017-2019) qui visent les objectifs suivants :

- ✓ **Objectif N°1 : Maitriser la Croissance des Villes**

Les activités prévues 2017 ont porté sur :

- la poursuite de la révision du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Djenné et environs ;
- la poursuite de la révision du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Mopti et environs ;
- la poursuite de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Dougabougou et environs ;
- la poursuite de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Baguinéda-Camp et environs ;
- la poursuite de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Bamako et environs ;
- la poursuite de la révision des SDAU des villes de Kati et de Fana et leurs environs.

- la poursuite de l'élaboration du Plan d'Urbanisme Sectoriel (PUS) de la ville de Djenné (secteur I et II).
- l'élaboration du SDU de la ville de Mandiakuy et environs ;
- la révision des SDAU des villes de Kati et de Fana et leurs environs.

Les réalisations sont :

- La finalisation de la révision du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Mopti et environs ;
- La finalisation de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Dougabougou et environs ;
- La finalisation de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Baguinéda-Camp et environs ;

- La finalisation de l'élaboration du Plan d'Urbanisme Sectoriel (PUS) de la ville de Djenné (secteur I et II) ;
- la finalisation de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Bamako et environs ;
- la poursuite de la révision des SDAU des villes de Kati et de Fana et leurs environs ;
- La finalisation de l'élaboration du SDU de Bancoumana et environs.

✓ **Objectif N°2 : Appuyer l'amélioration du cadre de vie dans les Quartiers précaires :**

Les activités prévues ont porté sur :

- l'appui à la restructuration du projet ;
- la réalisation d'opérations d'amélioration du cadre de vie des quartiers précaires du District de Bamako et dans les principales villes ;

Les résultats obtenus sont:

- l'adoption d'un arrêté interministériel détaillant certaines stipulations du Décret fixant le cadre institutionnel de mise en œuvre du Projet ;
- identification des études stratégiques prioritaires en appui à la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Ville ;
- réalisation de l'Audit externe des comptes 2016 du PACUM : rapport définitif d'audit financier et comptable du Projet au titre de l'exercice 2016 livré, depuis le 28 juin 2017, par le Groupement Convergences/CAFEC-KA. Les états financiers du projet clos au 31 décembre 2016 ont été certifiés sans réserve.

✓ **Objectif N°3 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes.**

Les activités prévues ont porté sur :

- la poursuite de la réalisation de 270 logements sociaux par le programme Gouvernemental dans les régions ;
- la réalisation de 2 143 logements sociaux en Partenariat- Public- Privé (PPP) ;
- la réalisation de 2 474 logements sociaux par les Coopératives d'Habitat bénéficiaires de l'appui du Gouvernement.

Les réalisations sont :

- la construction en cours de 270 logements sur financement de l'Etat dans les régions ;
- la poursuite de la réalisation de 2 143 logements sociaux en Partenariat- Public- Privé (PPP) ;
- la réalisation de logements sociaux par les Coopératives d'Habitat bénéficiaires de l'appui du Gouvernement.
-

✓ **Objectif N°4 : Appuyer la promotion des matériaux locaux de construction**

Les activités prévues ont porté sur : néant

II. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE

2.1 SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR

2.1.1 SOUS-SECTEUR EAU

➤ Dotation et Exécution du Budget de 2017 de la DNH

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	1 082 494 000	1 082 495 000	100
BSI Intérieur	2 270 000 000	2 151 664 077	94,78
Ressources extérieures	138 518 030 511	51 961 903 383	37,51
Total	141 870 524 511	55 196 062 460	38,90

Tableau 15 : Etat d'exécution budgétaire de la DNH

➤ Dotation et Exécution du Budget de 2017 du LNE

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	231 388 315	230 561 855	99,64
BSI Intérieur	599 998 000	599 997 672	99,99
Ressources extérieures	0	0	
Fonds Propres	243 574 514	184 597 568	75,78
Total	1 074 960 829	1 015 157 095	94,43

Tableau 16 : Etat d'exécution budgétaire du LNE

Le taux d'exécution financière est bon au niveau du financement intérieur, cependant, celui de l'utilisation des financements extérieurs doit être encore amélioré. Le niveau de décaissement des ressources extérieures de la Direction Nationale de l'Hydraulique est en régression par rapport à l'année passée (de 63% en 2016 contre 37,51 en 2017). La direction devra instituer des mécanismes de suivi d'exécution de ces financements pour améliorer le taux de décaissement global du secteur.

2.1.2 SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

➤ Dotation et Exécution du Budget de 2017 de la DNACPN

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	218 713 000	211 001 350	97,67
BSI Intérieur	3 450 000 000	1 814 000 000	52,58
Ressources extérieures	2 569 225 970	2 311 643 548	89,97
Total	6 237 938 970	4 336 644 898	69,52

Tableau 17 : Etat d'exécution budgétaire de la DNACPN

➤ Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	273 812 259	264 235 936	96,50
BSI Intérieur	715 000 000	712 461 052	99,64
Ressources extérieures	10 889 626 713	6 076 237 800	55,79
Total	11 878 438 972	7 052 934 788	59,38

Tableau 18 : Etat d'exécution budgétaire de l'AEDD

➤ **Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF)**

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	2 085 070 000	2 024 477 896	97,09
BSI Intérieur	1 605 000 000	1 465 000 000	91,27
Ressources extérieures	1 313 000 000	988 000 000	75,25
Total	5 003 070 000	4 477 477 896	89,49

Tableau 19 : Etat d'exécution budgétaire de la DNEF

➤ **Agence Nationale de Gestion des Station d'Épuration au Mali (ANGESEM)**

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	274 167 479	273 806 658	99,86
BSI Intérieur	1 600 000 000	1 559 000 000	97,43
Fonds propres	29 749 166	29 749 166	100
Ressources extérieures	0	0	-
Total	1 903 916 645	1 862 555 824	97,83

Tableau 20 : Etat d'exécution budgétaire de l'ANGESEM

➤ **Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) :**

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	210 983 933	206 893 279	98,06
BSI Intérieur	2 200 000 000	2 199 210 273	99,96
Ressources extérieures	995 113 765	664 481 900	66,77
Total	3 406 097 698	3 070 585 452	90,15

Tableau 21 : Etat d'exécution budgétaire de l'ABFN

➤ **Situation consolidée**

Structures	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
DNEF	5 003 070 000	4 477 477 896	89,49
ANGESEM	1 903 916 645	1 862 555 824	97,83
ABFN	3 406 097 698	3 070 585 452	90,15
AEDD	11 878 438 972	7 052 934 788	59,38
DNACPN	6 237 938 970	4 336 644 898	69,52
TOTAL	28 429 462 285	20 800 198 858	73,16

Tableau 22 : Etat d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur environnement

Sources : Rapport d'activité des structures

Concernant les structures de l'environnement, on constate que l'AEDD, comparativement aux autres, enregistre le plus petit taux d'exécution de sa dotation annuelle (59,38%) cela s'explique par certaine difficulté, parmi lesquelles ont peu citer entre autre la lourdeur des procédures nationales de passation des marchés et de la complexité des procédure des partenaires qui contribuent à 85,86% des ressources mobilisées en 2017 au niveau de l'agence.

En matière de mobilisation de ressources extérieures et intérieures, l'ABFN enregistre la meilleure performance avec un taux d'exécution de 66,77 % extérieures et 99,96% intérieurs contrairement aux autres structures de l'environnement.

On relève, par ailleurs l'absence de financement extérieur au bénéfice de l'ANGESEM.

2.1.3 SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

➤ Direction Nationale de l'Habitat et de l'Urbanisme

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	498 812 000	486 784 886	97,58
BSI Intérieur	6 300 000 000	3 243 000 000	51,47
Ressources extérieures	0	0	-
Total	6 798 812 000	3 729 784 886	54,85

Tableau 23 : Etat d'exécution budgétaire de la DNUH

➤ Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Nature des financements	Dotation 2017	Exécution 2017 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	797 820 000	794 615 820	99,59
BSI Intérieur	3 050 000 000	2 124 000 000	69,63
Ressources extérieures	0	0	-
Total	3 847 820 000	2 918 615 820	75,85

Tableau 24 : Etat d'exécution budgétaire de la DNDC

Source : Rapport d'activité des structures

L'urbanisme et les Domaines de l'Etat sont entièrement financés sur les ressources intérieures, ce qui explique le niveau élevé des taux d'exécution. L'absence de financement extérieur peut également être un facteur de ralentissement du développement du sous-secteur, en raison du faible niveau des ressources de l'Etat, face au besoin de financement conséquent du sous-secteur.

NB : les dotations 2017 des différentes structures sont les dotations initiales de l'année 2017 qui étaient disponibles dans les rapports d'activité de ces structures au moment de la rédaction du présent document.

2.2 ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES P/P DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2017.

2.2.1 Situation générale des projets et programmes (P/P)

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 72 P/P, dont 69 en exécution et 03 en préparation. Tous les projets et programmes sont inscrits au Répertoire National des Projets (RNP).

↳ Répartition du nombre de P/P en fonction de leur tutelle

Au 31 décembre 2017, les projets et programmes du SEEUDE se répartissent entre les structures de tutelle comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nombre de P/P	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE
En préparation	3	0	0	0	3
En exécution	39	22	5	3	69
Total	42	22	5	3	72

Tableau 25 : Répartition des P/P en fonction de la tutelle

Sur les 72 projets répertoriés, 42 sont rattachés au MEADD, 22 au MEE et 05 au MHU et 03 au MDEAF.

↳ Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

Fin 2016 a marqué la clôture de 13 P/P et l'inscription de 05 nouveaux dans le portefeuille. La clôture de la grande majorité était imputable au caractère récurrent pour certains ou au renforcement de capacités pour d'autres. Cette tendance s'est poursuivie après l'exercice de 2017, avec la clôture de 13 autres P/P comme l'indique la répartition dans le tableau ci-dessous. Cette situation explique la faible dynamique du secteur dans le renouvellement de P/P et les difficultés de prise en compte des nouveaux besoins dans le contexte actuel marqué par l'adhésion du pays à de nouvelles orientations internationales.

Par rapport à l'année 2016, le portefeuille du secteur devait compter, en plus des deux nouveaux projets du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, 61 P/P pour l'exercice 2017. Au constat, il y a une augmentation de 11 P/P qui s'explique par la prise en compte de 4 P/P répertoriés en cours d'exécution au niveau de la DNH (institués au niveau des régions à l'initiative des Gouverneurs) mais insérés dans la base des données en 2017 et des projets /programmes de l'AEDD.

Tableau 26 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

P/P	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE
Exécution normale	34	17	3	2	56
Projet clos 31/12/17	5	5	0	3	13
Projet en Préparation/démarrage	3	0	0		3
Total	42	22	3	5	72

2.2.1.1 Situation générale des financements acquis

Tableau 27 : Situation générale des financements acquis au 31/12/2017 (en millions de FCFA)

MEADD	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	39	92 250	74 186	166 436
Projet en préparation	3	7 530	24 751	32 281
Total MEADD	42	99 780	98 937	198 717

MEE	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	22	33 623	338 127	371 750
Projet en préparation	0	0	0	0
Total MEE	22	33 623	338 127	371 750

MHU	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	5	33 971	41 617	75 588
Projet en préparation	0	0	0	0
Total MHU	5	33 971	41 617	75 588

MDEAF	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	3	9 364	0	9 364
Projet en préparation	0	0	0	0
Total MHU	3	9 364	0	9 364

SEEUDE	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	69	169 207	453 930	623 137
Projet en préparation	3	7 530	24 752	32 281
Total SEEUDE	72	176 737	478 682	655 419

2.2.2 Financements acquis

↳ Répartition du volume de financement en fonction du département de tutelle

Au plan des financements acquis, le portefeuille des projets et programmes est réparti selon le tableau ci-dessous :

Financement acquis cumulés 31/12/2017	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE
Millions FCFA	198 717	371 750	75 588	9 364	655 419
Part du financement(%)	30,32	56,72	11,53	1,43	100,0

Tableau 28 : Répartition du volume de financement entre les départements

On constate que le financement acquis total du portefeuille s'élève à 655,419 milliards de FCFA. La grande partie de ce financement a été mobilisée par le Ministère de l'Energie et de l'Eau à travers la Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable, notamment le financement apporté dans la mise en œuvre du projet d'alimentation en eau potable à partir de la localité de Kabala, pour assurer un accès durable des populations. Ces financements acquis représentent la somme des financements extérieurs (accords et conventions) des départements concernés et les financements intérieurs (le cumul des dotations budgétaires depuis le début des projets).

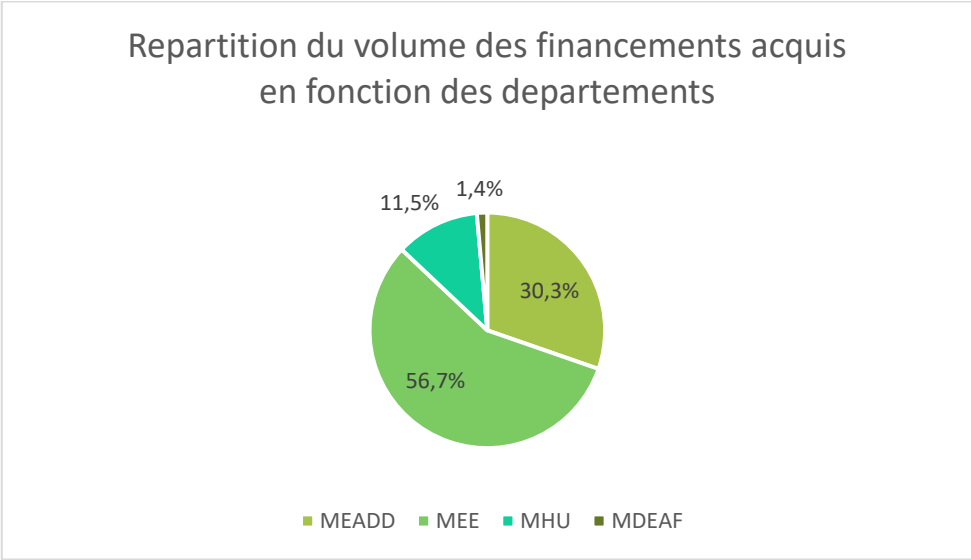


Figure 6 : Répartition du volume de financement par ministère

↳ **Répartition du volume de financement extérieur en fonction du département de tutelle**

Financement acquis Ext cumulés 31/12/2017	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE
Millions FCFA	98 937	338 127	41 617	0	478 681
%	20,67	70,64	8,69	0	100,0

Tableau 29 : Répartition du volume du financement extérieur entre les départements

Le financement extérieur du portefeuille s'élève à 478,681 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l'Energie et de l'Eau (70,75%), le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (20,54%) et le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (8,71%). Le Ministère des Domaines de l'Etat et Affaires Foncières n'enregistre pas de financement extérieur.

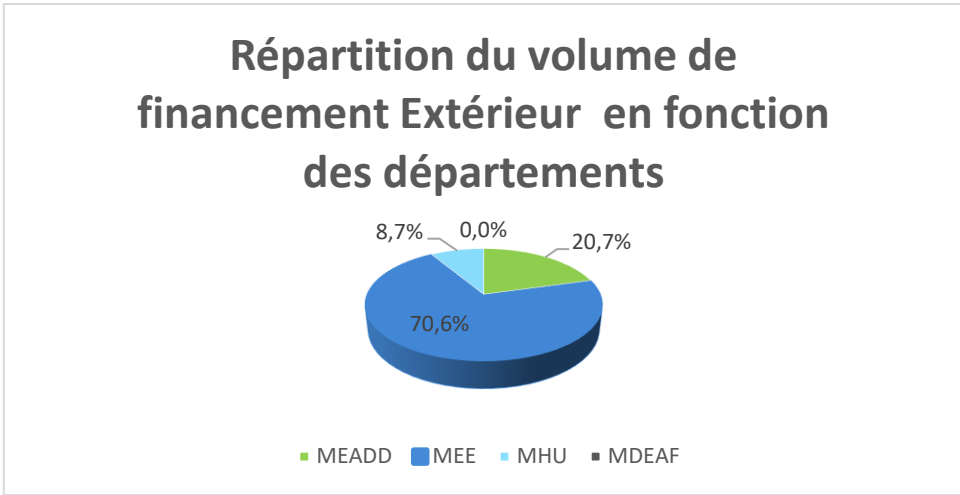


Figure 7: Répartition du volume de financement extérieur du secteur par ministère

↳ **Répartition du volume de financement Intérieur en fonction du département de tutelle**

Financement acquis Int cumulés 31/12/2017	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE
Millions FCFA	99 780	33 623	33 971	9 364	176 738
%	56,46	19,02	19,22	5,30	100,0

Tableau 30 : Répartition du volume du financement intérieur entre les départements

On constate qu’au niveau du portefeuille du secteur, le financement intérieur s’élève à 176,738 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (56,46%), le Ministère de l’Habitat et de l’Urbanisme (19,22%), le Ministère de l’Energie et de l’Eau (19,02%) et le Ministère des Domaines de l’Etat et Affaires Foncières (5,3%).

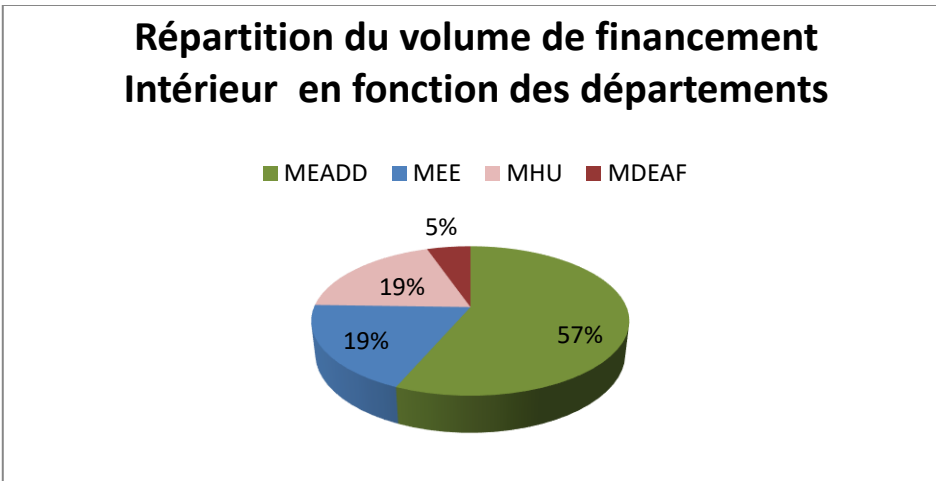


Figure 8: Répartition du volume de financement intérieur du secteur par ministère

↳ Répartition du portefeuille des départements par type de financement:

Montant en millions FCFA

Type de financement	MEADD	MEE	MHU	MDEAF	SEEUDE	%
Prêt	25 679	194 521	31 918	0	252 118	38
Subvention	73 259	143 606	9 699	0	226 564	35
Financement Int	99 780	33 623	33 971	9364	176 738	27
Total	198 718	371 750	75 588	9364	655 420	100

Tableau 31 : Répartition du portefeuille par type de financement

Le secteur est financé essentiellement par les prêts et subventions. En effet plus de 73% des financements du secteur représentent les ressources extérieures. Le financement est reparti entre les prêts (38%), les subventions (35%) et le budget spécial d'investissement (27%). Cette prédominance des prêts se justifie par la signature de plusieurs accords de prêts pour le projet AEP de Kabala à plus de 160 milliards de FCFA.

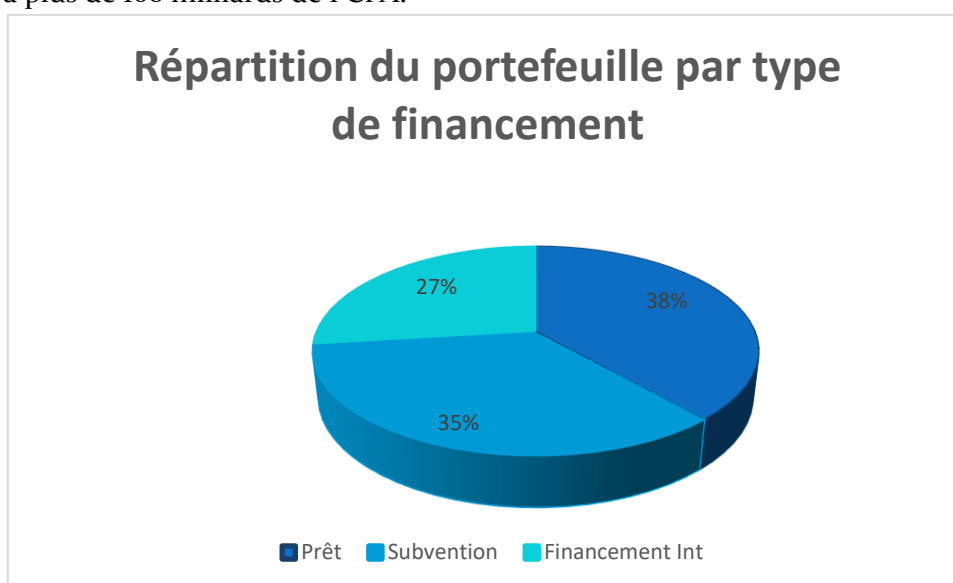


Figure 9: Répartition du financement acquis cumulé au 31/12/2017 par type de financement

↳ Progression des financements acquis du portefeuille des P/P du SEEUDE de 2013 à 2017.

Le tableau suivant donne la situation de la progression des financements acquis pour le secteur :

Tableau 32 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)

SEEUDE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	PROGRESSION(%)
31/12/13	149 021	396 638	545 659	-
31/12/14	163 533	532 772	696 305	27,6
31/12/15	139 018	424 454	563 472	-19,1
31/12/16	130 239	431 676	561 915	-0,3
31/12/17	154 265	477 921	655 419	16,64

Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2017 est de 655,419 milliards contre respectivement 561,186 milliards au

31/12/2016, 563,472 milliards au 31/12/2015, 696,305 milliards au 31/12/2014 et 545,659 milliards au 31/12/2013.

On constate depuis 2013 une forte progression du financement acquis qui s'explique surtout par l'entrée des financements importants comme le Projet de Kabala avec 172 milliards et le PACUM avec 41,437 milliards et très récemment le PACTEA 2 avec 20,268 milliards. La régression intervenue entre 2014 et 2015 s'explique par le retrait du portefeuille du financement du projet d'aménagement de Taoussa avec 180 milliards désormais comptabilisé dans le portefeuille de l'énergie. Cette tendance s'est poursuivie en fin 2016 avant d'être inversée en 2017.

Au niveau du MEADD, sur la période concernée 2013-2015, les financements acquis ont connu une évolution progressive avant de régresser en 2016. En 2017 le constat est que le département connaît une progression très remarquable des financements acquis. Cela s'explique par la prise en compte de projets non répertoriés déjà en exécution au niveau de l'AEDD.

Tableau 33 : Progression des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA)

MEADD				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	PROGRESSION(%)
31/12/13	49 272	59 043	108 315	-
31/12/14	51 010	62 820	113 830	5,1
31/12/15	62 090	66 727	128 817	13,2
31/12/16	64 820	51 252	116 072	-9,9
31/12/17	99 780	98 937	198 717	71,2

Le département en charge de l'eau a enregistré une progression du volume des financements acquis de 2013 à 2014 (34,2%). La baisse entre 2014 et 2016 s'explique par le retrait du portefeuille de l'eau d'un certain nombre de projet à financements importants. La progression a été reprise courant l'année 2017.

Tableau 34 : Progression des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)

MEE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	PROGRESSION(%)
31/12/13	54 903	295 441	350 344	-
31/12/14	41 743	428 515	470 258	34,2
31/12/15	25 794	316 110	341 904	-27,3
31/12/16	25 983	338 707	364 690	-22,4
31/12/17	33 623	338 127	371 750	1,94

Les mêmes constats restent valables pour les financements des départements en charge des domaines et de l'urbanisme. En effet, la régression s'explique par la fin et le retrait des projets à financements importants.

Tableau 35: Progression des financements acquis du MHU et du MDEAF des PP (en millions de F CFA)

MHU et MDEAF				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	PROGRESSION(%)
31/12/13	44 846	42 154	87 000	-
31/12/14	70 780	41 437	112 217	29
31/12/15	51 134	41 617	92 751	-17,3
31/12/16	39 436	41 717	81 153	-27,7
31/12/17	43 335	41 617	84 952	4,68

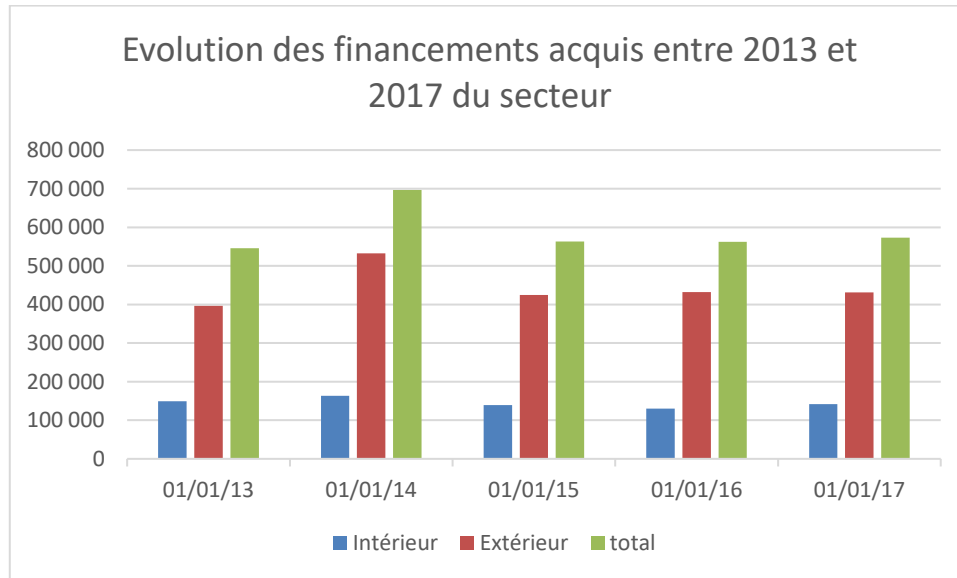


Figure 10 : progression des financements acquis de 2013 à 2017

↳ Répartition des financements extérieurs par Partenaire Technique et Financier:

➤ Pour le MEADD

Un peu plus d'une vingtaine de Partenaires Techniques et Financiers interviennent dans le sous-secteur environnement pour un financement total acquis de 98,937 milliards de FCFA dont 26% de prêts et 74% de subventions. On remarque que le portefeuille du MEADD est à majorité constitué de subvention.

Tableau 36: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2017 par PTF

MEADD				
PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
BAD	24751	25,02	1	P/S
FEM	11649	11,77	2	S
SUEDE	8626	8,72	3	S
IDA	7890	7,97	4	S
KFW	6559	6,63	5	S
BAD/FAD	5890	5,95	6	P/S
PNUD	4514	4,56	7	S
AFD	4380	4,43	8	S

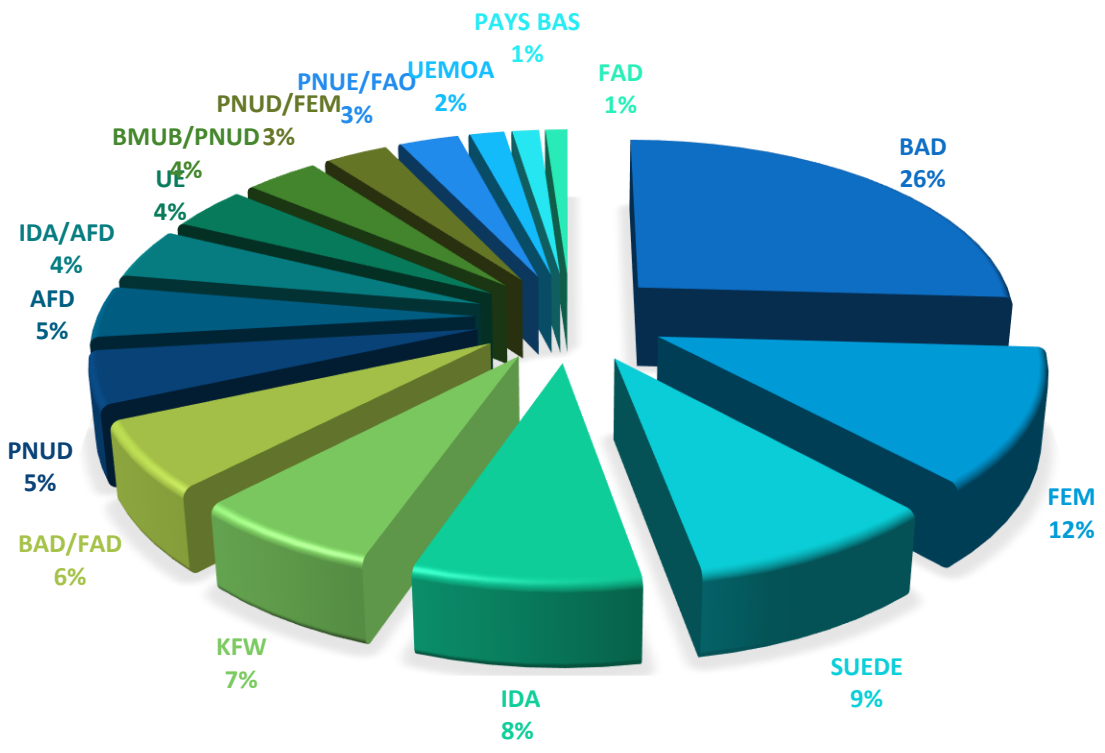
IDA/AFD	4292	4,34	9	S
UE	3706	3,75	10	S
BMUB/PNUD	3505	3,54	11	S
PNUD/FEM	2980	3,01	12	S
PNUE/FAO	2830	2,86	13	S
UEMOA	1650	1,67	14	S
PAYS BAS	1281	1,29	15	S
FAD	1050	1,06	16	P/S
LDCF	925	0,93	17	S
FENU	850	0,86	18	S
PNUE	800	0,81	19	S
DANEMARK	556	0,56	20	S
FLEUVE	238	0,24	21	S
APGMV	15	0,02	22	S
Total	98937	100	22	

S : subvention et P : prêt

Nature du financement	Montant	%
Prêts	25679	26
Subvention	73 258	74
Total	98 937	100

Tableau 37: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2017 par PTF

Figure 11 : Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF



RÉPARTITION DU FINANCEMENT EXTÉRIEUR ACQUIS DU MEADD PAR PTF

➤ **Pour le MEE**

Le nombre de Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans le sous-secteur de l'Eau en 2017 était de 14 pour un financement total acquis de 338,127 milliards de FCFA dont 57,7% de prêts et 42,8% de subventions.

Tableau 38 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2016 par PTF (en millions de FCFA)

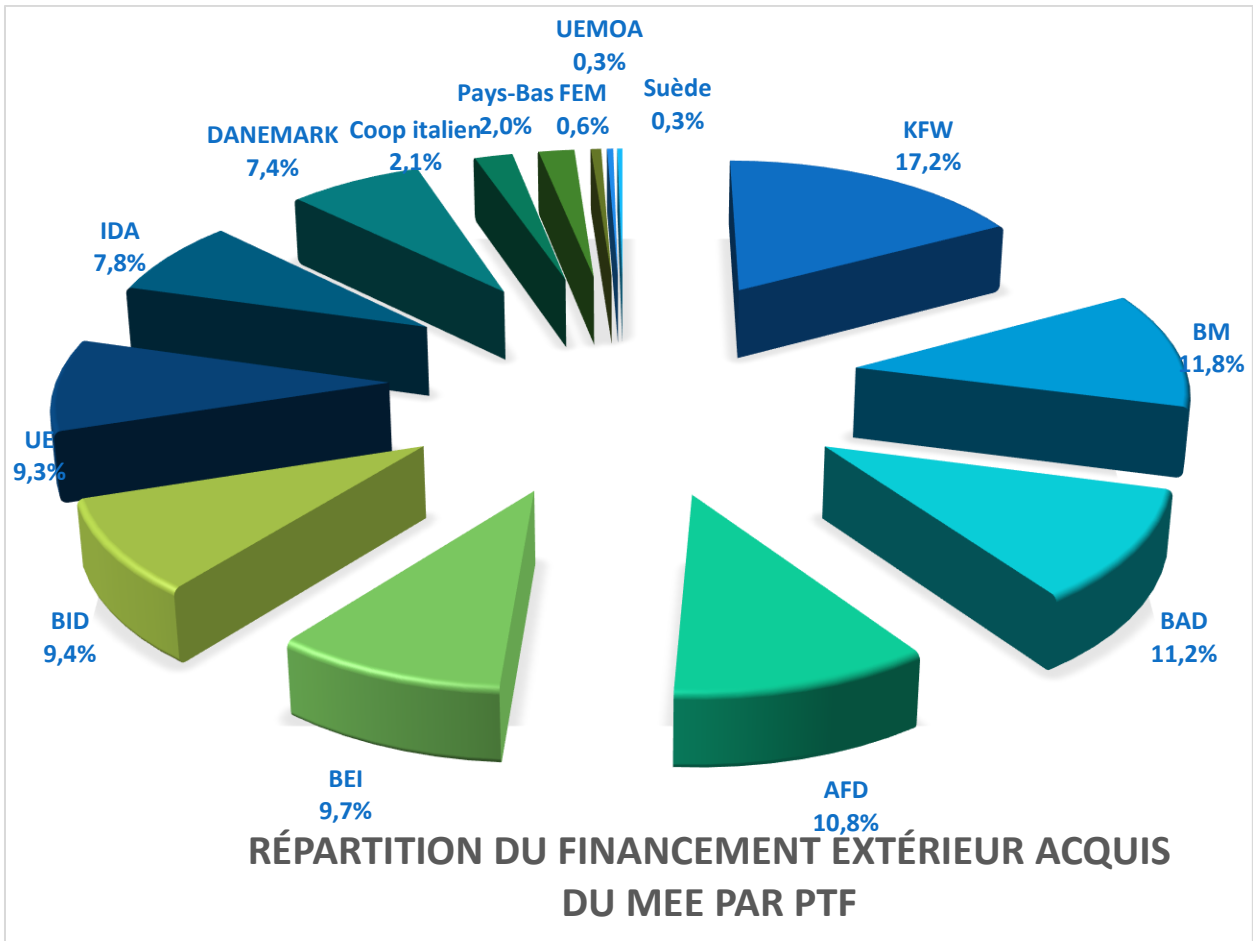
PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
KFW	58051	17,2	1	S
BM	40000	11,8	2	P
BAD	38000	11,2	3	P
AFD	36494	10,8	4	P-S
BEI	32797	9,7	5	P
BID	31687	9,4	6	P
UE	31486	9,3	7	S
IDA	26455	7,8	8	
DANEMARK	25102	7,4	9	S
Coop italien	7215	2,1	10	P
Pays-Bas	6764	2,0	11	S
FEM	1940	0,6	12	P-S
UEMOA	1159	0,3	13	S
Suède	977	0,3	14	S

S : subvention et P : prêt

Tableau 39 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa)

Nature du financement	Montant	%
Prêts	194 521	57,5
Subvention	143 606	42,5
Total	338 127	100

Figure 12 : Répartition du financement extérieur acquis du MEE par PTF



➤ **Pour MHU & MDEAF**

Le nombre de Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans les sous-secteurs de l'urbanisme et des domaines était de 03 pour un financement total acquis de 41,618 milliards de FCFA dont 76,7% de prêts et 23,5% de subventions. Les PTF interviennent dans le domaine de l'urbanisme et n'ont pas de financements en cours au niveau des domaines de l'Etat.

Tableau 40: Répartition des financements extérieurs acquis du MHU & MDEAF 31/12/2017 par PTF (en millions de Fcfa)

PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
IDA	31918	76,7	1	P-S
COOP SUISSE	9520	22,8	2	S
ONU HABITAT	180	0,4	3	S
Total	41 618	100		

S : subvention et P : prêt

Tableau 41 : Répartition des financements extérieurs acquis par nature (en millions de Fcfa)

Nature du financement	Montant	%
Prêts	31 918	76,7
Subvention	9 700	23,3
Total	41 618	100

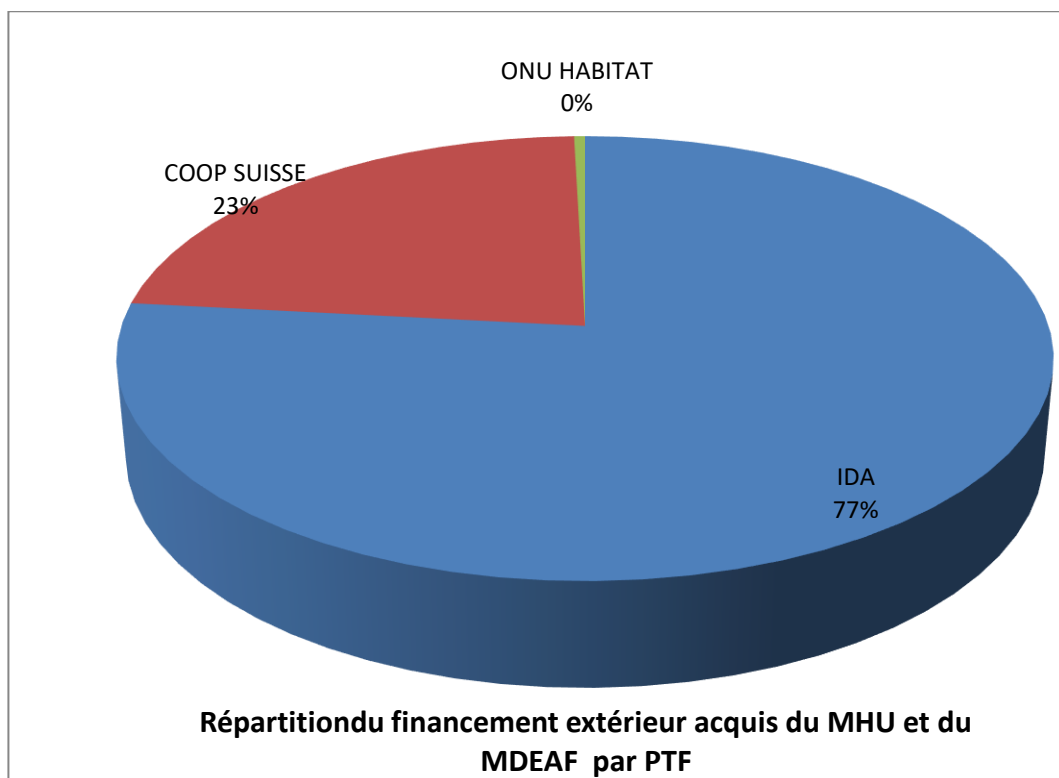


Figure 13: Répartition du financement extérieur acquis du MHU & MDEAF par PTF

2.2.3 Situation des décaissements :

Le décaissement cumulé des financements permet de situer, en rapport avec l'âge et les taux de réalisation physique, la bonne évolution des projets. Ainsi, le montant total décaissé se chiffre à 300,272 milliards de FCFA. Le taux de décaissement global est de 45,81%, contre 41,95 % pour la revue 2016, 35,33% pour la revue 2015 et 27,47 % pour la revue de 2014. Cette évolution progressive du taux de décaissement entre 2014 et 2017, s'explique par le fait que la majorité des P/P du portefeuille a dépassé l'âge moyen de maturité, 54P/P sur 72 du secteur ont trois ans et plus.

Tableau 42: Situation des décaissements cumulés 31/12/2017

en Millions Fcfa	Décaissements cumulés 31/12/2017				Taux cumulés 31/12/2017		
TOTAL SEEUDE	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	69	95 824	204 448	300 272	56,63	45,03	48,18
Projet en préparation	3	0	0	0	0	0	0
Total Global SEEUDE	72	95 824	204 448	300 272	56,63	45,03	48,18

en Millions Fcfa	Décaissements cumulés 31/12/2017				Taux cumulés 31/12/2017		
MEADD	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	39	56 806	36 757	93 563	61,58	49,55	56,22
Projet en préparation	3	0	0	0			
Total MEADD	42	56 806	36 757	93 563	61,58	49,55	56,22

en Millions Fcfa	Décaissements cumulés 31/12/2017				Taux cumulés 31/12/2017		
MEE	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	22	19 834	151 592	171 426	58,99	44,83	46,11
Projet en préparation	0	0	0	0	0	0	0
Total MEE	22	19 834	151 592	171 426	58,99	44,83	46,11

en Millions Fcfa	Décaissements cumulés 31/12/2017				Taux cumulés 31/12/2017		
MHU	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	5	14 414	16 099	30 513	40,43	38,68	40,37
Projet en préparation	0	0	0	0	0	0	0
Total MHU	5	14 414	16 099	30 513	40,43	38,68	40,37

en Millions Fcfa	Décaissements cumulés 31/12/2017				Taux cumulés 31/12/2017		
MDEAF	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	3	4 770	0	4 770	50,94	0	50,94
Projet en préparation	0	0	0	0	0	0	0
Total MDEAF	0	4 770	0	4 770	50,94	0	50,94

↳ Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2017

La variation positive du taux de décaissement pour 2017 s'explique d'une part par le bond enregistré au niveau du décaissement extérieur qui s'améliore de près de 56 milliards par rapport à 2016.

Tableau 43: Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2017

SEEUDE	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de progression
2010	76 493	88 589	165 082	-
2011	107 801	54 805	162 606	-1,5%
2012	93 740	64 619	158 359	-2,6%
2013	97 552	61 770	159 322	0,6%
2014	109 843	79 675	189 518	19,0%
2015	92390	106668	199058	5,0%
2016	87 564	148 154	235 718	18,42%
2017	95 824	204 448	300 272	27,39

N.B : Il est important de signaler que le cumul des décaissements concerne uniquement les projets en cours d'exécution. Par conséquent, l'exercice ne comptabilise pas les décaissements des projets clos en fin 2017.

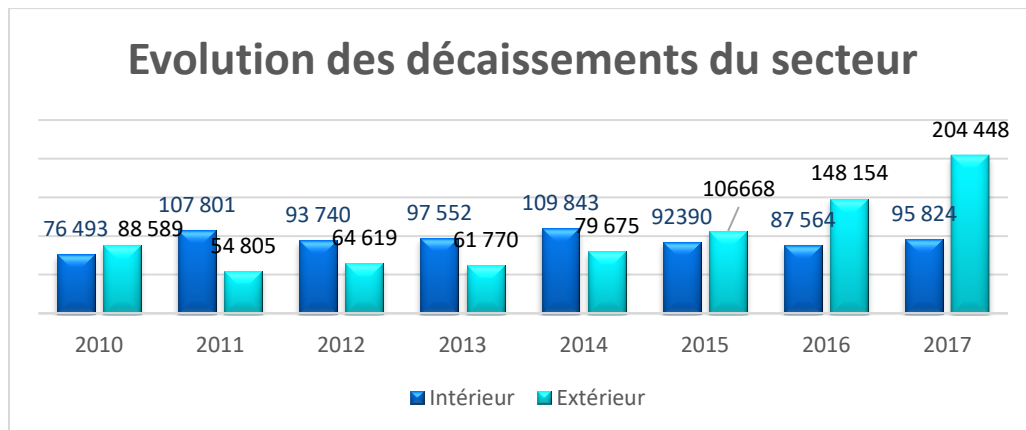


Figure 14 : Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2017

On note une forte progression du décaissement cumulé intérieur depuis 2011 pour dépasser le volume du décaissement cumulé extérieur, cependant on constate la tendance inverse à partir de 2015.

2.2.4 L'âge des P/P :

L'âge des projets et programmes est déterminé à partir de leur début d'exécution au 31/12/2017. L'analyse permet de constater que la moyenne d'âge des 72 P/P du SEEUDE en exécution est de six 6 ans. Aussi on remarque que plus de la moitié des P/P en exécution (54/72) soit 75% du portefeuille ont dépassé la durée normale de mise en œuvre. Ceci dénote non seulement la vieillesse des projets et programmes mais aussi la faible vitalité du secteur.

Tableau 44: l'âge des P/P

	SEEUDE	MEADD	MEE	MUH	MDEAF
Age des P/P					
< 1 an	1	3	0	0	1
1 an	17	1	1	0	0
2 ans	8	8	4	0	1
3 ans	6	4	2	1	1
4 ans	2	4	4	0	0
5 ans	2	0	2	0	0
6 à 13 ans	38	22	9	4	1
Total	74	42	22	5	3
Age moyen	6	11,17	5,72	8	4,67

Cette situation est plus accentuée au niveau du portefeuille du MEADD, 42 sur 72 projets et programmes ont un âge moyen de 11,17 ans.

Ce constat (en rappel) doit amener les départements surtout le MEADD à s'investir pour le renouvellement de son portefeuille.

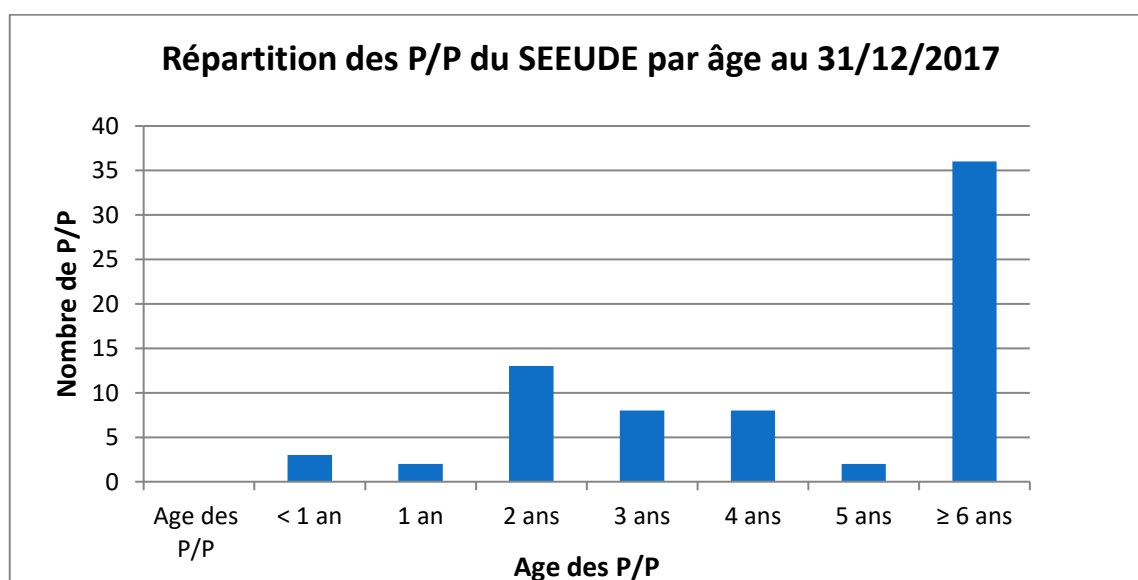


Figure 15 : Répartition des P/P du SEEUDE par âge

2.1.1 La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2017

Tableau 45: répartition géographique des P/P du SEEUDE (en millions de Fcfa)

RNP	Nom du projet	Etat d'exécution	Source de financement	Mode de financement	Cout global estimé	Durée		Kayes	KKoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tbtou	Gao	Kidal	Dist.Bko
						Début	Fin									
719	Projet Elaboration et mise en Œuvre des Plans d'Aménagement et de gestion des Massifs Forestiers	Exécution	Etat	Budget national	813	2002	2018	X	X	X	X	X	X	X		X
1526	Projet Protection et/Aménagement Forêts et Parcs Nationaux	Exécution	Etat	Budget national	1 509	2004	2018	X	X							
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	4128	2002	2018		X		X	X	X	X		
1801	Curage collecteurs District Bko	Exécution	Etat	Budget national	3 612	2002	2018									X
1884	Projet Conservation et Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants	Exécution	IDA/AFD/Etat	Subvention/BSI	5 465	2005	2018					X	X	X		
2047	Projet Composante Mali du Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger	Exécution	BAFA/UEMOA/Etat	Subvention/BSI	8590	2005	2018						X	X		
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	1 668	2005	2018		X		X	X	X			
2049	Projet d'Appui au Reboisement	Exécution	Etat	Budget national	1 178	2005	2018	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Exécution	Etat	Budget national	6 919	2006	2018									X
3122	Projet de renforcement de la resiliance des groupes de femmes productrices et des communautés vulnérables aux chang clim	Exécution	PNUD/FEM/Etat	subvention/budget ordinaire	3 530	2015	2019									
3123	Programme d'appui à l'adaptation aux chang climatiques dans les	Exécution	AFD/PNUD/Etat	subvention/budget ordinaire	4 380	2016	2018					X	X			

2853	Grande Muraille verte	Exécution	Etat	Budget national	420	2016	2018	X	X		X	X	X	X	X	
2873	Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la sécurité alimentaire de l'UEMOA au Mali	Exécution	UEMOA	Subvention	1 124	2016	2019		X							
2920	Construction Siège AEDD	Exécution	Etat	Budget national	400	2016	2018									X
2952	Programme Assainissement de 11 villes	Exécution	Etat	Budget national	2 000	2016	2018	X	X	X	X	X	X	X	X	
2921	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	Exécution	IDA/Etat	Budget national	2 090	2016	2018		X		X	X	X	X		X
2922	Faucardage curages Fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	450	2016	2018		X		X	X	X	X		X
2924	Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 2)	Exécution	Suède/Etat	Subvention/BSI	5 366	2015	2018	X	X	X						
2923	Projet Elimination Prévention Pesticides Obsolètes	Exécution	FEM/DENMARK/Etat	Subvention/BSI	3 700	2016	2019	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Préparation	Etat/Pays Bas/Suède	Subvention/BSI	9 092	2016	2018		X	X	X	X				
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Exécution	Etat	Budget national	5 000	2016	2019	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2996	Projet AEP Accompagnement Centre Semi Urbain Ruraux	Exécution	KFW/Etat	Subvention/BSI	43 949	2016	2021	X	X	X	X	X	X	X	X	
2998	Projet Hydraulique Assainissement en Milieu Rural	Exécution	BID/Etat/UEMOA	Prêt/Subvention/BSI	6885	2016	2018	X	X	X	X	X	X	X	X	
3024	Hydraulique villageoise AEP Kayes	Exécution	Etat	Budget national	600	2017	2019	X								
3100	Projet d'appui à la coordination des initiatives liées aux changements climatiques	Préparation	Etat	Budget national	150	2018	2018									
3101	Projet Assainissement ville de Bamako	Préparation	BAD/Etat	Prêt/Budget National	31 251	2018	2024									
3119	Projet Aménagement parcs Tienfala	Préparation	Etat	Budget national	2 880	2018	2020		X							



III. INDICATEURS SECTORIELS INSCRITS DANS LE CREDD 2016-2018.

INTITULE DES INDICATEURS	LIEN ODD	STRUCTURE RESPONSABLE	VALEUR DE REFERENCE 2016	PREVISIONS 2017	REALISATIONS 2017	OBSERVATIONS
AXE STRATEGIQUE 1 « CROISSANCE ECONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE »						
Objectif spécifique 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique						
Taux de déforestation (ha/an)	ODD15	DNEF	-	-	3,33	
Superficies des terres et dunes restaurées (en ha)	ODD15	DNEF	-	5638,6	1151	Ce résultat ne prend pas en compte les réalisations en matière de lutte antiérosive, les mises en défens, la régénération naturelle assistée et la protection des digues et berges.
Nombre de plans d'aménagement de gestion simplifiés élaborés et mis en œuvre	ODD15	DNEF	-	72	114	
Pourcentage de Programme de	ODD13	AEDD	6,11	13, 51	9,81	

Développement Economique et Socio-culturel (PDESC) intégrant la dimension environnementale						L'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, plans et programmes n'a pas été satisfaisante. Cette faible performance s'explique par la réorientation des activités vers la relecture des textes réglementaires et législatifs relatifs aux EES, EIES, Audit) en vue de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans lesdits textes
Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	ODD13	AEDD	43,33	42,85	40	
AXE STRATEGIQUE 2 « DEVELOPPEMENT SOCIAL ET ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE»						
Objectif spécifique 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique						
Taux d'accès à l'eau potable au niveau national	ODD6	DNH	66,9	66%	68	L'accès à l'eau potable s'est amélioré de façon équitable et satisfaisante. Néanmoins des efforts doivent être poursuivis pour la généralisation des contrats de Suivi Technique et Financier des Infrastructures (STEFI)
Pourcentage de ménages disposant de latrines améliorées	ODD6	DNACPN	30,67	-	57,06	La mise en œuvre du Programme de l'Assainissement Total piloter par la Communauté (ATPC) enregistre des résultats encourageants avec l'accompagnement de certains partenaires.

Objectif spécifique 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat						
Nombre de communes urbaines qui disposent et appliquent un schéma d'urbanisme actualisé à jour	ODD11	DNUH	-	-	97	Les actions menées dans le cadre de la maîtrise de la croissance des villes n'ont pas été satisfaisantes en raison : - de l'insuffisance des ressources ; -de l'insécurité, de la suspension des opérations d'urbanisme ; - du non-respect des textes en vigueur.
Nombre de Plans d'Urbanisme Sectoriels élaborés	ODD11	DNUH	-	-	0	
Nombre de logements sociaux construits et livrés	ODD11	DNUH	2 922	11 376	5695	L'accès au logement n'a pas été effectif compte tenu de la finition des travaux de viabilisation en cours d'exécution.
AXE STRATEGIQUE 3 «DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE»						
Objectif spécifique 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières						
Pourcentage des communes, cercle de Kati et du district de Bamako disposant d'un SIF	ODD17	DNDC	40	100	0	Les travaux de mise en place du cadastre sont en cours dans les 6 communes du District de Bamako et dans 8 communes du cercle de Kati, les Appels d'offres pour la mise en place du SIF/GUICHET UNIQUE sont prévus pour fin avril 2018.

Taux de dématérialisation des dossiers fonciers de la conservation foncière de Bamako et Kati vers les archives Nationales	ODD17	DNDC	60	-	149 391	
---	-------	------	----	---	---------	--

*

IV. DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL

Le partenariat est un axe stratégique pour la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) en vue d'atteindre l'objectif de croissance durable et de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, nous constatons depuis quelques années le développement du Partenariat Public- Privé (PPP), notamment dans les sous-secteurs des forêts et des logements sociaux. Cette approche fédère l'ensemble des interventions des Services Techniques, Collectivités Territoriales, Partenaires Techniques et Financiers et Organisations de la Société Civile.

4.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

La fonctionnalité du cadre partenarial durant l'année 2017 s'est concrétisée

Au niveau national par :

- Pour contribuer à l'amélioration de la qualité et de la durabilité du service de l'eau en milieu rural et semi-urbain à travers la réduction des durées et des fréquences des pannes, des ateliers de formations relatives à la mise à niveau et aux outils de maintenance et d'entretien des équipements ont été tenus dans les régions dans le cadre de la mise en œuvre du programme UNICEF, World Vision, des ONG CARITAS et CARE Mali, projet Villages du Millénaire (Ségou, Mopti, Koulikoro, Sikasso) et de certains projets de la DNH. Tous les acteurs concernés ont pris part à ces ateliers : élus, exploitants, maintenanciers.
- la tenue des réunions de la Commission de Gestion des Eaux de la retenue de Selingué chargée de donner des consignes de gestion des ouvrages de Selingué et de Markala,
- la participation de la DNH aux réunions du Comité de Pilotage de la Réforme Institutionnelle des secteurs de l'Electricité et de l'Eau potable ;
- la concertation des acteurs de l'Eau et l'Assainissement ;
- la poursuite de la mise en œuvre des activités du protocole de partenariat SOMAPEP/DNH/DRH relatif à la relève des compteurs de production d'eau potable dans le périmètre concédé au niveau régional;
- dans le cadre du suivi de la qualité de l'eau, l'analyse des échantillons d'eau et la production de bulletins hydrologiques par le Laboratoire National des Eaux (LNE) ;
- dans le cadre du renforcement des capacités, le laboratoire national des eaux (LNE) et les laboratoires régionaux des eaux de Kayes et Mopti ont reçu, à travers le Programme Conjoint d'Appui à la GIRE, des équipements de verreries et des produits chimiques.

Au niveau sous régional et international par :

- le développement des partenariats sous régionaux et internationaux pour les échanges d'expérience et pour une gestion concertée des ressources en eau (ABN, OMVS, ABV, CEDEAO, PAGE, UA, BMZ (KfW, GIZ), PRIA MALI, UE

4.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

➤ L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les actions de partenariat initiées par L'AEED ont été menées avec les organisations suivantes :

- le Centre Régional de Recherche Agronomique (CRRRA) de Sotuba ;
- la Fédération Nationale des Producteurs de l'Agriculture Biologique et Equitable (FENABE) ;
- l'Association Malienne d'Eveil au Développement Durable AMEDD ;
- l'Association pour l'Aide aux Femmes en Détresse et aux Enfants (ASSAFEDE) ;
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) ;
- la Direction Nationale de la Production Industrielle et Animale (DNPIA) ;
- la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) ;
- la Météo ;
- l'Adaptation de la Petite Agriculture aux Changements Climatiques (ASAP/PAPAM) ;
- l'Alliance globale contre le changement climatique (AGCC) au Mali ;
- Le LUX DEV.

➤ **La Direction Nationale des Eaux et Forêts :**

Courant 2017, le cadre de partenariat a été renforcé à travers :

- le renforcement des capacités de nos structures en partenariat avec Wild Foundation à travers la formation et l'équipement pour la réalisation des activités de protection des éléphants du Gourma ;
- l'établissement et la dynamisation de cadres de concertation, le renforcement des capacités des acteurs communautaires, publics et privés en matière de gestion durable des ressources forestières et fauniques ;
- la poursuite du partenariat public –privé à travers les contrats d'amodiations et de concession avec des opérateurs privés nationaux TAM –VOYAGES, la Société Agro-Industrie Développement (AID SA) et SYNERGIE Environnement. L'objectif global est d'assurer la protection de la faune, des habitats naturels et de la biodiversité en conciliant l'exploitation raisonnable et la conservation des ressources biologiques à travers les aménagements, la promotion du tourisme de vision et de l'écotourisme et la sécurisation des mouvements migratoires de la grande faune (menacée) ;
- l'appui constant des partenaires techniques et financiers, notamment la coopération Suédoise et Danoise, l'Union Européenne, le PNUD, le PNUE, l'USAID, le PAPAM, la BAD, l'UEMOA, FAO, FEM,BM, JICA, HELVETAS et les ONG ;
- l'amélioration du potentiel forestier national, à travers la mise en œuvre de micros projets portés par six (6) ONG dont Sahel Eco, AVDR, APROFEM, PACINDHA et GAAS –Mali dans le cadre de la mise en œuvre du projet Alliance Globale sur le changement climatique ;
- l'amélioration de la gestion des ressources forestières à travers l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'aménagements et de gestion des massifs forestiers villageois par les communautés bénéficiaires et le secteur privé.

➤ **La Direction Nationale de l'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et Nuisances**

Dans le cadre de la collaboration avec ses partenaires techniques et financiers notamment l'UNICEF, Care International, GIZ-PEPA, Water-Aid, SNV, etc. la Direction et ses démembrements ont mené certaines activités telles que :

- L'organisation de la quinzaine de l'environnement ;
- La certification communale ;
- Le concours village propre ;

La 8^{ème} édition de la Journée Mondiale des Toilettes (JMT) et l'organisation du concours écoles propres, etc.

Le cadre partenarial de la DNACPN se traduit par l'acquisition d'équipements et de biens matériels et par des prestations de service.

- Dans le cadre de la rétrocession, la DNACPN a reçu trois (03) véhicules Pick-up de la SOMAPEP. Elle s'inscrit dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement du district de Bamako (SDAB). Trois (03) véhicules neufs ont été acquis avec le PEPA/GIZ (2), USAID (1), deux (2) motos ont été acquises sur financement du programme de drainage des eaux pluviales de Bamako, 16 autres motos ont été acquises par les DRACPN dans le cadre du PGES-ACL et station d'hydrocarbures pour la Région de Kayes, du Programme d'Urgence pour la Relance et le Développement dans les Régions du Nord du Mali (PURD-RN)
- La DRACPN de Sikasso a reçu 1 véhicule et 2 motos du CONFIDES et celle de Tombouctou a reçu 1 véhicule dans le cadre du Programme d'Urgence pour la Relance et le Développement dans les Régions du Nord du Mali (PURD-RN)
- La DNACPN a acquis un lot de matériels de bureau et d'informatique dans le cadre du Programme de Drainage des Eaux Pluviales de Bamako et le Programme PEPA/GIZ, il s'agit de : huit (8) ordinateurs fixes, douze (12) ordinateurs portables, , trois (3) photocopieuses, quatre (4) imprimantes, sept (7) vidéo projecteurs, six (6) scanners et trois (3) réfrigérateurs
- Dans le cadre du Partenariat Public/Privé pour la promotion de l'assainissement, des équipements d'assainissement ont été acquis avec les partenaires intervenant dans le cadre de l'assainissement.
- La DNACPN en partenariat avec l'UNICEF, la SNV et AKVO, a mené une enquête sur l'établissement de la situation de référence de l'assainissement dans la commune urbaine de Bougouni
- Dans le cadre du partenariat DNACPN, UNIFEF/ Care international et sur financement de ces derniers ; il a été mis en place une base de données Mali SANIYA permettant la collecte et le traitement informatique des données sur l'ATPC et le post-FDAL. Les régions concernées par cette activité sont celles de : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.
- Toujours dans le cadre du PEPA/GIZ, un Système d'Information/Base de Données sur l'inventaire Assainissement, Eaux Usées et Excréta (AEUE) des communes partenaires de Kayes, Koulikoro et Mopti a été élaboré
- Les réalisations du Programme d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) ont aussi fait l'objet de suivi évaluation dans plusieurs régions du Mali.

➤ L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali

Au titre de l'année 2017, un certain nombre d'activités ont été menées dans le cadre du partenariat avec les autres organisations et institutions :

- ANGESEM/ l'Association Africaine de l'Eau (AAE) : visite d'audit, mission d'évaluation de l'an I du RASOP, visite de benchmarking à Durban (Afrique du Sud), la tenue de formations
- ANGESEM / PCA-GIRE :
La signature d'un protocole de collaboration avec l'Unité de Gestion GIRE de la DNH
- ANGESEM / l'ONG-PROTOS :
L'ONG PROTOS en partenariat avec l'ANGESEM a initié un projet de construction de deux (2) stations de traitement de boues de vidange dans les communes de Mountougoula et du Mandé dont la gestion sera confiée à l'ANGESEM.;
- ANGESEM / SOMAPEP:
L'étude d'actualisation du schéma directeur d'assainissement de Bamako, de l'étude institutionnelle, organisationnelle et tarifaire liée à l'assainissement urbain a été finalisée.
- ANGESEM / SOMAGEP:
Un protocole de collaboration pour le recouvrement de la redevance dans le cadre de l'application du décret n° 0474/P-RM du 23 juin 2014a été signé entre la SOMAGEP et l'Agence. Le recouvrement de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées est effectif dans la ville de Mopti.
- ANGESEM / Direction des Aéroports du Mali :
En perspective du transfert de la gestion administrative, technique et financière de la station d'épuration des Aéroports du Mali à l'ANGESEM, quatre (04) agents ont participé à deux formations organisées par l'Unité de Gestion du Projet d'achèvement des travaux de l'Aéroport .
- ANGESEM / APEJ :
Cinq (05) stagiaires de l'Agence pour la promotion des Jeunes (APEJ) ont été encadrés par la direction Générale et l'antenne du District.

➤ L'Agence du Bassin du Fleuve Niger

- L'ABFN a véritablement appréhendé la nécessité de faire du partenariat un axe majeur dans l'atteinte de ses objectifs, d'où la création d'un département dédié au partenariat et à la mobilisation des ressources financières.
- Les prises de contact ont eu lieu avec certaines organisations (Conseil Economique Social et Culturel, le Bureau politique du RPM), des partenaires bilatéraux de financement (l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, le PNUD) et des consortiums qui font la promotion du Partenariat Public, Privé comme ECOSHAPE.
- Les échanges ont été particulièrement développés avec VIAWATER et ECOSHAPE (Partenaires hollandais) pour la mise en œuvre d'actions conjointes.

4.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

Au niveau du sous-secteur, il existe un cadre de concertation formel créé par décision n° 2013-0125/MLAFU-SG du 30 août 2013 portant création, organisation et fonctionnement du cadre de concertation avec les organisations professionnelles du secteur des bâtiments, travaux publics et des domaines :

En matière d'Urbanisme, il s'agit de :

- l'ordre des Ingénieurs conseils ;
- l'ordre des Architectes ;
- l'ordre des Géomètres experts ;
- l'ordre des Urbanistes ;
- l'association des promoteurs immobiliers ;
- l'association des administrateurs de biens et agents immobiliers ;
- les partenaires financiers (BMS, BID, SHELTER-AFRIQUE) ;

S'agissant des Domaines de l'Etat, en plus du cadre de concertation formel, la DNDC entretient des partenariats avec l'Agence pour l'Aménagement des Zones Industrielles (AZI) ; l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) ; l'ordre des notaires, l'ordre des géomètres experts, le PAMORI II, la CARFIP, l'AGETIC, la DNGM, la DGI, l'IGM.

V. PROBLEMES ET CONTRAINTES

L'année 2017 a été marquée entre autres, par des difficultés listées ci-dessous par sous-secteurs.

5.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

☞ La Direction Nationale de l'Hydraulique

- L'inadéquation des moyens mis à disposition des services techniques pour assurer leurs missions ;
- L'insuffisance de ressources humaines qualifiées;
- La lenteur dans les procédures de passation des marchés ;
- La défaillance de certains acteurs du secteur privé dans l'exécution des travaux et services ;
- Les difficultés des bénéficiaires à mobiliser leur contribution financière et à s'approprier les investissements;
- La situation d'insécurité dans les régions du Nord

☞ Le Laboratoire National des Eaux

- -Insuffisance des ressources financières pour le suivi et le contrôle de la qualité des ressources en eau sur l'étendue du territoire ;
- -Insuffisance d'équipements roulants pour assurer la couverture nationale ;
- -Insuffisance de personnels qualifiés;
- -Insuffisance de moyens financiers pour mener les études et recherches sur la qualité de l'eau au Mali

☞ la Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable

- le faible équilibre économique et financier du secteur,
- la non-fixation du prix patrimoine, induisant la faible maîtrise du chiffre d'affaires ou des redevances attendues par la SOMAPEP à date,
- les arriérés non éponnés par la SOMAGEP sur les redevances attendues.

☉ La Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable

Les principales contraintes d'exploitation sont entre autres :

- Saturation et obsolescence des installations de production et de distribution ;
- Capacités de stockage insuffisantes ;
- Sous-dimensionnement et faible densification du réseau de distribution ; ;
- Difficile recouvrement des consommations facturées pour cause de faible capacité de paiement des abonnés ;
- L'absence de subventions pour faire face aux nouvelles charges induites par l'extension du domaine affermé à plus de 56 nouveaux centres.

5.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

☉ La Direction Nationale des Eaux et Forêts

Les principales difficultés rencontrées au cours de l'année 2017 se résument à :

- l'insuffisance des effectifs et des capacités des agents d'encadrement pour mener les différentes activités de gestion des ressources forestières et fauniques et d'appui conseil aux partenaires ;
- l'agression barbare des djihadistes, entraînant la mort de plusieurs agents forestiers resté impunis et sans suite ;
- l'insuffisance et la vétusté des moyens de déplacement collectif et individuel adéquats au niveau central et des Services Régionaux et Subrégionaux pour assurer les missions ;
- l'insuffisance des équipements militaires indispensables dans le contexte de l'insécurité grandissante dans le pays ;
- l'insuffisance des allocations budgétaires face aux nouveaux défis et enjeux de la gestion des ressources forestières et fauniques. La lenteur dans les décaissements de fonds aggrave cette situation ;
- l'agression du domaine forestier national, par les différentes formes d'occupation (l'Agriculture, l'exploitation minière, la réalisation des réseaux de communications routiers et téléphoniques, les réseaux de transport d'électricité, etc..) sans une réelle compensation des préjudices environnementaux causés par ces actions de développement ;
- les feux de brousses récurrents qui dégradent le couvert végétal, mais aussi le sol et détruisent la diversité biologique dans ces zones.

☉ L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les contraintes identifiées dans la mise en œuvre des activités sont :

- l'insuffisance, la vétusté des locaux et des moyens logistiques ;
- le faible niveau des crédits alloués ;
- le manque de moyens humains, matériels et financiers pour l'exécution des missions;
- les difficultés d'accès aux données de certaines structures.

☉ La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

La DNACPN a été en 2017 confrontée à un certain nombre de difficultés qui sont entre autres :

- les ressources humaines non adaptées au cadre organique (qualitatif et quantitatif) ;
- l'insuffisance et la vétusté du matériel roulant et bureautique (véhicules, motos etc.) ;
- l'insuffisance des allocations budgétaires et la faiblesse de financement du sous-secteur assainissement ;
- la timide mise en œuvre des stratégies de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA) ;
- les locaux non adaptés ;

- l'absence de laboratoire et l'insuffisance d'équipements de contrôle ;
- l'insuffisance des sites de décharges et la non sécurisation des sites des dépôts de transit.

☞ **L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

La réalisation des activités en 2017, a beaucoup souffert de :

- l'insuffisance des moyens logistiques ;
- l'insuffisance des crédits alloués ;
- les différentes retenues opérées sur les dotations budgétaires ;

☞ **L'Agence du Bassin du Fleuve Niger**

- la difficulté dans la capitalisation des interventions en raison de la multiplicité des acteurs dans le bassin du fleuve sans lien avec l'ABFN ;
- l'absence de comité de gestion formellement constitué ;
- l'absence d'accord d'établissement ;
- le non fonctionnement des comités de sous- bassins,
- l'insuffisance des ressources humaines sur les plans qualitatif et quantitatif.
- l'insuffisance des ressources financières ;
- le retard pris pour la mise en œuvre du projet de construction et d'équipement du siège.

5.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

☞ **La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat**

- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- le faible niveau de couverture du pays par les ordres professionnels ;
- l'occupation illicite et l'utilisation des servitudes de passage et des cours d'eau ;
- la faible participation des banques locales dans le financement de l'habitat ;
- la faible participation du budget national dans le financement des programmes de logements sociaux ;
- la faible participation du budget national dans le financement de l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la non mise en place de comités de suivi et de mise en œuvre des outils de planification urbaine ;
- l'insuffisance des ressources pour le contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- la non immatriculation et bornage des espaces programmés dans les SDU ;
- le manque de locaux pour certaines DRUH et les Subdivisions ;
- le non suivi régulier des dossiers soumis au parquet au risque de ternir la crédibilité du service.

☞ **La Direction Nationale des Domaines et du Cadastre**

- l'absence de politique et de stratégie en matière domaniale, foncière et cadastrale ;
- l'absence de textes pour la constatation du droit coutumier ;
- des lacunes dans la procédure d'immatriculation des terres et la tenue du Livre Foncier ;
- la multiplicité des intervenants dans l'attribution des terres;
- la spéculation foncière et l'accaparement des terres ;
- la spoliation du patrimoine foncier de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- le faible niveau de couverture du pays par les notaires et les cabinets de géomètres-experts ;
- la faible capacité des agents de recouvrement en fiscalité minière et les procédures de vérification des bilans des sociétés minières ;
- les insuffisances dans la modernisation des services de domaines.

VI. LES PERSPECTIVES

6.1 SOUS-SECTEUR EAU :

6.1.1 La Direction Nationale de l'Hydraulique

Les actions prévues au titre de l'année 2018 par le sous-secteur eau, portent sur :

- la création de 2 611 Equivalents Points d'Eau Modernes (EPEM) dans le cadre des projets et programmes financés par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers, ainsi répartis : 212 PC (puits citernes), 513 PM (puits modernes), 1743 PMH (forages équipés de pompe à motricité humaine, 859 SHVA (système d'hydraulique villageoise amélioré), 202 SHPA (système hydraulique pastoral amélioré) 3243 BF (bornes fontaines qui seront construites à partir de 466 Adductions d'Eau Potable ou Sommaire - AEP/AES) pour l'ensemble du pays.;
- la réhabilitation de 2964 PMH, 261 SHVA, 67 AEP/AES, 56 BF Il s'agira aussi de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de suivi et d'évaluation des ressources en eau et du Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau à travers les projets d'appui à la gestion Intégrée des Ressources en eau (financements Pays-Bas et Suède).

6.1.2 La SOMAPEP-SA

En 2018, les perspectives sont entre autres :

- Les travaux dans les villes de l'intérieur, Kita, Nioro, Bougouni, Selingué, Markala et Gao (6 villes de la Banque Mondiale) ;
- La mise en service de de la station de traitement de Kabala prévue pour Décembre 2018 ;
- La signature en 2018 d'une convention de financement d'un montant de 5 milliards de FCFA, instruit et octroyé par la BOAD ;
- La levée des conditions du premier décaissement du volet assainissement et la fin des travaux du volet Production de l'alimentation en eau potable de Bamako à partir de la localité de KABALA.

6.1.3 Perspectives du LNE

En perspective le Laboratoire National des Eaux envisage:

- Renforcer la stratégie nationale de suivi-évaluation des ressources en eau (volet qualité de l'eau)
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de communication
- Renforcer les capacités humaines et techniques du LNE (Bamako, Mopti et Kayes)
- Construire et équiper le nouveau siège du LNE
- Mener deux études et recherche en matière de qualité de l'eau
- Participer à l'élaboration de la norme de la qualité de l'eau pour les volets irrigation, abreuvement et pisciculture
- Mettre en application le manuel et les procédures
- Organisation de réunions statutaires

6.1.4 Budget Programmes par Objectifs et le CDMT 2019-2021 de l'eau

Le CDMT 2019-2021 vise la réalisation d'un total de **7 833** nouveaux équivalents points d'eau modernes (EPEM) et la réhabilitation de **4 305** en milieu rural à travers la répartition suivante : Le montant du Cadre de Dépenses à Moyen Terme de la DNH se chiffre à **42,154** milliards pour 2019, **50,351** milliards de FCFA en 2020 et à **56,347** milliards de FCFA en 2021, soit un montant total de **148,853** milliards de FCFA pour la période 2019-2021.

Le montant du Cadre de Dépenses à Moyen Terme du LNE se chiffre à **356** millions de FCFA pour 2019, à **1,43** milliard de FCFA en 2020 et à **1,49** milliard de FCFA en 2021, soit un montant total de **4,53** milliards de FCFA pour la période 2019-2021.

Globalement sur un coût total de **148,853** milliards de FCFA du CDMT 2019-2021 de la DNH, les financements acquis se chiffrent à **42,646** milliards de FCFA soit **28,60%**.

Le gap de financement s'élève à **106,207** milliards de FCFA soit **71,35%**. Ce gap de financement est bien supérieur au financement acquis pour toutes les années.

6.1.5 Synthèse de CDMT 2019 – 2021 du Laboratoire National des Eaux (LNE).

Tableau 46: Synthèse du CDMT 2018-2020 du LNE (en millions de Fcfa)

Année	2019	2020	2021
CDMT	356	1 430	1 490
TOTAL CDMT	3 276		

Source : rapport annuel 2017 LNE

6.2 SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

6.2.1 La Direction Nationale des Eaux et Forêts

Les actions prévues au titre de l'année 2017 portent sur :

- L'élaboration de 8 textes législatifs, réglementaires et normatifs (dont 4 relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et 4 à la gestion des aires protégées (AP)) et la relecture de 2 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières ;
- La réalisation de 398 missions de diffusion des textes législatifs et réglementaires ;
- La réalisation de 426 émissions radio et 11 émissions TV dans le cadre de la gestion des RFF (dont 102 émissions radio et 3 émissions TV dans le domaine faunique) et la production de 8 articles pour la diffusion des textes en matière de GRFF ;
- La réalisation de 47 600 ml de cordons pierreux, 8 500 ml de digues filtrantes ou de digues en terres, 845 ha de zaï, 111 ha de demi-lunes, 7 932 ha de RNA, 17 050 ml de fascines, 100 ha de contour trenching, 1000 ml de végétalisation, 315 ha de stabilisation des dunes ;
- L'intégration des activités de 200 ha de défrichement amélioré, 200 ha de DRS-CES dans la production (sylviculture, agriculture et élevage) et 4000 ha de régénération naturelle assistée dans les exploitations agricoles ;
- L'application de 7 techniques culturales adaptées dans le cadre de la résilience aux changements climatiques.
- L'identification, la réalisation d'études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité et la diffusion des résultats de ces études ;
- L'aménagement des zones humides, la mise en place d'organisations pour la conservation et la valorisation de la biodiversité et la promotion de la participation des associations et groupements de femmes dans la gestion et la valorisation des ressources forestières et fauniques. ;
- L'enlèvement de 1 405 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau ;
- La mise en place de 102 organisations locales de lutte contre les feux de brousse, la redynamisation de 170 brigades anti-feux et la formation et l'équipement de 85 organisations de lutte contre les feux de brousse ;
- La réalisation d'inventaires des ressources des différents écosystèmes et zones humides et de 02 enquêtes socio-économiques ;
- L'élaboration des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR.
- La réalisation de 325 séances d'IEC dans le cadre de la GRFF, 24 sessions de recyclage des agents de Développement et 6 voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences ;
- La réalisation de 68 sessions de formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques sur les textes législatifs et réglementaires, 25 sessions de formation des agents des Eaux et forêts, 38 sessions de formation des formateurs sur les techniques de DRS-CES, la formation de 2343 personnes dont 220 personnes des associations et groupements féminins et 2123 personnes composées d'animateurs radio, des collectivités et communautés villageoises ;
- La réalisation de formations continues et/ou diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF ;
- La préparation des réunions statutaires des Conventions, Accords et Traités et la participation aux différentes sessions des COP ;
- La formation de 153 élèves dont 102 élèves techniciens (17 filles et 85 garçons), 51 élèves agents techniques des Eaux et Forêts (8 filles et 43 garçons) au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA et l'organisation des stages pour 49 élèves dont 26 techniciens et 23 agents techniques en fin de cycle ;

- Le recrutement par voie de concours de 50 agents dont 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts ;
- La création de 189 cadres de concertation et 134 comités villageois au niveau des collectivités pour la gestion et la conservation de la nature ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de 35 conventions locales de GRN ;
- L'élaboration de 50 PAG des forêts (dont 49 forêts villageoises et 1 forêt classée), l'actualisation des PAG de 28 forêts (dont 25 forêts villageoises et 3 forêts classées) et la mise en œuvre de 111 PAG (dont 105 PAG de massifs villageois et 6 PAG de forêts classées) ;
- La réalisation de 34 inventaires forestiers, pastorales et d'enquêtes socio-économique ;
- La réalisation de la cartographie de 30 massifs forestiers et la délimitation de 63 zones d'actions (séries, parcellaires) ;
- La réalisation des opérations de coupe et de traitements sylvicoles dans 42 massifs villageois, 5 forêts classées, 2 périmètres de protection et celles de déguerpissement dans 22 massifs forestiers (dont 18 massifs villageois et 4 forêts classées) ;
- L'immatriculation de 18 forêts classées, 2 périmètres de protection et l'insertion des cartes de 12 forêts classées et 2 périmètres de protection dans le cadastre ;
- La réalisation de 2 287 missions de contrôle forestier et la création de 185 brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière ;
- La mise sous aménagement de 131 266 ha de forêts classées, 151 169 ha de massifs villageois et 130 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux ;
- La création de 4 202 ha de mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat ;
- L'ouverture de 1 528 km de pare-feu et 54 km de pistes forestières, l'entretien et le nettoyage de 819 km de pare-feu et 100 km de pistes forestières ;
- Le reboisement de 47 490 ha, la production 23 965 870 plants, la collecte de 415 000 noix de rônier pour la restauration du domaine forestier national et l'enrichissement de 1 272 ha de forêts ;
- La réalisation et la diffusion des résultats de 7 études thématiques ;
- La réalisation de 278 missions de suivi de 151 marchés ruraux de bois, la création et /ou redynamisation de 27 marchés ruraux de bois et la définition des quotas d'exploitation de 87 massifs des SRGB ;
- La réalisation de 110 séances d'IEC, 128 missions de suivi, 11 séances de démonstration pour l'adoption d'équipements économes en bois énergie et la diffusion de 1 900 équipements économes en bois énergie tous types confondus ;
- Le renforcement du personnel, la mise à dispositions des matériels et équipements, l'appui au processus de changement du statut du SIFOR et la collecte et la diffusion des données sur le site Web pour les besoins des utilisateurs ;
- La réalisation de 2 inventaires (faune et avifaune), l'actualisation de 6 PAG, la délimitation des différentes zones d'actions d'aménagement et la mise en œuvre de 3 PAG dans les aires protégées ;
- La réalisation des opérations et actions d'aménagement et de gestion dans le complexe Bougouni-Yanfolila ;
- La réalisation de 145 missions de contrôle, 40 missions de suivi et de supervision des travaux d'aménagement et de gestion dans les aires protégées ;
- L'immatriculation et l'insertion de la carte dans le cadastre de l'aire de conservation Tessit-In-Tillit ;
- La réalisation des opérations de déguerpissement dans 4 aires protégées ;
- La mise sous aménagement de 30.000 ha d'aires protégées, la mise en place de 43 brigades de contrôle et de surveillance locales et l'implication des communautés et des collectivités à la gestion des aires protégées ;
- L'identification, la réalisation et la diffusion des résultats de 5 études sur l'évaluation de la dynamique des aires protégées ;

- La réalisation des actions contenues dans les contrats d'amodiation et les cahiers de charge et 6 missions de suivi et évaluation des contrats d'amodiation.
- La création de 23 brigades villageoises d'appui, de contrôle et de surveillance et la mise en place de 27 cadres de concertation autour des aires protégées ;
- La réalisation de 32 missions de contrôle, 17 missions d'appui conseils et 90 missions de surveillance dans les aires protégées ;
- La création de 10 points d'eau (puits, forages équipés) et l'aménagement de 5 mares et 50 ha de parcours (couloirs de transition et de migration) pour la faune ;
- L'ouverture de 135 km et l'entretien de 20 km de pare-feu ;
- L'ouverture et l'entretien de 1 093 km de pistes touristiques ;
- L'aménagement de campements touristiques (Campement Baoulé, camp de Missira et Madina).

6.2.2 L'Agence du Bassin du Fleuve Niger:

Les actions prévues au titre de l'année 2017 portent sur :

- la réalisation des Avant Projets Détaillés et les Etudes d'Impact Environnemental et Social (études techniques) des travaux du PREEFN,
- la réalisation des études techniques pour l'aménagement des berges du fleuve Niger à Séguéla (Ségou) et Kamani (Koulikoro),
- la réalisation des études d'impact environnementales et sociales du projet d'aménagement et de récupération des berges du fleuve Niger à Bamako (22 km),
- la finalisation des travaux d'aménagement des berges du fleuve Niger à Diafarabé et les travaux de curage du Diaka,
- la réalisation des travaux de réhabilitation des berges du fleuve Niger à Ségou (Pied-à-terre du Gouvernorat de Ségou),
- la réception définitive des travaux d'aménagement des berges du fleuve Niger à Ségou et Tamani,
- la réalisation des travaux de nettoyage sur le fleuve Niger dans le District de Bamako,
- l'élaboration de la stratégie de communication assortie de plan,
- l'animation et la mise à jour du site Web de l'Agence,
- la participation à la 18ème édition de la quinzaine de l'Environnement et à la 23ème édition de la COP à Bonn (Allemagne),
- la concrétisation du Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger (une vision à l'horizon 2025 à travers la mise en place d'un dispositif de coordination des acteurs intervenant sur le fleuve Niger)
- la poursuite du processus d'institution du mécanisme financier de perception et d'utilisation de redevances auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau du fleuve Niger.

6.2.3 La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

Elles sont les suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Élimination et de Prévention des Pesticides Obsolètes (PEPPO) ;
- l'intégration des Changements Climatiques dans la Procédure d'EIES et d'Audit d'environnement ;
- l'intensification de l'approche de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) ;
- la mise en œuvre du Programme de Drainage des Eaux Pluviales dans le District de Bamako ;
- la poursuite de l'équipement de la Décharge Contrôlée Compactée de Noumoubougou ;
- la poursuite de la mise en œuvre des accords, conventions et traités ;
- la poursuite de la mise en œuvre de différents programmes avec les partenaires ;
- l'intensification de la lutte contre les sachets plastiques.

6.2.4 L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali

Les perspectives de 2018 portent sur :

- la construction de deux stations de traitement des boues de vidange à Sikasso et à Ségou ;
- l'exploitation de la station de teinturerie de Sotuba ;
- la mise en œuvre de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées ;
- la poursuite de la réhabilitation de la station d'épuration de Tombouctou ;
- le suivi et l'entretien de toutes les stations d'épuration ;
- le suivi des unités industrielles et des établissements commerciaux ;
- l'achèvement des travaux de construction du siège de l'Agence ;
- l'acquisition de moyens logistiques ;
- le renforcement et la collaboration avec les services techniques, les partenaires sociaux, les collectivités locales, les Universités et les PTF

6.2.5 L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les perspectives porteront entre autres sur :

- la poursuite des travaux d'extension de l'AEDD ;
- la poursuite de la mobilisation des financements internes et externes ;
- la mise en œuvre des études relatives au système national de gestion de l'information environnementale ;
- la validation des rapports des différentes études ;
- l'opérationnalisation de la SNDD ;
- l'organisation de la quinzaine de l'environnement ;
- la production et la diffusion de la revue « Notre environnement » ;
- l'actualisation du répertoire des AME avec la mise en place d'un dispositif de coordination des AME ;
- l'élaboration du code de l'environnement ;
- la prise en compte de l'environnement dans les curricula ;
- la consolidation de la collaboration entre l'AEDD et les institutions de recherche ;
- le démarrage des essais en milieu confiné sur les moustiques transgéniques par le Centre International de Lutte contre la Malaria à l'Hôpital du Point G ;
- la poursuite des activités des Projets et programmes.

6.2.6 Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet annuel de Performance (DPPD-PAP 2018-2020) du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

Désignation	Budget		Prévisions									Total Gap
	2017		2018			2019			2020			
			Besoin	CBMT	Gap	Besoin	CBMT	Gap	Besoin	CBMT	Gap	
Personnel	3 458 015	3 374 349	3 153 597	220 752	4 092 372	3 824 647	267 725	4 369 822	4 083 946	285 876	774 353	
Biens et services	1 866 761	2 192 430	2 128 573	63 857	1 838 157	1 767 459	70 698	1 975 884	1 881 794	94 090	228 645	
Transferts et Subventions	1 031 741	1 297 743	1 259 945	37 798	1 154 730	1 110 317	44 413	1 188 944	1 132 328	56 616	138 827	
Investissement	23 573 535	39 859 424	19 929 712	19 929 712	53 443 935	14 807 268	38 635 767	65 942 667	15 513 910	50 428 757	108 994 236	
Total Général	29 930 052	46 723 946	26 471 827	20 252 119	60 528 294	21 509 691	39 018 603	73 477 317	22 611 978	50 865 339	110 136 062	

Tableau 47: Synthèse du DPPD-PAP 2018-2020 du MEADD (en millier de Fcfa)

6.2.7 Budget Programmes par Objectifs et le CDMT 2019-2021 de l'assainissement

Le montant du Cadre de Dépenses à Moyen Terme de la DNACPN se chiffre à **38, 762** milliards de FCFA pour 2019, **30, 265** milliards de FCFA en 2020 et à **34, 121** milliards de FCFA en 2021, soit un montant total de **103, 148** milliards de FCFA pour la période 2019-2021.

Globalement sur un coût total de **103 148** milliards de FCFA du CDMT 2019-2021, les financements acquis se chiffrent à **3, 457** milliards de FCFA soit **3,35%**.

Le gap de financement s'élève à **99, 691** milliards de FCFA soit **96,55%**. Ce gap de financement est bien supérieur au financement acquis pour toutes les années.

6.3 SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

6.3.1 La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat

Les actions prévues au titre de l'année 2017 portent sur :

- La poursuite de la construction et équipement du siège de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat;
- la poursuite de la construction de logements sociaux par l'Etat ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux par les coopératifs d'habitats ;
- le contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- l'instruction des dossiers de demande de permis de construire ;
- l'élaboration du SDU de Madiakuiy ;
- la révision du SDU de Kati et Fana ;
- l'aménagement des collecteurs naturels « le Banconi » et « Tienkolé » ;
- la réalisation de l'étude urbanistique d'aménagement des collecteurs naturels de « Woyowayanko », de « Molobalini » ;
- la poursuite de l'élaboration d'un document stratégique pour la politique d'accès aux logements décents au Mali ;
- l'acquisition et l'application de nouvelles expériences dans l'utilisation des matériaux locaux dans la construction de logements ;
- la mise en place d'une banque de données urbaines du Mali ;
- la finalisation de la base des données du secteur urbain.

6.3.2 La Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les actions prévues au titre de l'année 2018 portent sur :

- la mise en place d'un cadastre ;
- l'élaboration de manuel de procédures sur l'immatriculation ;
- l'élaboration de la Politique Foncière, Domaniale et Cadastrale ;
- la poursuite de la dématérialisation des dossiers fonciers ;
- le rattachement des titres fonciers dans un même système de coordonnées géographiques ;
- la poursuite de la migration des données dans le Data Center ;
- la poursuite de la relecture du Code Domanial.

6.3.3 Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet annuel de Performance (DPPD-PAP 2017-2019) du Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et des Affaires Foncières

Désignation	Budget		P révisions	
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 737 550	3 062 909	2 723 297	2 907 926
Biens et Services	1 551 495	1 751 541	1 376 004	1 469 223
Transferts et subventions	459 720	659 720	42 362	42 975
Investissement	14 157 492	16 749 292	10 853 081	11 319 466
Total	18 906 257	22 223 462	14 994 744	15 739 590

Tableau 48: Synthèse du DPPD-PAP 2017-2019 du MDEAF (en millions de Fcfa)

VII. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2017

N°	Recommandations	Responsables	Etat d'exécution	Commentaires
1	Prendre des mesures appropriées pour atteindre un taux de décaissement de 50% du financement extérieur des projets et programmes.	(toutes structures)	Non Réalisée	Le taux de décaissement extérieur des P/P du secteur est passé de 34,32% en 2016 à 42,71 % en 2017. Cette performance est très significative, cependant la cible de 50% n'est pas atteinte. Cela est dû à un certain nombre de mécanismes de suivi de l'exécution comme la formation des Gestionnaires des Projets / Programmes sur les manuels de procédures, le respect des délais procéduraux.
2	Améliorer le portefeuille des Projets et Programmes du secteur	(toutes structures)	Réalisée	Le taux d'inscription des nouveaux projets /programmes au PTI est passé de 20% en 2017 à 47% en 2018. De plus le taux d'allocation des ressources au BSI a connu une progression de 5 points en pourcentage, passant de 17% en 2017 à 22% en 2018.
3	Faire adopter dans les meilleurs délais la politique Nationale en matière domaniale et foncière	DND, DNC,	En cours	La communication écrite relative à la Politique nationale domaniale et foncière et son plan d'actions était au niveau du MHU. Avec la dernière répartition des services entre les départements, cette communication est en relecture au Ministère de l'Economie et des Finances auprès de la Commission mise en place à cet effet (selon le PTG 1 ^{er} semestre 2018).

4	Ajouter le cercle de Koulikoro dans la mise en œuvre du cadastre en plus de la ville de Kati et le District de Bamako et environs	MDEAF	Non réalisée	Aucune action n'est entreprise pour l'ajout du cercle de Koulikoro. La mise en œuvre du cadastre se limite en ce moment à, Kati, Bamako et environs.
5	Procéder à la mise en place des comités de suivi de mise en œuvre des SDU	DNUH	En cours	Au regard de l'article 4 du Décret n°046607 /P-RM du 30décembre 2004, fixant les modalités de mises en œuvre de la planification urbaine, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a adressé une lettre (lettre n°0101/MHU- SG du 27 mars 2017) à tous les gouverneurs de région et du District de Bamako à prendre les dispositions qui s'imposent pour la création desdits comités.
6	Relire et actualiser les documents de politiques et de stratégies du sous-secteur eau et assainissement en cohérence avec les Objectifs du Développement	DNH, DNACPN	En cours	DNH <ul style="list-style-type: none"> • Le code de l'eau a été relu et transmis au MEE pour introduction dans le circuit d'adoption • Des TdR relatifs à l'élaboration du Plan National d'accès à l'eau potable ont été élaborés • Des TdR relatif à l'évaluation du PAGIRE sont en cours d'élaboration ; étude prévue en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre du PCA GIRE

	Durable (ODD 2016-2030)			<ul style="list-style-type: none"> • La relecture du document de Politique Nationale de l'Eau (PNE) est en cours à travers le recrutement en février 2018, de deux consultants avec l'appui financier de la Banque Mondiale pour un délai de 74 jours ; l'adoption de la PNE est prévue pour le 1er semestre 2018 • La relecture du document de la Stratégie Nationale de Développement de l'Alimentation en Eau Potable est non réalisée à cause du retard dans l'élaboration du document de politique nationale de l'eau. <p>DNACPN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Constitution de 5 sous-groupes de travail • Des TdR sont élaborés et envoyés à la Banque Mondiale • Mission d'annonce de la relecture de la PNA dans les régions • Des TdR sont élaborés et envoyés à la Banque Mondiale • Constitution de 5 sous-groupes de travail • Rencontre des sous-groupes avec la Banque Mondiale et le Consultant • Mission d'annonce de la venue du bureau dans les régions
7	Mettre en œuvre la stratégie de renforcement des capacités du secteur Eau et Assainissement	DNH, DNACPN	Réalisée	<p>Renforcement des capacités de la DNH en ressources humaines à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (i) la réalisation de vingt-huit (28) formations ayant concerné 100 agents non issues du plan de formation ; • (ii) les actions de plaidoyers afin de pouvoir bénéficier d'un quota important d'Ingénieurs et Techniciens au niveau du concours général de la Fonction Publique au titre de l'année 2017 (41 agents dont 6 ingénieurs et 35 techniciens sont recrutés en 2017 mais non

				<p>encore mis à la disposition de la DNH). Cadre organique de la DNH pourvu à 24% en 2017 tout comme en 2016.</p> <p>Renforcement des capacités de la DNACPN en ressources humaines à travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Formation de deux (02) cadres au suivi des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pendant onze (11) jours au Maroc -Formation d'un (1) cadre à la Gestion des Ressources en Eau Souterraine dans le contexte de bassin versant dans le cadre de la GIRE pendant cinq (05) jours à Ségou ; -Formation de trois (3) cadres à la Réduction des Risques Nucléaires, Radiologiques, Biologiques et Chimiques (NRBC) pendant cinq (05) jours à Bamako ; -Formation de vingt (20) cadres au Manuel de gestion administrative, financière et comptable pendant trois (03) jours à Bamako ; Formation d'un (1) cadre à la transformation de l'agriculture avec introduction de nouvelles technologies pendant cinq (05) jours au Sénégal -Voyage d'étude de quatre (04) cadres pendant cinq (05) jours au Burkina Faso avec thème « visite d'échange et de partage dans le cadre du programme eau potable et assainissement (PEPA/GIZ), entre autres...
--	--	--	--	---

SYNTHESE : Sur sept(07) recommandations formulées, deux(02) sont réalisées (soit 28,57%), trois(03) sont en cours de réalisation (soit 42,86 %) et deux(02) sont non réalisées (soit 28,57%).

VIII. CONCLUSION

Le CREDD 2016-2018, cadre fédérateur et de cohérence de l'ensemble des Politiques et Stratégies de Développement du Mali, accorde une attention particulière aux domaines couverts par le secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.

La contribution du secteur forestier dans l'économie nationale est sans doute très significative dans un pays essentiellement rural où les populations dépendent particulièrement des ressources de la forêt et de la faune (alimentation, médicaments, artisanat, etc.). **On note la réalisation d'une étude sur la revue des dépenses publiques en appui technique à la planification budgétaire liée à l'Environnement. Il importe de poursuivre les efforts dans ce sens afin d'arriver à une comptabilité qui internalise la valeur des ressources forestières et fauniques, le système de planification nationale, et la détermination de la valeur économique réelle des services des écosystèmes forestiers.**

L'intégration de la dimension environnementale doit être poursuivie en accordant une importance accrue à la prise en compte des aspects changements climatiques dans les PDSEC au niveau des communes. En outre, il y a urgence de pouvoir renseigner les indicateurs sur l'environnement notamment les aspects GDT de la matrice du CREDD.

La confortation en cours de la base SIGMA et le début de la mise en place d'une situation de référence en matière d'assainissement constituent une avancée certaine dans le domaine de la planification et de l'orientation des ressources mobilisées pour l'amélioration de l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement. Il est particulièrement indispensable de se tourner résolument vers les cibles des Objectifs du Développement Durable (ODD 2016-2030).

L'adoption de la politique de la Ville donnera certainement un grand essor aux différents P/p relatifs à l'acquisition de logements décentes par les populations sur l'ensemble du territoire national, conformément à la volonté affichée des hautes autorités nationales.

L'adoption d'une Politique Nationale Domaniale et Foncière par le gouvernement, vivement attendue, la relecture du Code Domanial et Foncier et les dispositions institutionnelles en cours, permettront bientôt de lever d'importants goulots d'étranglement en matière de gestion des domaines de l'Etat.

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 72 P/P inscrits au Répertoire National des Projets (RNP). Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2017 est de 655,419 milliards de FCFA contre 561,91 milliards au 31/12/2016. On note que le GAP de financement est encore important et qu'il est particulièrement nécessaire d'accorder beaucoup d'attention au suivi de l'exécution technique et financière des P/P pour plus d'efficacité et plus d'impacts, avec une capacité en ressources humaines plus conséquente.

